

**Le gouvernement de Bonn
décide de renforcer
son aide aux chômeurs**

LIRE PAGE 19

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Abonnement : 1 an : 130 F (hors taxes) ; 6 mois : 70 F ; 3 mois : 35 F ; 15 jours : 10 F. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements étrangers sont facturés en francs suisses. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion.

3, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4007-23 Paris
ENVOI PAR AVION
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

M. Callaghan à Rambouillet

Les relations franco-britanniques sont souvent passées d'ententes cordiales à des tempêtes de guerre en « événements cordiaux » en temps de paix.

Ce destin n'est pas surprenant entre deux nations qui se reconnaissent l'une et l'autre une forte personnalité. La visite de M. Callaghan jeudi à Rambouillet et les entretiens qu'il aura vendredi avec MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et plusieurs membres du gouvernement français devraient marquer le début de relations peut-être plus banales que dans le passé, mais aussi plus concrètes et plus constructives.

Le temps n'est plus où la Grande-Bretagne pouvait jouer des rivalités continentales et arbitrer les conflits européens ; c'est un rôle qu'elle n'a pourtant abandonné que tout récemment. Les offensives diplomatiques de Londres pour une grande, puis pour une petite zone de libre-échange européenne, en 1958 et pendant les années suivantes, n'avaient pour objet que de contrecarrer la formation d'un ensemble économique continental. La première tentative britannique pour s'introduire dans le Marché commun sans renoncer au Commonwealth (1961-1963) se situait dans la même ligne ; les manœuvres de plus médiocre envergure, de M. Wilson, ou du moins de son entourage, lors de l'« affaire Sixmes », au début de 1968, relevaient du même état d'esprit.

Après les atermoiements de la « renégociation », il aura fallu la retraite de M. Wilson pour que la page soit définitivement tournée. La Grande-Bretagne est maintenant un membre de la Communauté comme les autres et qui, même si elle cherche trop souvent à obtenir des traitements de faveur (elle n'est pas la seule), a lié son sort pour le meilleur et pour le pire à ses partenaires.

Inversement, la France ne peut plus être accusée, comme elle l'était souvent du temps du général de Gaulle, d'arrogance et, bien à tort, d'esprit de domination. Si de telles accusations sont aujourd'hui formulées, c'est à l'adresse de la République fédérale. Britanniques et Français se livraient cependant à une vaine diversion s'ils cherchaient un bon émissaire outre-Rhin. L'Allemagne de M. Schmidt n'est forte que des faiblesses de ses partenaires, qui ne peuvent décemment lui reprocher d'avoir un gouvernement trop efficace.

La France et la Grande-Bretagne, après avoir été de grands empires, sont aujourd'hui des puissances moyennes. Si elles disposent encore d'une certaine audience dans le monde, elles sont aux prises chez elles, à des degrés et pour des motifs différents, de sérieuses difficultés économiques et sociales.

Ce sort commun devrait inciter MM. Giscard d'Estaing et Callaghan à ne pas trop épiloguer sur des problèmes planétaires — qui, pour une bonne part, leur échappent — ni sur les grandes constructions européennes théoriques, mais à se concentrer sur l'« intendance ». Dans ce domaine, les sujets de conversation ne manquent pas : lutte contre l'inflation, crise de la livre, réduction des « hautes dépenses » (problème escamoté lors de l'adhésion britannique, au grand regret de M. Barre, alors commissaire européen chargé des affaires monétaires), approvisionnement en pétrole et en matières premières, régime communautaire de la pêche, avenir de l'Europe verte, etc.

Tout cela est peu excitant, sauf si les interlocuteurs savent dépasser les intérêts à court terme et proposer à leurs partenaires des solutions fondées sur l'intérêt supérieur européen à long terme.

**LE PREMIER MINISTRE
SUBIT UNE DÉFAITE SÉRIEUSE
AUX COMMUNES**

(Lire page 4.)

LIBAN : les « casques verts » syriens sont aux portes de Beyrouth

L'O.L.P. aurait renoncé à ses raids contre Israël

Les « casques verts » syriens de la force arabe de dissuasion, parvenus le mercredi 10 novembre aux portes de Beyrouth, consolident leurs positions dans l'attente de nouveaux renforts en hommes et en matériel. Leur entrée dans la capitale pourrait avoir lieu vendredi matin 12 novembre.

Si la situation s'est sensiblement apaisée à Beyrouth dans la nuit de mercredi à jeudi, de violents combats — à en croire les correspondants militaires israéliens — se sont déroulés dans le Liban du Sud, près de la frontière israélienne. Selon les journalistes israéliens, les fedayin auraient attaqué dans la nuit le village chrétien de Rmalche, au centre de la région frontalière.

● A JERUSALEM, le premier ministre, M. Rabin, aurait informé confidentiellement des journalistes israéliens que l'O.L.P. a décidé de ne pas reprendre ses raids contre Israël à partir de ses bases au Liban. Cette information — que rapporte la presse britannique — est à rapprocher de l'attitude adoptée par le gouvernement israélien à l'égard de la « centrale » des fedayin. Il a en effet, refusé d'engager une action en justice contre les personnalités israéliennes membres du comité Israël-Palestine — qui ont récemment eu des conversations à Paris avec des représentants de M. Arafat.

De notre correspondant

Beyrouth. — La résistance palestinienne est prête à conclure à nouveau une alliance stratégique avec la Syrie. Mais elle demeure méfiante devant la « réorientation » de la politique syrienne depuis le sommet de Riyad, qu'elle juge purement tactique. Damas poursuivrait par de nouvelles voies les mêmes objectifs.

Pourtant, les rapports syro-palestiniens se sont améliorés durant les quatre dernières semaines. M. Arafat s'est rendu par deux fois à Damas, où il n'était plus allé depuis l'entrée des troupes syriennes au Liban, en juin dernier, et y a rencontré le président Assad. Les polémiques entre les deux parties ont cessé. La normalisation a même conduit l'O.L.P. à limoger les responsables de ses principaux organes d'information. Les Palestiniens ont cessé de réclamer le retrait des troupes syriennes, et ont admis que celles-ci constituent les deux tiers de la « force de dissuasion arabe », alors qu'ils demandaient auparavant qu'elles n'en représentent pas plus d'un tiers. Leurs alliés progressistes libanais ont, de même, assoupli leurs positions à cet égard.

Les Palestiniens coopèrent avec la force arabe depuis son entrée en action, le mercredi 10 novembre ; les journaux proches des Palestiniens progressistes publient photos et commentaires en présentant les troupes syriennes qui sont entrées à Beyrouth comme des forces alliées. D'autre part, Damas a autorisé que des fedayin rejoignent leur sanctuaire de l'Arakoub, au Liban-Sud. Sans doute ne s'agit-il que de quelques centaines d'hommes, dont deux cents venaient de Syrie, et trois cents d'autres fronts au Liban. Sans doute aussi l'Arakoub risque-t-il d'être, pour eux, un piège où ils pourraient être pris en tenaille entre Israël et les conservateurs chrétiens qui occupent des villages de la zone frontalière. Mais il n'empêche que les lignes syriennes se sont ouvertes pour leur laisser le passage, et cela constitue un geste politique. Pour l'O.L.P., également, l'envoi de fedayin dans l'Arakoub est une mesure plus politique que militaire.

Parallèlement, Damas a fait pression sur les conservateurs chrétiens pour qu'ils acceptent l'entrée de la force arabe sur leur territoire, et mettent en veilleuse leurs relations avec Israël, devenues trop flagrantes dans la zone frontalière. Lorsque les journaux syriens écrivaient ces jours-ci : « La Syrie, en association avec les troupes des autres pays arabes, frappera tous ceux qui tenteront de dresser des obstacles devant la force de dissuasion arabe », il s'agit de l'autorité du président Sadat, « c'est au camp conservateur plutôt qu'aux Palestiniens progressistes que la menace s'adresse ».

LUCIEN GEORGE

(Lire la suite page 4.)

ÉGYPTE : le voyage de M. Barre a surtout un but économique

Accompagné de M. André Rosal, ministre du commerce extérieur, et de M. Pierre-Christian Tittmeyer, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Raymond Barre est attendu au Caire vendredi 12 novembre, en fin de journée, porteur d'un message de M. Giscard d'Estaing, qu'il remettra lundi 15 novembre au président Sadat, dont il sera l'hôte à déjeuner avant de regagner Paris dans la soirée. Le chef de l'Etat égyptien avait adressé la semaine dernière, au président de la République, une lettre personnelle dans laquelle il évoque les problèmes du Proche-Orient.

Les problèmes économiques dominent les entretiens.

De notre correspondant

Le Caire. — La visite de M. Raymond Barre est un nouveau maillon dans la suite de consultations régulières que dirigeants français et égyptiens ont entreprises depuis la venue au Caire de M. Sauvagnargues, alors en charge des affaires étrangères, en décembre 1974. Le chef de l'Etat français a été reçu en Égypte à la fin de l'an passé, et le Raïs, depuis son voyage officiel en France, en janvier 1975, a rencontré M. Giscard d'Estaing à Paris à deux autres reprises. Les échanges de visites entre responsables civils ou militaires des deux nations sont presque devenus une affaire de routine.

En trois ans, les relations économiques et culturelles franco-égyptiennes ont pris une ampleur qu'elles n'avaient connue qu'avant la seconde guerre mondiale, la coopération militaire a renoué les fils d'une tradition remontant à la Restauration. Les rapports politiques, jadis contrariés par la prépondérance britannique puis par l'expédition de Suez, ne sont pas réellement gênés de nos jours par l'influence américaine.

Certes, le Caire reconnaît à Washington le quasi-monopole du régime de la question israélo-arabe, et si les Égyptiens ont exigé l'admission du français à la conférence de Genève, ils n'ont guère déployé

d'efforts pour que les Français y participent. En revanche, le Raïs consulte son partenaire français sur la plupart des autres grands problèmes, y compris le Liban, car il ne voudrait pas que son dialogue avec les Occidentaux soit limité aux Américains.

Sans nuages et sans problèmes

La coopération entre Paris et Le Caire est donc sans nuages et sans autres problèmes que ceux inhérents à toute entreprise de ce type (1). Les liens entre les deux capitales sont à tel point étroits que les Égyptiens, tout en étant flattés, trouvent après tout naturel que le premier déplacement à l'étranger du nouveau numéro deux français ait lieu dans leur pays ; l'invitation primitivement adressée par Le Caire à M. Chirac avait d'ailleurs été aussitôt renouvelée après la nomination de M. Barre.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(Lire la suite page 2.)

(1) Quelques dossiers d'indemnisation des Français dont les biens ont été nationalisés en Égypte à l'époque de Nasser restent toutefois en suspens, malgré les accords franco-égyptiens conclus pour apaiser les contentieux.

La Corse incertaine

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a décidé, mercredi 10 novembre, la libération immédiate de M. Toussaint Cipriani, l'un des cinq incrimés dans l'affaire du Boeing d'Ajaccio. Pour les quatre autres, la chambre a ordonné une expertise médicale ; elle prendra sa décision le vendredi 12 novembre à 11 heures du matin, sauf si, d'ici

là, les praticiens constatent une aggravation de l'état de santé des prisonniers.

M. Jean-Paul Sartre vient d'adresser une lettre de soutien aux détenus : « Ils témoignent sur leurs personnes d'un choix que l'État français laisse au peuple corse », écrit le philosophe. Les mouvements autonomistes invitent les insulaires à se tenir prêts à répondre aux mots d'ordre qu'ils leur lanceront.

I. — Tout... et le contraire

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

d'attentat à l'explosif (1) dont nous ne sommes pas dépourvus. L'île serait-elle engagée dans un processus irréversible à l'annexion ? C'est certain : les morts arriveront, affirme un petit un fonctionnaire. L'effacement armé ne fait plus peur à certains irresponsables.

A entendre les propos de jeunes nationalistes, on serait tenté de craindre le pire. « Aujourd'hui, en fait d'attentat, c'est un peu le style Robin des Bois, mais bientôt, il faudra y aller fort », disent-ils. « Le tout est de savoir de quel côté seront les morts. Si à ceux qui ont été déportés la population aurait basculé dans notre camp. » Les mêmes qui tiennent ces théories suicidaires

ne manquent pas d'en atténuer aussitôt la portée : « Nous nous montrons facilement le bourrichon ; nous avons une expression corse pour le dire : muntassi à sega. »

De leur côté, tout réformiste qu'ils soient, les autonomistes ont besoin de se confronter avec le pouvoir pour faire avancer leurs idées. D'où le maintien très nuancé de la condamnation de la violence. « L'observateur doit concevoir l'hypothèse d'une action spectaculaire qui mettrait le gouvernement à l'obligation de déclencher le système répressif dont l'impopularité en Corse n'est plus à démontrer », écrit-on, au début de l'été, dans la revue Kyrie. Les événements ont démontré le bien-fondé de cette analyse.

(Lire la suite page 18.)

UNE CONVENTION EUROPÉENNE CONTRE LE TERRORISME

De notre correspondant

Strasbourg. — Les délégués des ministères des affaires étrangères du Conseil de l'Europe ont adopté à l'unanimité, mercredi 10 novembre, une convention européenne sur la répression du terrorisme. Les deux principales dispositions de ce texte, qui permettra aux États membres de coordonner la lutte contre le terrorisme, concernent la procédure d'extradition et le rejet unanime de la motivation politique pour les actes de terrorisme. Les signataires s'engagent d'assurer le caractère politique aux détournements d'avions, aux attentats contre les personnes — diplomates notamment — aux prises d'otages et séquestrations, aux attentats aux explosifs ou aux colis piégés ou avec des armes à feu, etc., en vue de faciliter les procédures d'extradition des auteurs de ces actes.

Si un État n'exécute pas l'autre son propre droit de ces infractions, ce qui est normalement le cas lorsqu'il s'agit d'un de ses propres nationaux, il s'engage à le traduire en justice devant ses propres juridictions. D'autre part, les signataires de la convention se garantissent l'entraide judiciaire dans la poursuite des terroristes.

La convention entrera en vigueur quand elle aura été ratifiée par trois des États membres.

La fin du délit politique ?

par GÉRARD SOULIER (*)

Avec une remarquable discrétion, mais une grande célérité, le comité européen pour les problèmes criminels, ouvrant sous les auspices du Conseil de l'Europe, avait mis au point un projet de convention européenne pour la répression du terrorisme. Inspiré essentiellement par l'Allemagne fédérale, il devait être signé le 22 septembre à Strasbourg, par le comité des ministres du Conseil de l'Europe. Cette signature, différée en raison notamment des réticences de la France (1), vient d'être acquiescée.

Ce texte vient couronner la nouvelle législation répressive mise en vigueur depuis quelques années par l'ensemble des pays occidentaux (2). Il viendrait, s'il était ratifié, établir une sorte de fédéralisme de la répression de la délinquance, spécialement politique. Son objet : faciliter l'extradition. Pour l'atteindre : des dispositions qui bouleversent la tradition libérale à plus d'un titre.

(Lire la suite page 17.)

(*) Professeur à la faculté de droit d'Amiens.

(1) Voir le Monde du 23 septembre.
(2) Voir « Un fascisme à visage humain » dans le Monde diplomatique, décembre 1975.



**AGUSTÍN
GÓMEZ-
ARCOS**

Maria
Republica
Roman

« Un roman admirable et terrible. L'intolérable pur après la pure beauté. » Claude Mauriac / Le Figaro

« Il y aurait quelque chose d'insoutenable dans le paroxysme de cette peinture sang, or et nuit... si elle n'apparaissait pas tout de suite dans son symbolisme fulgurant. » Yves Florenne / Le Monde

STOCK

AU JOUR LE JOUR

MOURIR OU VIVRE

Quand des hommes acceptent de mourir pour un idéal, ceux qui ont choisi de vivre le transforment en symbole. Mort, ils deviennent plus forts que vivants.

Alors les quatre Corbès grécistes de la fin et de la fin ne devraient pas mourir. On va les faire à votre ou à notre société qui, par principe, ne peut accepter de les entendre mourir, sans savoir qu'il faudrait simplement qu'elle les écoute vivre.

ALAIN GENESTAR.

FACE A FACE

Marguerite Yourcenar et Selma Lagerlöf

Marguerite Yourcenar a toujours été hantée par de hautes figures : l'empereur Hadrien des « Célèbres Mémoires », Cavafy, le poète grec, Piranèse, notre Agrippa d'Aubigné, qu'elle a ressuscité avec force dans « Sous, bédécité d'inventaire » et la poétesse américaine, Hortense Flexner, qu'elle a plus récemment introduite parmi nous. Ces portraits montrent quel grand critique peut être cette historienne-poète. Ils s'enrichissent aujourd'hui d'un nouveau médaillon dédié à Selma Lagerlöf. Marguerite Yourcenar saisit dans son ampleur, son étrangeté, sa vertu profonde, l'être et l'œuvre de l'écrivain suédois, qui fut la première femme à recevoir le prix Nobel de littérature en 1909, et elle préside à sa réédition en France. Deux grandes femmes face à face. Deux solitaires. Alors qu'on

n'eût pas songé peut-être à les rapprocher — est-ce le reflet du peintre sur le modèle ? — on trouve maintenant qu'elles se ressemblent. Jusque dans les traits, si l'on se fie au croquis de Selma Lagerlöf que notre dessinateur Pierre Julien a tiré d'une ancienne photographie. Quant aux caractères, à certains accidents de la vie, aux sources de la pensée — l'Inde notamment — on y perçoit de multiples échos.

Peut-être Marguerite Yourcenar ne s'est-elle jamais intéressée qu'à des êtres, hommes ou femmes, qu'elle sentait proches d'elle. Les révélateurs, c'est elle aussi qu'elle révèle. Du texte qu'elle consacre à Selma Lagerlöf et dont nous publions des extraits en page 12 du « Monde des livres », deux graves et beaux visages de femmes émergent.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les « casques verts » aux portes de Beyrouth

(Suite de la première page.)

Ces indices sont néanmoins accablants pour des dirigeants palestiniens, qui font de leurs rapports avec les Syriens l'analyse suivante :

1) Le Syria et avec elle l'Arabie Saoudite et l'Égypte, qui poursuivent des objectifs analogues à ceux de Damas — n'a pas modifié, sur le fond, son attitude à l'égard de la résistance palestinienne, mais elle a modifié sa tactique sous la contrainte de pays « frères ». « Quand les Saoudiens ont exercé une pression sur Damas — et si l'on a effectivement exercé à la veille du « sommet » de Riyad, c'était dans l'intérêt même de la Syrie, et non dans celui de la résistance palestinienne », nous a déclaré un des responsables du Fath, M. Abou Batem.

Selon les Palestiniens, les résolutions du « sommet » de Riyad ne comportent qu'un point positif pour eux : l'arrêt des combats. Tout le reste est semé de pièges et d'embûches.

2) Depuis le « sommet » de Riyad, un événement a convaincu l'Arabie Saoudite, la Syrie et l'Égypte de modifier leur tactique : l'élection de M. Carter à la présidence des États-Unis. Toujours selon les Palestiniens, les déclarations de M. Carter en place de la nouvelle administration américaine et pour la définition d'une nouvelle politique au Proche-Orient contrainant le roi Khalid et les présidents Sadate et Assad à « geler » la situation au Liban en attendant d'y voir plus clair.

3) La Syrie a sans doute accepté un « gel » à l'Arabie au Liban, qui limite sa liberté d'action, notamment si elle voulait relancer son offensive mili-

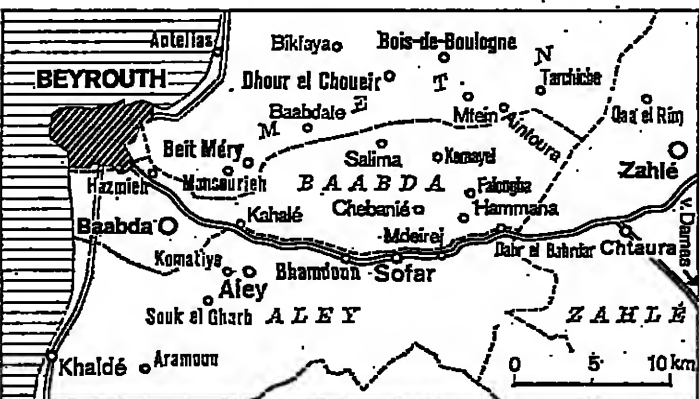
taire. Mais ce n'est pas sans en retirer des avantages : une « couverture » pour son action et le changement qualitatif du rôle de ses troupes au Liban, qui, d'armée d'occupation, se transforment en force de pacification. La Syrie pourrait ainsi bénéficier d'un consensus international, au grand soulagement de Moscou, qui n'est plus obligé de la rappeler à l'ordre.

Damas n'a pas pour autant établi les communications entre la Syrie et le Liban, et n'a pas restitué à la résistance palestinienne les camps militaires qu'elle possédait en territoire syrien. Le président Assad n'a pas non plus renoncé à son alliance avec la Jordanie et la droite chrétienne. En effet, malgré les trahisements des derniers jours entre Damas et les conservateurs — estimant encore les Palestiniens — les rapports entre les deux parties demeurent bons dans l'ensemble.

« La Syrie, nous a déclaré M. Nayef Hawatmeh, chef du Front démocratique palestinien (F.D.P.), continue de poursuivre un triple objectif : nous paralyser sur son territoire, priver le peuple palestinien du droit à l'autodétermination, réduire notre présence au Liban et, sur le plan régional, la neutraliser par l'enlèvement du roi Hussein. Si la Syrie voulait réellement modifier cette stratégie, nous serions prêts à restaurer notre alliance avec elle, mais s'il ne s'agit que de tactique, nous n'avons pas bien loin à aller ».

En moins d'un mois, depuis le « sommet » de Riyad, les rapports syro-palestiniens ont évolué dans plus d'un domaine, mais ils restent fondamentalement empreints de méfiance.

LUCIEN GEORGE.



Les « casques verts » syriens de la force arabe de dissuasion sont parvenus mercredi 10 novembre aux portes de Beyrouth, sans rencontrer de résistance. Ils avaient progressé vers la capitale libanaise sur trois axes, traversant des zones tenues par les Palestiniens progressistes et d'autres contrôlées par la droite :

1) La route internationale Damas-Beyrouth, d'Aley — ou l'ancienne garnison de la force de dissuasion — jusqu'à la banlieue sud-est de Beyrouth, en passant par Khalde, Baabda, où se trouve le palais présidentiel, et Hamieh ;

2) D'Aley, par le sud, en passant par le secteur progressiste de Souk-el-Gharb, jusqu'à une route qui mène à l'aéroport international de Beyrouth, à Khalde, en passant par Aramoun ;

3) De la montagne du Metn, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Beyrouth, par Baabda, jusqu'à Sam-et-Fil dans la banlieue est de Beyrouth.

Israël

Les dirigeants s'inquiètent des initiatives que pourrait prendre Washington en 1977

Jérusalem. — Les propos conciliants de l'ancien ambassadeur Sadate devant une délégation du Congrès américain, mardi 9 novembre (1), n'avaient, aux yeux d'un grand nombre d'Israéliens, qu'un seul objectif : marquer le début d'une action politique des pays arabes, afin de préparer le terrain aux initiatives américaines de 1977. M. Itzhak Rabin l'a répété à plusieurs reprises dans la journée du mercredi 10 novembre.

Diverses rencontres publiques lui ont permis de répondre au président égyptien, dont le désir de paix, exprimé devant les parlementaires américains, ne lui paraît pas tout à fait sincère. Jérusalem et Le Caire ne donnent pas, selon M. Rabin, la même interprétation au mot paix et c'est pourquoi, a-t-il souligné, il serait bon que M. Sadate définisse clairement le sens qu'il lui donne. C'est à ce moment, a estimé le chef du gouvernement israélien, que seront connues les vraies intentions de l'Égypte. Puis M. Rabin a rappelé à larges traits comment son pays concevait les étapes du processus de « paix véritable ».

1) Fin de l'état de guerre avec toutes ses implications politiques, juridiques et militaires ;

2) Des frontières ouvertes aux ressortissants et aux marchandises d'Israël et de ses voisins, et non des « ponts ouverts » aux seuls Arabes, comme c'est le cas actuellement ;

3) Des frontières défendables, qui ne peuvent être celles d'avant la guerre de 1967, mais qui doivent être tracées par une négociation entre les parties intéressées.

Bien entendu, a ajouté M. Rabin,

De notre correspondant

aucun règlement ne peut sérieusement être envisagé sans soit trouvée une solution au problème palestinien, « et cette solution se trouve sur la rive est du Jourdain, et non dans la création d'un troisième État entre Israël et la Jordanie ».

Dans son éditorial de ce jeudi, l'indépendant Haaretz reproche au président Sadate d'être à l'origine du blocage de la conférence de Genève, en exigeant une modification de la composition des parties représentées. C'est dans le cadre de la « préparation du terrain », à l'initiative américaine, que les dirigeants israéliens situent également les contacts pris à Paris par des membres du comité israélien pour la paix Israël-Palestine avec des représentants de l'O.L.P. A la demande d'un député du groupe rationnaliste Likoud, la Knesset a engagé un débat bref et orageux pour savoir si les personnalités israéliennes qui ont participé à ces rencontres ne tombaient pas sous le coup de la loi. Le ministre de la Justice a estimé — avec l'approbation de la majorité — qu'aucun élément ne permettait d'engager une action en justice, et a demandé le renvoi de la discussion en commission. Pour sa part, M. Israël Galili, ministre sans portefeuille faisant souvent fonction de porte-parole du gouvernement, a indiqué, dans une déclaration à la radio, que les rencontres de Paris ne peuvent aboutir qu'à donner une légitimation à l'O.L.P. à la veille des initiatives de Washington.

MM. JOUMBLAT ET GEMAYEL SE FÉLICITENT DE L'INTERVENTION DES FORCES SYRIENNES

Beyrouth (A.F.P.). — M. Kamal Joumbat, chef de file de la gauche libanaise, s'est félicité, mercredi 10 novembre, de « l'intervention des forces syriennes au sein de la force arabe de dissuasion ».

« Nous nous sommes opposés à l'entrée des forces syriennes par le passé, car elles étaient venues pour soutenir les isolationnistes (conservateurs chrétiens), et nous empêcher de les laisser, ce qui est en contradiction avec la mission de la Syrie », a dit M. Joumbat.

« Maintenant que ces forces interviennent au sein de la force de dissuasion arabe en vue de rétablir la sécurité au Liban et de mettre en échec le projet de création d'un État maronite, nous ne pouvons que nous féliciter de leur intervention », a-t-il ajouté.

« Les forces syriennes vont pouvoir se rendre compte à présent de l'incapacité du régime confédéral des « croisés » isolationnistes et de la haine que ces factions nourrissent à l'égard de l'Arabisme et de la Syrie », en particulier », a poursuivi M. Joumbat.

De son côté, M. Pierre Gemayel, chef du parti des Phalanges (conservateurs chrétiens), a déclaré mercredi que la population « a vu avec confiance la force de dissuasion arabe et ne pas la craindre ».

« Cette force étant formée en majorité de troupes syriennes, elle ne saurait que parfaire les relations existant entre la Syrie et les forces libanaises (conservateurs chrétiens) », a dit M. Gemayel.

Les Gardiens du Cèdre se retirent « dans la montagne »

Cependant, Abou Ars et les membres de son mouvement les Gardiens du Cèdre ont décidé de se retirer, dès mercredi, « quelques part dans la montagne libanaise » pour continuer l'œuvre de la « force de dissuasion arabe », dans les zones contrôlées par les forces de droite.

« Pour la première fois de ma vie, je sens que je ne suis plus au Liban », a-t-il dit.

Membre du commandement politique et militaire du Front libanais (chrétiens conservateurs), Abou Ars a déclaré qu'il demeurerait « en Jordanie » avec ses alliés. Connu pour ses positions hostiles aux Arabes en général, et aux Palestiniens en particulier, le chef des Gardiens du Cèdre a déclaré qu'il ne participait « ni à la « conférence » de Riyad, ni à la « conférence » de Damas, ni à la « conférence » de Sam-et-Fil ».

« Ces résolutions », a-t-il dit, constituent une menace pour la souveraineté du Liban, car elles renforcent la présence palestinienne sur notre territoire ».

Il a ensuite indiqué que les Arabes devaient « enfin comprendre que nous ne voulons plus un seul Palestinien sur notre sol et que le peuple libanais refuse que son sort soit lié à celui du peuple palestinien ».

Les organisateurs de la Foire, qui s'est ouverte le 15 octobre, ont toutefois été pris de court par les événements politiques. Des dizaines de slogans insistent sur la nécessité d'approuver la critique contre Teng Hsiao-ping, mais on n'a pas eu le temps d'accrocher des panneaux contre la « bande des quatre ».

« Comment s'explique un tel bond en avant, l'indépendance de l'ardeur nouvelle au travail ? » Nous utilisons maintenant nos machines à pleine capacité. Avant, si on pensait au rendement, la « bande des quatre » nous accusait de ne penser qu'à la production et pas à la révolution. Moi, dans l'exercice de mes fonctions de président du comité révolutionnaire, j'ai senti, à partir de 1974, une énorme pression pour limiter la production.

Comment s'explique cette pression ? Dans l'usine, il n'y avait pas d'agents des « quatre », mais la pression s'exerçait par la radio et les journaux. Les « quatre » avaient la haute main sur les organes d'information, communi-quant ceux qui pensaient au rendement.

Pourquoi, demandons-nous, les « quatre » voulaient-ils limiter la production ? Pour s'engager sur la voie capitaliste. Mais le capitalisme ne justifie-t-il pas le culte de la production ? Les « quatre » voulaient saboter la production pour fonder des complots », dit notre interlocuteur, avant de se lancer dans des explications embarrassées.

Le Vietnam et l'ONU. — Différé de septembre à novembre, la suite d'une initiative française, l'examen de la candidature du Vietnam à l'ONU a été repris mercredi 10 novembre par le comité du Conseil de sécurité

Le voyage de M. Barre en Égypte

(Suite de la première page.)

Le premier ministre aura des conversations politiques avec le R.A.T.P. et avec le président du conseil égyptien, M. Moustafa Salem, mais la dimension du son voyage devrait être avant tout économique.

La France s'apprête à accorder à l'Égypte, pour 1977, un prêt gouvernemental spécial, qui pourrait atteindre 500 millions de francs, dépassant ainsi de 150 millions de francs l'avance de même nature consentie l'an dernier pour l'exercice en cours ; ces prêts gouvernementaux n'excluent pas les crédits courants de la Coface, qui, pour 1976, tournent autour de 800 millions de francs.

Ces facilités financières ont favorisé les exportations françaises en Égypte, qui, cette année, dépasseront le cap des 2 milliards de francs, contre 1,600 millions de francs en 1975 ; la structure des ventes françaises a changé puisque l'exportation des céréales et dérivés y est tombée, en peu de temps, de 60 % à 30 % ; les expéditions d'équipements industriels, et aussi militaires, montant en flèche. Les importations de denrées égyptiennes par la France (pois, coton, primeurs, légumes) ont également enregistré une forte hausse en 1976.

Les grands projets égyptiens

Le sorbitomane et l'indigence des services publics égyptiens ont un peu refroidi les hommes d'affaires français, qui continuent néanmoins de participer à presque toutes les adjudications en Égypte. La plus importante, celle de la ligne de métro du Caire, a été gagnée par la firme française, qui depuis le début de la libéralisation économique, en 1973,

l'a été avec des sociétés françaises (Alstom, Steln et la Compagnie électro-mécanique) pour l'installation d'une centrale électrique de 500 mégawatts à Aboukir, à l'est d'Alexandrie.

Dans les dossiers de M. Barre figurent plusieurs autres grands projets que Le Caire souhaite confier à la France. Il s'agit notamment de la construction du métro du Caire (une première ligne de 42 kilomètres ; 600 millions de francs), dont les études ont été menées à bien par la R.A.T.P. ; d'une usine de pneus d'un coût de 250 millions de francs (la lettre d'intention a déjà été adressée par les Égyptiens à Michelin) ; de l'aménagement de la zone du canal de Suez ; de l'introduction de la betterave à sucre dans le delta du Nil ; de l'implantation de dépôts frigorifiques, etc. Pour la plupart de ces projets, un financement triangulaire devra être mis sur pied entre Français, Égyptiens et Arabes détenteurs de pétrodollars, comme cela a été le cas pour la centrale d'Aboukir. Pour faciliter ces opérations, plusieurs banques françaises sont maintenant représentées au Caire (B.N.P., Crédit lyonnais, Société générale, C.G.F.).

De source française, « la coopération militaire ne devrait pas être au premier plan des entretiens de M. Barre au Caire ». Notons pourtant que cette coopération donne l'impression depuis quelque temps de marquer un peu le pas, les industriels français de l'armement se demandant s'ils n'auront pas intérêt à vendre directement leurs « spécialités » à l'Égypte plutôt que de participer à l'installation d'usines militaires sur le sol même de ce pays.

Enfin, la présence culturelle française en Égypte, relancée et développée ces dernières années grâce à l'augmentation des crédits, ne bénéficiera pas en principe de nouveaux fonds à la faveur du voyage de

M. Barre, malgré les demandes répétées des Égyptiens. Les « investissements » culturels de la France en Égypte ne sont pourtant pas faits en pure perte, ne serait-ce que parce que, aujourd'hui, dans les États arabes riches, ce sont souvent des enseignants égyptiens qui diffusent notre langue.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

LE MÉTRO DU CAIRE : UNE QUESTION DE FINANCEMENT

Lors de son voyage en Égypte, M. Raymond Barre tentera de trouver avec ses interlocuteurs une solution aux difficultés que soulève la construction du métro du Caire.

C'est la Société française d'étude et de réalisation de transports urbains (SOFRETU), filiale de la R.A.T.P., qui a été chargée d'étudier le projet. Celui-ci prévoit la construction d'un réseau comparable à celui qui a été réalisé à Paris avec le R.E.R., raccourci à ses extrémités avec des lignes existantes.

La banlieue du Caire est en effet desservie par deux lignes, l'une au nord, l'autre au sud ; leur raccordement nécessite la construction d'un tunnel de 4 kilomètres de long. L'une de ces lignes est en fait, l'autre est desservie par des machines équipées de moteurs Diesel. La future ligne nord-sud sera entièrement électrifiée.

Le coût total du projet s'élève à 2 milliards de francs dont 500 millions pour le seul tunnel. Les Égyptiens ne savent encore comment ils le financieront. La SOFRETU a donc établi un programme qui peut être réalisé par tranches. Le premier ministre étudiera durant son voyage comment la France pourrait consentir un premier prêt à l'Égypte qui permettrait — au moins — de commencer les travaux.

ASIE

Chine

Canton « écrase les quatre » et produit davantage

Canton. — Au-dessus des

stands de la Foire internationale qui s'achève dans la métropole du sud, et où vingt-cinq mille visiteurs étrangers originaires de cent quinze pays sont venus cette année, des slogans rappellent qu'il s'agit d'« écraser les quatre » et de produire davantage.

« Depuis la disparition de notre grand dirigeant, le président Mao, déclare le président du comité révolutionnaire de l'usine, nos trois mille trois cents ouvriers et employés ont transformé leur douleur en force. L'écroulement de la « bande des quatre » et la nomination du camarade Hua Guo-feng à la tête du comité central du parti nous ont grandement encouragés dans notre travail. Ces propos sont réels. Nous les avons entendus des dizaines de fois, sans la moindre variante, en des endroits les plus divers. Les précisions qu'apporte ensuite le président du comité révolutionnaire sont plus intéressantes. En un mois, notre production de papier est passée de 250 tonnes par jour à 300 tonnes », dit-il.

De notre envoyé spécial

Comment s'explique un tel bond en avant, l'indépendance de l'ardeur nouvelle au travail ? Nous utilisons maintenant nos machines à pleine capacité. Avant, si on pensait au rendement, la « bande des quatre » nous accusait de ne penser qu'à la production et pas à la révolution. Moi, dans l'exercice de mes fonctions de président du comité révolutionnaire, j'ai senti, à partir de 1974, une énorme pression pour limiter la production.

Comment s'explique cette pression ? Dans l'usine, il n'y avait pas d'agents des « quatre », mais la pression s'exerçait par la radio et les journaux. Les « quatre » avaient la haute main sur les organes d'information, communi-quant ceux qui pensaient au rendement.

Pourquoi, demandons-nous, les « quatre » voulaient-ils limiter la production ? Pour s'engager sur la voie capitaliste. Mais le capitalisme ne justifie-t-il pas le culte de la production ? Les « quatre » voulaient saboter la production pour fonder des complots », dit notre interlocuteur, avant de se lancer dans des explications embarrassées.

Le Vietnam et l'ONU. — Différé de septembre à novembre, la suite d'une initiative française, l'examen de la candidature du Vietnam à l'ONU a été repris mercredi 10 novembre par le comité du Conseil de sécurité

De notre envoyé spécial

« Depuis la disparition de notre grand dirigeant, le président Mao, déclare le président du comité révolutionnaire de l'usine, nos trois mille trois cents ouvriers et employés ont transformé leur douleur en force. L'écroulement de la « bande des quatre » et la nomination du camarade Hua Guo-feng à la tête du comité central du parti nous ont grandement encouragés dans notre travail. Ces propos sont réels. Nous les avons entendus des dizaines de fois, sans la moindre variante, en des endroits les plus divers. Les précisions qu'apporte ensuite le président du comité révolutionnaire sont plus intéressantes. En un mois, notre production de papier est passée de 250 tonnes par jour à 300 tonnes », dit-il.

Où sont les complices ?

Comment s'explique un tel bond en avant, l'indépendance de l'ardeur nouvelle au travail ? Nous utilisons maintenant nos machines à pleine capacité. Avant, si on pensait au rendement, la « bande des quatre » nous accusait de ne penser qu'à la production et pas à la révolution. Moi, dans l'exercice de mes fonctions de président du comité révolutionnaire, j'ai senti, à partir de 1974, une énorme pression pour limiter la production.

Comment s'explique cette pression ? Dans l'usine, il n'y avait pas d'agents des « quatre », mais la pression s'exerçait par la radio et les journaux. Les « quatre » avaient la haute main sur les organes d'information, communi-quant ceux qui pensaient au rendement.

Pourquoi, demandons-nous, les « quatre » voulaient-ils limiter la production ? Pour s'engager sur la voie capitaliste. Mais le capitalisme ne justifie-t-il pas le culte de la production ? Les « quatre » voulaient saboter la production pour fonder des complots », dit notre interlocuteur, avant de se lancer dans des explications embarrassées.

d'où il ressort que les « quatre » voulaient provoquer une crise économique pour « usurper la direction du parti ».

Pressé de questions, le président du comité révolutionnaire est visiblement mal à l'aise pour illustrer par l'exemple les reproches formulés à l'égard des « quatre ». Comme tous nos interlocuteurs, il refuse de sortir du lieu permanent que dissimule mal la logomachie officielle.

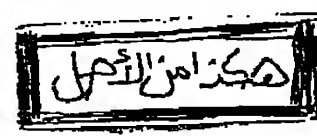
« A ce que nous savons, limit-é par admettons, les « quatre » voulaient usurper la direction du parti par tous les moyens. Quelles étaient leurs méthodes ? Moi-même je n'en sais rien. »

Plus tard, nous demanderons au vice-président du comité révolutionnaire du Journal du Travail, quotidien régional tirant à huit cent mille exemplaires, quand, en tant que journaliste informé de la situation réelle, il a pris conscience du caractère nuisible de la « bande des quatre » aujourd'hui mise en accusation dans son quotidien. Il répond sans aucun trouble qu'il fut informé quand les directives officielles furent données par le parti pour critiquer les « quatre ».

Le Journal du Sud, dont la lecture, comme celle de tous les quotidiens régionaux, est interdite aux étrangers, publie des lettres de lecteurs. Quel est leur contenu ? Accablantes, avec précision l'effection des « quatre » dans la province méridionale. « Les lecteurs écrivent surtout pour faire des suggestions concernant l'organisation du travail », nous est-il répondu. Toutefois, depuis le début de la campagne contre le « groupe de Changhaï », des lettres arrivent au rythme de cent à deux cents par jour pour exprimer en termes généraux la satisfaction des masses, sans accusations circonstanciées.

Le Journal du Sud a-t-il fait état de l'arrestation d'agents des « quatre » dans la province ? Pas encore, répond notre interlocuteur, qui déclare ignorer s'il est possible qu'on découvre à Canton des complices du « groupe de Changhaï ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



AFRIQUE

DIPLOMATIE

Guinée équatoriale

Les autorités démentent que des troubles aient éclaté dans le pays

Circulant avec insistance depuis plusieurs semaines, la nouvelle selon laquelle des troubles auraient éclaté dans le pays, et M. Francisco Macías Nguema, président de la République de Guinée équatoriale, aurait trouvé la mort, vient d'être démentie par les autorités guinéo-équatoriales. Radio-Bata, captée à Libreville, explique à sa façon la rumeur : « La presse impérialiste et néo-colonialiste aime à travers le monde entier une campagne de diffamation destinée à nuire à la paix et au peuple de Guinée équatoriale. Les représentants des sociétés étrangères qui travaillent en territoire guinéen seront rassurés par ce démenti. »

Pour certaines sociétés françaises qui, depuis l'accession de l'ancienne colonie à l'indépendance, ont pris le relais des entreprises appartenant à des Espagnols, le marché guinéo-équatorien présente un vif intérêt. C'est le cas pour les Chantiers de Bretagne et pour Alstom, par exemple, qui négocient la mise en place d'une

station de pompage d'hydrocarbures à Bata, dans l'ancienne province du Río-Muni. C'est aussi le cas pour la société de dragage liée au groupe Rothschild, qui vient d'achever la construction du port en eau profonde de Bata, ou pour certaines entreprises qui, exploitant déjà la forêt gabonaise, sont venues ultérieurement travailler dans le pays, comme la Compagnie forestière du Río-Muni.

Le point de vue des hommes d'affaires étrangers est bien éloigné — on s'en doute — de celui des opposants au dictateur guinéen. Ces derniers, qui furent de plus en plus grand nombre une répression féroce, s'inquiètent des aides extérieures reçues par un régime de plus en plus sérieusement menacé. A Genève, où se trouve le siège de l'Alliance nationale de restauration démocratique, principal parti d'opposition, M. Eya Nchama, l'un des principaux responsables du mouvement, nous déclarait récemment : « Après avoir levé l'embargo sur les nouvelles et les programmes de Guinée équatoriale, l'Occident nous aide à démanteler le régime de nous aider plus activement et plus directement en mettant un terme à toute forme d'aide au gouvernement Macías, parce que c'est grâce à la coopération espagnole que celui-ci peut dans une certaine mesure, mener une répression efficace. »

Après avoir ajouté que son mouvement menait parallèlement une intense action de propagande à l'extérieur de la Guinée équatoriale pour faire connaître à l'opinion mondiale le sort réservé à la population du pays et les appels à la grève générale sur le territoire national, M. Eya Nchama nous a indiqué qu'il envisageait de se rendre prochainement en France pour y lancer un appel à l'opinion publique et « briser très vite l'isolement linguistique qui pèse sur notre pays et qui contribue à laisser le reste du monde dans l'ignorance de ce qui s'y passe ».

PHILIPPE DECRAENE.

Burundi

LE COLONEL BAGAZA EST NOMMÉ CHEF DE L'ÉTAT

Bujumbura (A.F.P., A.P., Reuters). — Le colonel Jean-Baptiste Bagaza, auteur du coup d'État du 1^{er} novembre qui a renversé le général Michel Micombero, a été nommé président de la République du Burundi. Cette décision a été prise, mardi 9 novembre, par le Conseil révolutionnaire suprême (C.R.S.) de trente membres mis sur pied après le coup d'État.

Le lieutenant-colonel Edouard Ndayishimiye a été nommé premier ministre mercredi par décret présidentiel.

On apprend, d'autre part, que l'ancien président Micombero a été emprisonné.

Ethiopie

Un pays au bord de la guerre civile ?

M. Guenet Zewde, secrétaire permanent du ministère du Travail et des Affaires sociales, a été assassiné lundi 8 novembre par des « anarchistes », terme généralement employé pour désigner les membres du Parti éthiopien révolutionnaire du peuple (P.E.R.P.), qui se réclame du marxisme-léninisme. Les autorités ont déclenché, depuis septembre, une violente campagne contre ce parti clandestin, et la tension s'accroît.

Une « guerre civile » a-t-elle véritablement commencé en Ethiopie ? Un peu plus de deux ans après la destitution de l'empereur Haile Selassie, l'exécution annoncée officiellement le 2 novembre, à Addis-Abeba, de vingt-trois « anarchistes », résonne comme un avertissement aux attentats meurtriers et à d'autres exactions enregistrées durant l'été — (note à poser sérieusement la question. La révolution dont les instigateurs annonçaient fièrement en 1974, quelle serait-elle ? « tranquille et pacifique » devient chaque semaine plus sanglante. Pourquoi ?

Il devient de plus en plus difficile de remonter la situation intérieure — et particulièrement dans les provinces — des informations recueillies ne s'éclairent pas de l'un ou l'autre des camps en présence. On doit accueillir avec d'autant plus de circonspection les analyses respectives que le régime et ses opposants paraissent multiplier depuis quelques semaines leurs efforts de propagande à l'intention de l'étranger. Côté officiel — ou officieux — on met, désormais en avant deux catégories d'arguments. L'opposition d'extrême gauche au régime militaire, représentée essentiellement par le Parti révolutionnaire du peuple (P.R.P.), est qualifiée d'« anarchiste ». Elle est accusée non seulement de faire « objectivement » le jeu des bourgeois et féodaux « réactionnaires », mais d'agir concrètement en collaboration avec l'Union démocratique éthiopienne (U.D.E), animée notamment par des nobles réfugiés en Europe. Dans une déclaration officielle datée du 19 septembre, le gouvernement accusait violemment — et pour la première fois — le « prétendu P.R.P. » (dont il reconnaissait ainsi l'existence) coupable de « diviser le peuple à l'intérieur et d'ouvrir la voie à la subversion ». Il dénonçait même des actions « communes » qui auraient été entreprises par le P.R.P. et les féodaux dans les provinces du Sidamo, du Bale, du Wollo, du Tigré, du Bogoré et des montagnes de Semien. Au mois de septembre également, le régime a accusé le P.R.P.

de bénéficier de l'appui financier de la C.I.A., quitte à s'attirer de Washington un démenti sec et vague ment ironique. En tout cas, la solennité de ces déclarations a surpris. On y a vu un indice d'inquiétude.

Officiellement pourtant les tenants du régime assurent que l'opposition « gauchiste », dont l'influence paraissait importante au printemps dernier — à l'époque du « grand débat idéologique » — dans plusieurs provinces du Sud, parmi la petite bourgeoisie et la bourgeoisie, est maintenant en déclin. La « répression » de la C.E.U. (le parti syndical), la mise au pas des étudiants et des enseignants contestataires, la dissolution du très actif « comité des femmes », tout cela aurait favorisé, dit-on, une reprise en main idéologique. En outre, l'« agitation politique » organisée depuis six mois par le pouvoir dans tous les secteurs de la société (entreprises, associations paysannes, comités de quartier) devrait accélérer la formation d'un « front révolutionnaire » acquis au Derg. « Les gens du P.R.P. ont perdu la bataille idéologique », nous disait récemment un intellectuel proche du Derg. Ils n'acceptent même plus de participer à l'« atelier forum » (forum révolutionnaire) publié par la presse officielle.

L'opposition conteste naturellement cette analyse. Dans les publications clandestines (*Démocratie*, *la Voix de l'armée de lair*, etc.) et les bulletins diffusés à l'étranger, elle dénonce la répression sanglante dont seraient désormais victimes les sympathisants du P.R.P. Plusieurs émissaires de ce parti envoyés récemment en Europe font état de tortures, de massacres et d'emprisonnements arbitraires de militants (notamment à Jimma dans le Kaffa et dans le Tigré). Ils affirment qu'une partie de cette répression est désormais conduite par une nouvelle unité, antérieure à — Nebelbal (« la flamme ») — entraînée et encadrée par des instructeurs israéliens.

Un représentant du Parti révolutionnaire du peuple nous confirmait en outre le 1^{er} novembre à Paris que, « devant l'abandon du régime », son organisation avait, depuis cet été, engagé la lutte armée contre le régime fasciste d'Addis-Abeba. « Le P.R.P. dispose maintenant d'une branche militaire, poursuivra l'insurrection », il se bat dans plusieurs provinces. Elle bénéficie des observations qui le multiplient au sein de l'armée. »

La porte-parole du P.R.P. rejetait catégoriquement les accusations de « collusion avec la droite », qualifiées

Tchad

Il n'y aura ni négociations ni rançon pour Mme Claustre déclare un porte-parole du Frolinat

Après les déclarations faites mardi 9 et mercredi 10 novembre à Alger par les dirigeants du Front de libération nationale du Tchad, à propos d'une éventuelle libération de Mme Claustre, les autorités de N'Djamena demeurent sceptiques à l'égard des affirmations selon lesquelles le Front contrôlerait le nord du pays. De même, elles doutent d'une libération prochaine de l'otage. Dans un communiqué rendu public mercredi soir, le secrétariat d'Etat à la présidence indique que, pour les autorités du pays, « la réconciliation nationale demeure la priorité des priorités ».

Diverses informations continuant de circuler au sujet du sort de Mme Claustre, un porte-parole du Frolinat a déclaré mercredi à l'A.F.P. : « Nous précisons qu'il n'y aura ni négociations ni rançon. Rien. Nous étudions le cas. Selon les résultats de l'enquête, Mme Claustre sera jugée ou remise en liberté. C'est tout ».

A Paris, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a déclaré à l'issue du conseil des ministres : « Le gouvernement n'a pas cessé, y compris au cours des dernières semaines, de prendre des initiatives pour mettre fin à l'insupportable détention de Mme Claustre, qui constitue une insulte à la dignité humaine. Dans l'intérêt de leur abaissement, il n'est pas souhaitable d'en dire davantage. » (Nos dernières éditions du 11 novembre.)

M. Goukouni Ouedei a remplacé M. Hissène Habré à la tête des rebelles du Tibesti

De notre correspondant

Alger. — Les représentants du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) à Alger ont annoncé, le mercredi 10 novembre, que M. Goukouni Ouedei, qui avait commandé leur « deuxième armée » (le Monde du 11 novembre) de 1969 à 1971, et avait été considéré par la suite comme l'adjoint de M. Hissène Habré, était revenu dans le sein du mouvement. Fils du Derg, chef du pèlerin des Toubaux, M. Goukouni Ouedei est considéré par le FROLINAT comme un « révolutionnaire sincère » qui a été trompé par M. Hissène Habré. C'est le 18 octobre que M. Hissène Habré a été exclu par les siens. M. Goukouni Ouedei a alors été nommé chef du groupe Borkou-Tibesti par les membres du groupe et par le groupe Borkou-Tibesti, demeuré fidèle au FROLINAT.

En ce qui concerne les circonstances qui auraient précédé la libération de Mme Claustre, deux versions circulent à Alger. Selon la première, au début de l'été, la Libye aurait proposé au Dr Abba Siddick, secrétaire général du Frolinat, de constituer un front commun avec M. Hissène Habré contre le général Malloum. Tout en favorisant la structuration du mouvement, les Libyens auraient eu bon espoir d'obtenir la libération de Mme Claustre. Selon l'autre version, lors de sa visite à Tripoli, M. Chirac, alors premier ministre, aurait demandé au colonel Kadafi et au commandant Jalloud d'aider la France. Sachant que M. Hissène Habré commençait à avoir des difficultés avec les Toubaux, avec lesquels il aurait refusé de partager son butin, les Libyens auraient favorisé une réconciliation entre M. Goukouni Ouedei et le Dr Abba Siddick, secrétaire général du Frolinat, se contentant de répondre : « Nous ne pouvons rien dire pour le moment ».

Tout en confirmant que M. Goukouni Ouedei est entré dans le maquis du FROLINAT et qu'elle est en bonne santé, nos interlocuteurs déclarent : « Nous comprenons l'intérêt que le peuple français porte à une de ses compatriotes et nous nous félicitons de ce fait, mais il est évident que nous ne pouvons rien dire pour le moment ».

Alors que le FROLINAT estimait que M. Hissène Habré avait pu se réfugier au Niger ou en Tunisie, selon d'autres sources, il se trouverait en Libye. Par ailleurs, le bruit a également couru que l'Algérie s'efforcerait, elle aussi, pour obtenir la libération de l'otage.

PAUL BALTA.

LE FROLINAT

Le Frolinat (Front de libération nationale du Tchad), dont les principaux dirigeants, M. Abba Siddick, réside à Alger, mène la lutte contre le pouvoir central depuis dix-huit ans. Ce mouvement de lutte armée, qui s'étend sur une grande partie du territoire tchadien, opère principalement à partir de la province de l'Ennedi au nord-est du pays.

A l'origine, le Frolinat représentait en son sein des représentants de tendances politiques ou confessionnelles très diverses, ce qui a donné lieu à plusieurs conflits. L'un d'entre eux s'est terminé par la dissolution de M. Goukouni, un des fils de chef spirituels des Toubaux, qui commandait la deuxième armée du Front. Celle-ci est composée essentiellement de Toubaux opérant dans les régions où vivent traditionnellement ces nomades, à savoir le Tibesti, une partie du Borkou, et la frange nord du Kadem. Après son passage à la rébellion, M. Hissène Habré avait pris la tête de ce groupe dissident.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

A l'ONU

Vif affrontement somalo-éthiopien à propos de Djibouti

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — De vigoureuses empoignées ont eu lieu, mercredi 10 novembre, à la quatrième commission de l'ONU entre la Somalie et l'Ethiopie à propos de Djibouti. Le président du conseil de gouvernement du territoire, M. Kamil, a déclaré : « Nous luttons pour conquérir et pour conserver une indépendance réelle. Nous demandons que les deux Etats voisins, l'Ethiopie et la Somalie, déclarent solennellement, ici comme ailleurs, reconnaître notre droit à l'existence en tant qu'entité indépendante. Nous leur demandons de s'engager à s'abstenir de toute intervention dans nos affaires intérieures. Nous nous refusons à devenir le protectorat d'un autre pays, quel qu'il soit. »

Le président Kamil nous a aussi en outre, en citant les prises de position officielles des deux pays, que, à son avis, « les revendications unilatérales qui ont pu exister jadis à l'encontre de notre pays ont disparu aujourd'hui », et a ajouté qu'il tendait la main à tous les partis politiques à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur, à Mogadiscio ou à Addis-Abeba. « Je souhaite que, lors de l'indépendance, aucune fraction de la population ne se sente ignorée. » M. Kamil est partisan d'une coopération étroite avec la France dans le domaine économique et culturel. Quant à la présence des troupes françaises après l'indépendance,

il appartiendra au futur gouvernement de Djibouti d'en juger l'opportunité. « Mais nous nous sentirons menacés de l'extérieur, nous aurons besoin de la présence de troupes françaises. » Devant la commission de l'ONU, M. Kamil avait dit : « Je demande aux deux puissances voisines qu'elles renouvellent ici leurs engagements de reconnaître, de respecter et d'honorer notre souveraineté et notre intégrité territoriale. »

De son côté, le délégué de l'Ethiopie s'est livré, cartes et documents à l'appui, à une violente diatribe contre la Somalie, qui, selon lui, n'a pas renoncé à ses visées annexionnistes sur Djibouti.

Le délégué somalien a cependant réaffirmé le droit inaliénable de Djibouti à l'autodétermination, et invité tous les Etats à s'abstenir d'entreprendre quoi que ce soit qui puisse gêner le processus de son accession à l'indépendance. « La Somalie, a-t-il dit, sera le premier pays à reconnaître la souveraineté et l'intégrité territoriale du nouvel Etat. »

● M. Mohamed Houmed Sultan, député de Tadjourah, d'origine Afar, à la Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas, a rejoint, mercredi 10 novembre, la majorité parlementaire. Celle-ci se compose désormais de vingt-cinq députés sur quarante. — (A.F.P.)

NOMINATION DE TROIS AMBASSADEURS AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Jacques Leprette représentant permanent de la France au Conseil de sécurité

Le conseil des ministres, au cours de sa réunion du mercredi 10 novembre, a nommé M. Jacques Leprette représentant permanent de la France au Conseil de sécurité, et chef de la mission diplomatique française auprès des Nations unies, en remplacement de M. de Guiringaud.

(Né le 22 janvier 1920, M. Leprette est entré à l'administration centrale en 1942. Après deux années passées à l'administration centrale (1942-1947), il a travaillé au Conseil de l'Europe de 1948 à 1952, puis a été chef de la division politique du gouvernement militaire français en Indochine de 1952 à 1955. Il a servi à l'ambassade de Washington de 1955 à 1959, puis de nouveau de 1968 à 1971, au titre de conseiller, après avoir été de 1964 à 1968 chef de service des liaisons interministérielles pour l'information. M. Leprette a été ensuite chargé, à l'administration centrale, des affaires des Nations unies et des organisations internationales. Depuis 1973, il était directeur adjoint des affaires politiques au Quai d'Orsay.)

M. MOREL EN BOLIVIE

M. Jean Morel a été nommé ambassadeur en Bolivie, en remplacement de M. Jean-Louis Mandereau.

(Né en 1920, M. Jean Morel est diplômé de l'Ecole des sciences politiques. Après deux années passées à l'administration centrale (1942-1947), il a occupé différents postes : à l'administration centrale (1947-1948), à l'administration centrale (1948-1951), à l'administration centrale (1951-1954), à l'administration centrale (1954-1957), à l'administration centrale (1957-1959), à l'administration centrale (1959-1961), à l'administration centrale (1961-1964), à l'administration centrale (1964-1967), à l'administration centrale (1967-1970), à l'administration centrale (1970-1973), à l'administration centrale (1973-1976), à l'administration centrale (1976-1979), à l'administration centrale (1979-1982), à l'administration centrale (1982-1985), à l'administration centrale (1985-1988), à l'administration centrale (1988-1991), à l'administration centrale (1991-1994), à l'administration centrale (1994-1997), à l'administration centrale (1997-2000), à l'administration centrale (2000-2003), à l'administration centrale (2003-2006), à l'administration centrale (2006-2009), à l'administration centrale (2009-2012), à l'administration centrale (2012-2015), à l'administration centrale (2015-2018), à l'administration centrale (2018-2021), à l'administration centrale (2021-2024), à l'administration centrale (2024-2027), à l'administration centrale (2027-2030), à l'administration centrale (2030-2033), à l'administration centrale (2033-2036), à l'administration centrale (2036-2039), à l'administration centrale (2039-2042), à l'administration centrale (2042-2045), à l'administration centrale (2045-2048), à l'administration centrale (2048-2051), à l'administration centrale (2051-2054), à l'administration centrale (2054-2057), à l'administration centrale (2057-2060), à l'administration centrale (2060-2063), à l'administration centrale (2063-2066), à l'administration centrale (2066-2069), à l'administration centrale (2069-2072), à l'administration centrale (2072-2075), à l'administration centrale (2075-2078), à l'administration centrale (2078-2081), à l'administration centrale (2081-2084), à l'administration centrale (2084-2087), à l'administration centrale (2087-2090), à l'administration centrale (2090-2093), à l'administration centrale (2093-2096), à l'administration centrale (2096-2099), à l'administration centrale (2099-2102), à l'administration centrale (2102-2105), à l'administration centrale (2105-2108), à l'administration centrale (2108-2111), à l'administration centrale (2111-2114), à l'administration centrale (2114-2117), à l'administration centrale (2117-2120), à l'administration centrale (2120-2123), à l'administration centrale (2123-2126), à l'administration centrale (2126-2129), à l'administration centrale (2129-2132), à l'administration centrale (2132-2135), à l'administration centrale (2135-2138), à l'administration centrale (2138-2141), à l'administration centrale (2141-2144), à l'administration centrale (2144-2147), à l'administration centrale (2147-2150), à l'administration centrale (2150-2153), à l'administration centrale (2153-2156), à l'administration centrale (2156-2159), à l'administration centrale (2159-2162), à l'administration centrale (2162-2165), à l'administration centrale (2165-2168), à l'administration centrale (2168-2171), à l'administration centrale (2171-2174), à l'administration centrale (2174-2177), à l'administration centrale (2177-2180), à l'administration centrale (2180-2183), à l'administration centrale (2183-2186), à l'administration centrale (2186-2189), à l'administration centrale (2189-2192), à l'administration centrale (2192-2195), à l'administration centrale (2195-2198), à l'administration centrale (2198-2201), à l'administration centrale (2201-2204), à l'administration centrale (2204-2207), à l'administration centrale (2207-2210), à l'administration centrale (2210-2213), à l'administration centrale (2213-2216), à l'administration centrale (2216-2219), à l'administration centrale (2219-2222), à l'administration centrale (2222-2225), à l'administration centrale (2225-2228), à l'administration centrale (2228-2231), à l'administration centrale (2231-2234), à l'administration centrale (2234-2237), à l'administration centrale (2237-2240), à l'administration centrale (2240-2243), à l'administration centrale (2243-2246), à l'administration centrale (2246-2249), à l'administration centrale (2249-2252), à l'administration centrale (2252-2255), à l'administration centrale (2255-2258), à l'administration centrale (2258-2261), à l'administration centrale (2261-2264), à l'administration centrale (2264-2267), à l'administration centrale (2267-2270), à l'administration centrale (2270-2273), à l'administration centrale (2273-2276), à l'administration centrale (2276-2279), à l'administration centrale (2279-2282), à l'administration centrale (2282-2285), à l'administration centrale (2285-2288), à l'administration centrale (2288-2291), à l'administration centrale (2291-2294), à l'administration centrale (2294-2297), à l'administration centrale (2297-2300), à l'administration centrale (2300-2303), à l'administration centrale (2303-2306), à l'administration centrale (2306-2309), à l'administration centrale (2309-2312), à l'administration centrale (2312-2315), à l'administration centrale (2315-2318), à l'administration centrale (2318-2321), à l'administration centrale (2321-2324), à l'administration centrale (2324-2327), à l'administration centrale (2327-2330), à l'administration centrale (2330-2333), à l'administration centrale (2333-2336), à l'administration centrale (2336-2339), à l'administration centrale (2339-2342), à l'administration centrale (2342-2345), à l'administration centrale (2345-2348), à l'administration centrale (2348-2351), à l'administration centrale (2351-2354), à l'administration centrale (2354-2357), à l'administration centrale (2357-2360), à l'administration centrale (2360-2363), à l'administration centrale (2363-2366), à l'administration centrale (2366-2369), à l'administration centrale (2369-2372), à l'administration centrale (2372-2375), à l'administration centrale (2375-2378), à l'administration centrale (2378-2381), à l'administration centrale (2381-2384), à l'administration centrale (2384-2387), à l'administration centrale (2387-2390), à l'administration centrale (2390-2393), à l'administration centrale (2393-2396), à l'administration centrale (2396-2399), à l'administration centrale (2399-2402), à l'administration centrale (2402-2405), à l'administration centrale (2405-2408), à l'administration centrale (2408-2411), à l'administration centrale (2411-2414), à l'administration centrale (2414-2417), à l'administration centrale (2417-2420), à l'administration centrale (2420-2423), à l'administration centrale (2423-2426), à l'administration centrale (2426-2429), à l'administration centrale (2429-2432), à l'administration centrale (2432-2435), à l'administration centrale (2435-2438), à l'administration centrale (2438-2441), à l'administration centrale (2441-2444), à l'administration centrale (2444-2447), à l'administration centrale (2447-2450), à l'administration centrale (2450-2453), à l'administration centrale (2453-2456), à l'administration centrale (2456-2459), à l'administration centrale (2459-2462), à l'administration centrale (2462-2465), à l'administration centrale (2465-2468), à l'administration centrale (2468-2471), à l'administration centrale (2471-2474), à l'administration centrale (2474-2477), à l'administration centrale (2477-2480), à l'administration centrale (2480-2483), à l'administration centrale (2483-2486), à l'administration centrale (2486-2489), à l'administration centrale (2489-2492), à l'administration centrale (2492-2495), à l'administration centrale (2495-2498), à l'administration centrale (2498-2501), à l'administration centrale (2501-2504), à l'administration centrale (2504-2507), à l'administration centrale (2507-2510), à l'administration centrale (2510-2513), à l'administration centrale (2513-2516), à l'administration centrale (2516-2519), à l'administration centrale (2519-2522), à l'administration centrale (2522-2525), à l'administration centrale (2525-2528), à l'administration centrale (2528-2531), à l'administration centrale (2531-2534), à l'administration centrale (2534-2537), à l'administration centrale (2537-2540), à l'administration centrale (2540-2543), à l'administration centrale (2543-2546), à l'administration centrale (2546-2549), à l'administration centrale (2549-2552), à l'administration centrale (2552-2555), à l'administration centrale (2555-2558), à l'administration centrale (2558-2561), à l'administration centrale (2561-2564), à l'administration centrale (2564-2567), à l'administration centrale (2567-2570), à l'administration centrale (2570-2573), à l'administration centrale (2573-2576), à l'administration centrale (2576-2579), à l'administration centrale (2579-2582), à l'administration centrale (2582-2585), à l'administration centrale (2585-2588), à l'administration centrale (2588-2591), à l'administration centrale (2591-2594), à l'administration centrale (2594-2597), à l'administration centrale (2597-2600), à l'administration centrale (2600-2603), à l'administration centrale (2603-2606), à l'administration centrale (2606-2609), à l'administration centrale (2609-2612), à l'administration centrale (2612-2615), à l'administration centrale (2615-2618), à l'administration centrale (2618-2621), à l'administration centrale (2621-2624), à l'administration centrale (2624-2627), à l'administration centrale (2627-2630), à l'administration centrale (2630-2633), à l'administration centrale (2633-2636), à l'administration centrale (2636-2639), à l'administration centrale (2639-2642), à l'administration centrale (2642-2645), à l'administration centrale (2645-2648), à l'administration centrale (2648-2651), à l'administration centrale (2651-2654), à l'administration centrale (2654-2657), à l'administration centrale (2657-2660), à l'administration centrale (2660-2663), à l'administration centrale (2663-2666), à l'administration centrale (2666-2669), à l'administration centrale (2669-2672), à l'administration centrale (2672-2675), à l'administration centrale (2675-2678), à l'administration centrale (2678-2681), à l'administration centrale (2681-2684), à l'administration centrale (2684-2687), à l'administration centrale (2687-2690), à l'administration centrale (2690-2693), à l'administration centrale (2693-2696), à l'administration centrale (2696-2699), à l'administration centrale (2699-2702), à l'administration centrale (2702-2705), à l'administration centrale (2705-2708), à l'administration centrale (2708-2711), à l'administration centrale (2711-2714), à l'administration centrale (2714-2717), à l'administration centrale (2717-2720), à l'administration centrale (2720-2723), à l'administration centrale (2723-2726), à l'administration centrale (2726-2729), à l'administration centrale (2729-2732), à l'administration centrale (2732-2735), à l'administration centrale (2735-2738), à l'administration centrale (2738-2741), à l'administration centrale (2741-2744), à l'administration centrale (2744-2747), à l'administration centrale (2747-2750), à l'administration centrale (2750-2753), à l'administration centrale (2753-2756), à l'administration centrale (2756-2759), à l'administration centrale (2759-2762), à l'administration centrale (2762-2765), à l'administration centrale (2765-2768), à l'administration centrale (2768-2771), à l'administration centrale (2771-2774), à l'administration centrale (2774-2777), à l'administration centrale (2777-2780), à l'administration centrale (2780-2783), à l'administration centrale (2783-2786), à l'administration centrale (2786-2789), à l'administration centrale (2789-2792), à l'administration centrale (2792-2795), à l'administration centrale (2795-2798), à l'administration centrale (2798-2801), à l'administration centrale (2801-2804), à l'administration centrale (2804-2807), à l'administration centrale (2807-2810), à l'administration centrale (2810-2813), à l'administration centrale (2813-2816), à l'administration centrale (2816-2819), à l'administration centrale (2819-2822), à l'administration centrale (2822-2825), à l'administration centrale (2825-2828), à l'administration centrale (2828-2831), à l'administration centrale (2831-2834), à l'administration centrale (2834-2837), à l'administration centrale (2837-2840), à l'administration centrale (2840-2843), à l'administration centrale (2843-2846), à l'administration centrale (2846-2849), à l'administration centrale (2849-2852), à l'administration centrale (2852-2855), à l'administration centrale (2855-2858), à l'administration centrale (2858-2861), à l'administration centrale (2861-2864), à l'administration centrale (2864-2867), à l'administration centrale (2867-2870), à l'administration centrale (2870-2873), à l'administration centrale (2873-2876), à l'administration centrale (2876-2879), à l'administration centrale (2879-2882), à l'administration centrale (2882-2885), à l'administration centrale (2885-2888), à l'administration centrale (2888-2891), à l'administration centrale (2891-2894), à l'administration centrale (2894-2897), à l'administration centrale (2897-2900), à l'administration centrale (2900-2903), à l'administration centrale (2903-2906), à l'administration centrale (2906-2909), à l'administration centrale (2909-2912), à l'administration centrale (2912-2915), à l'administration centrale (2915-2918), à l'administration centrale (2918-2921), à l'administration centrale (2921-2924), à l'administration centrale (2924-2927), à l'administration centrale (2927-2930), à l'administration centrale (2930-2933), à l'administration centrale (2933-2936), à l'administration centrale (2936-2939), à l'administration centrale (2939-2942), à l'administration centrale (2942-2945), à l'administration centrale (2945-2948), à l'administration centrale (2948-2951), à l'administration centrale (2951-2954), à l'administration centrale (2954-2957), à l'administration centrale (2957-2960), à l'administration centrale (2960-2963), à l'administration centrale (2963-2966), à l'administration centrale (2966-2969), à l'administration centrale (2969-2972), à l'administration centrale (2972-2975), à l'administration centrale (2975-2978), à l'administration centrale (2978-2981), à l'administration centrale (2981-2984), à l'administration centrale (2984-2987), à l'administration centrale (2987-2990), à l'administration centrale (2990-2993), à l'administration centrale (2993-2996), à l'administration centrale (2996-2999), à l'administration centrale (2999-3002), à l'administration centrale (3002-3005), à l'administration centrale (3005-3008), à l'administration centrale (3008-3011), à l'administration centrale (3011-3014), à l'administration centrale (3014-3017), à l'administration centrale (3017-3020), à l'administration centrale (3020-3023), à l'administration centrale (3023-3026), à l'administration centrale (3026

POLITIQUE

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Universités: Mme Saunier-Seïté s'en prend aux « pyromanes » de l'opposition

Rien d'étonnant à ce que Mme Saunier-Seïté ait, mercredi à la tribune de l'Assemblée, oublié de saluer les élus présents dans l'hémicycle. Galant et vigilant, M. Hamel (R.L.) le lui fit d'ailleurs remarquer, oubliant cependant qu'il se trouvait manifestement devant une femme qui se comporte avant tout comme un homme politique.

En dépit d'une élégance recherchée (avec une prédilection certaine pour les tenues d'amazonne) que ne cessa d'admirer, jumeles aux poings, un spectateur des tribunes, Madame le secrétaire d'Etat monte à la tribune comme on monte à l'assaut, afin d'y agiter frénétiquement

un chiffon rouge devant les députés de l'opposition, auxquels elle décoche des « remarques de courtoisie » du style: « pyromanes criminels ».

Le tout sous l'œil d'une majorité ravie de tant de « fermeté », d'« énergie », de « courage », de « ténacité » au service d'une indispensable « opération de remise en ordre ».

C'est assez! s'est exclamé M. Bonhomme (app. U.D.R.). C'est trop! a dû penser Mme Saunier-Seïté en exprimant sa gratitude à la majorité pour son appui et son soutien, qu'elle a qualifiés de « fraternels ».

M. Rallie (P.C.) ne vit dans les propos du secrétaire d'Etat que « l'insulte, le

vocabulaire de droit commun », l'accusant finalement de « faire la haine » avec une partie de la nation, après l'avoir faite avec de nombreuses universités. M. Delehedde (P.S.) parla de « dialectique de bistrot ». On était loin de la description saguère souhaitée.

Il faudrait un Chirac par département, devait lancer dans la discussion M. Fanton (U.D.R.). Se souvenait-il qu'en avril dernier M. Méxandeau avait qualifié Mme Saunier-Seïté de « Chirac en jupon »?

Souhaiterait-il pareil cerbère à la tête de chaque ministère?

PATRICK FRANCES.

LE SORT DES MAÎTRES AUXILIAIRES EN CHOMAGE

M. Barre: pas d'exploitation d'un acte dramatique

Pour l'ensemble de la France il y avait, le 9 novembre 1976, mille sept cent cinquante-cinq maîtres auxiliaires au chômage, selon une statistique établie par le ministère de l'Éducation, après une réunion des recteurs qui a eu lieu ce jour-là à Paris. Il s'agit de personnes qui avaient obtenu un poste lors de la dernière année scolaire mais n'en ont pas retrouvé à cette rentrée.

Selon le ministère ce chiffre pourrait encore diminuer légèrement, puisque quelques maîtres auxiliaires peuvent trouver en cours d'année des emplois de remplacement. Rappelons que, selon les syndicats, les statistiques officielles à ce sujet ne reflètent pas la réalité. Ils estimaient, il y a quelques jours, que le nombre réel d'anciens maîtres auxiliaires au chômage était de six mille.

Selon le ministère il y avait, en 1975-1976, quarante-six mille neuf cent vingt-deux maîtres auxiliaires dans l'enseignement secondaire. Soit 3,74 % d'entre eux n'avaient pas été réemployés au 9 novembre 1976. Plus du tiers d'entre eux occupaient l'an dernier des postes à plein temps. Près d'un millier n'avaient que des suppléments comme c'était le cas de René Boudouresque.

La mort de Mlle Boudouresque

La polémique sur l'auxiliarat a été évoquée mercredi 10 novembre, à l'Assemblée nationale, lors des questions orales. M. Virgile Barel, député (communiste) des Alpes-Maritimes, a lu une lettre que lui a adressée M. Boudouresque, le père de la jeune maîtresse auxiliaire au chômage qui s'est récemment donné la mort à Nice.

Après avoir relevé « le caractère éloquent » de cette intervention, le ministre de l'Éducation, M. René Haby, a déclaré: « Il y a huit mille suicides par an en

France. Le fait qu'il y en ait beaucoup plus dans les autres pays n'amortit pas notre émotion. (...) Mais il paraît un peu facile de faire porter à un ministre des responsabilités qui ne sont pas nécessairement les siennes. J'ai fait ce que mon devoir me dictait quant à la préservation intellectuelle, psychique et morale des maîtres de l'éducation nationale. (...) Je n'ai pas appelé qu'il soit chaque année des universités six mille licenciés des lettres ou en philosophie, alors que le nombre total des professeurs dans ces disciplines ne dépasse pas quinze mille. (...) Des lors, a-t-il ajouté, il est évident que le ministère de l'Éducation n'est pas en mesure d'absorber tous les licenciés: il faut donc que les intéressés acceptent d'explorer d'autres voies. (...) M. Haby a précisé que Mlle Boudouresque avait eu, en septembre, une proposition de stage de reconversion d'un an par l'Agence pour l'emploi.

M. Raymond Barre est intervenu à son tour brièvement sur ce sujet pour demander qu'on s'occupe aussi dramatiquement que le suicide de René Boudouresque « ne fasse pas l'objet d'une exploitation ». « Dans la mesure, a-t-il dit, où nous parviendrons à long terme à donner aux jeunes une formation propre à leur assurer des emplois stables et durables, et à cette seule condition, nous pourrions éviter des gestes tragiques tels que celui qui nous émeut aujourd'hui. »

Mme Alice SAUNIER-SEÏTÉ a d'abord expliqué que « pour 10 millions de maîtres auxiliaires, 5 millions de francs de dépenses pédagogiques et scientifiques et cent onze mille emplois, dont dix mille sont du plus haut niveau », le secrétaire d'Etat, aux universités, disposera en 1977, d'un budget de 10,5 milliards de francs, soit une augmentation de 15,16 %.

Elle a ensuite affirmé que jusqu'à cette année « le volume des heures complémentaires attribuées aux universités sur leur demande n'était pas proportionnel aux besoins en encadrement pédagogique des étudiants mais qu'il y avait de ce fait « des situations préjudiciables ». Un nouveau système de répartition de ces heures complémentaires a donc été décidé, portant à 10 % la répartition de ces heures complémentaires. « Un nouveau système de répartition de ces heures complémentaires a donc été décidé, portant à 10 % la répartition de ces heures complémentaires. »

M. MEXANDEAU (P.S.): une génération de chercheurs va manquer

M. MEXANDEAU (P.S., Calvados) déclare: « Le recrutement péjore et il en résulte un vieillissement de l'ensemble du corps professoral. Pour les chercheurs, c'est toute une génération qui va manquer. Mon groupe votera contre ce budget rétrograde qui vise à réserver à une élite les filières du savoir. »

Pour la recherche: + 62,5 % ou + 31 % ?

Il y a plusieurs manières de calculer l'augmentation des autorisations de programme (A.P.) de la recherche universitaire. Un changement de nomenclature permet, en effet, de déterminer divers pourcentages. La réalité est la suivante:

— En 1976, les A.P. de la direction des enseignements supérieurs s'élevaient à 79,15 millions de francs, les crédits de fonctionnement à 275 millions de francs;

— Pour 1977, les A.P. de la direction des enseignements supérieurs s'élevaient à 108 millions de francs, et les crédits de fonctionnement à 300 millions de francs. Mais il y a un changement de nomenclature. Sur les 300 millions de francs de fonctionnement, 250 millions de francs sont considérés comme « soutien des programmes », sont désormais portés en autorisations de programme. Ces derniers s'élevaient donc à 550 millions (108 d'anciennes A.P. plus 250 de soutien des programmes). Ces 250 millions correspondent à 25 millions (1976), augmentés de 25 millions du fait de l'inflation.

Il y a donc au moins trois manières de calculer les augmentations de crédits des A.P. de

la direction des enseignements supérieurs:

a) Compter formellement: 79,15 millions de francs en 1976 et 108 millions de francs pour 1977, ce qui n'a aucun sens, puisqu'il s'agit de chiffres non comparables. Personne ne le fait;

b) Compter 79,15 millions de francs en 1976, et, pour 1977, 130 millions de francs, c'est-à-dire les 355 millions de francs formellement inscrits, moins 250 millions de francs, valeur en 1976 de la partie soutien des programmes (inscrite en 1976 au titre des crédits de fonctionnement). C'est ce que fait Mme Saunier-Seïté. Soit 62,5 % d'augmentation;

c) Compter 79,15 millions de francs en 1976 et 105 millions de francs pour 1977, soit les 355 millions formels, moins 250 millions, ces 250 millions de francs correspondant au soutien des programmes. Ils correspondent aux 225 millions de 1976, mais actualisés en 1976 pour tenir compte de l'inflation et de diverses modifications internes. Le pourcentage d'augmentation est alors ramené à 31 %, ce qui correspond à la réalité et est encore très considérable.

J.-L. L.

Le général François Binoche, président du Front progressiste (gauchistes d'opposition), a déclaré mercredi 10 novembre à Vichy: « De toute évidence, le projet d'élection au suffrage universel d'une assemblée européenne est contraire à l'esprit de la Constitution, car ce sont les Français qui ont à décider de leur destin, pas les autres. »

Une délégation du CEREL (Centre d'études et de recherches égalité et liberté), qu'anime M. Roland Nungesser, député U.D.R., a rencontré mardi 9 novembre une délégation du Mouvement des démocrates, fondé par M. Michel Jobert. Le CEREL, qui rappelle l'existence d'une « certaine identité de préoccupations » entre les deux mouvements, souligne que les deux délégations « ont fait la même analyse des dangers que la censure de la

la direction des enseignements supérieurs:

a) Compter formellement: 79,15 millions de francs en 1976 et 108 millions de francs pour 1977, ce qui n'a aucun sens, puisqu'il s'agit de chiffres non comparables. Personne ne le fait;

b) Compter 79,15 millions de francs en 1976, et, pour 1977, 130 millions de francs, c'est-à-dire les 355 millions de francs formellement inscrits, moins 250 millions de francs, valeur en 1976 de la partie soutien des programmes (inscrite en 1976 au titre des crédits de fonctionnement). C'est ce que fait Mme Saunier-Seïté. Soit 62,5 % d'augmentation;

c) Compter 79,15 millions de francs en 1976 et 105 millions de francs pour 1977, soit les 355 millions formels, moins 250 millions, ces 250 millions de francs correspondant au soutien des programmes. Ils correspondent aux 225 millions de 1976, mais actualisés en 1976 pour tenir compte de l'inflation et de diverses modifications internes. Le pourcentage d'augmentation est alors ramené à 31 %, ce qui correspond à la réalité et est encore très considérable.

J.-L. L.

France en deux blocs hostiles comporte pour l'avenir de notre pays ».

MISE AU POINT. — Contrairement à ce que pourrait laisser croire notre information annonçant la dissolution du groupe politique des sénateurs non inscrits (le Monde du 10 novembre), ces sénateurs ne perdent pas, évidemment, la possibilité d'appartenir à l'une des commissions de leur assemblée. C'est la « réunion administrative » issue de leur groupe qui perd ses qualités de possibilité de se faire représenter dans les différentes instances du Sénat.

Le parti de la Jeune République organise samedi 13 et dimanche 14 novembre des journées-débat sur le « socialisme personneliste », salle de la Démocratie, 38, boulevard Raspail à Paris.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DÉMOCRATISATION

L'Université n'est pas le refuge de la nation à M. Louis Le Pen. Le ministre de l'Éducation nationale, M. René Haby, a affirmé que l'enseignement supérieur ne peut être le refuge de la nation à M. Louis Le Pen. Le ministre de l'Éducation nationale, M. René Haby, a affirmé que l'enseignement supérieur ne peut être le refuge de la nation à M. Louis Le Pen.

A l'heure de tableaux comparatifs inclus dans son rapport écrit, le député socialiste s'est écrié: « Quelle que soit, en effet, la part des étudiants qui d'aujourd'hui sont inscrits dans les universités, il n'y a pas de doute que la proportion d'ouvriers dans la population active (38,7 % selon l'INSEE, pour 1976) ».

Mais plus importants encore, selon M. Le Pen, c'est de ces catégories sociales tout au long du cursus universitaire « témoignage de l'absence de démocratisation dans l'enseignement supérieur. Quelle que soit, en effet, la part des étudiants qui d'aujourd'hui sont inscrits dans les universités, il n'y a pas de doute que la proportion d'ouvriers dans la population active (38,7 % selon l'INSEE, pour 1976) ».

Année, en 1975-1976, les enfants de cadres supérieurs représentaient 27 % des effectifs du premier cycle et 30,7 % de ceux du deuxième. Les enfants d'ouvriers étaient 13,6 % dans le premier cycle, 9,5 % dans le deuxième et 8,8 % dans le troisième. Le rapport de la commission donne une autre indication: contrairement à l'opinion courante qui veut que les « classes moyennes » peuplent en majorité les universités, quel que soit le niveau d'études, ce sont les descendants de cette catégorie, le nombre de fils de cadres moyens atteignant légèrement au-dessus de la moyenne d'études, passant de 16,2 % dans le premier cycle à 16,5 % dans le troisième.

CENTRE MAISON DES UNIVERSITAIRES
RACHAÏ
30-32 RUE DE LA VILLE
75005 PARIS (5)
Lundi 15 novembre
à 20 h. 30
CONFÉRENCE-DÉBAT
« LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES »
analyse et commentaires
par
André FONTAINE
rédacteur en chef du Monde
qui signera aussi son livre
« LE DERNIER QUART DU SIÈCLE »

COMMERCE: la loi d'orientation sera appliquée intégralement

Mercredi 10 novembre, sous la présidence de M. LE DOUAREC (U.D.R.), l'Assemblée nationale examine le budget du commerce et de l'artisanat.

M. DENVERS (P.S.), rapporteur spécial (commerce), constate que la diminution du nombre d'ouvertures de magasins à grande surface se poursuit. M. FAYRE (U.D.R.), rapporteur pour avis, indique que treize mille commerces de détail ont disparu en trois ans. Pour M. BARDOL (P.C.), rapporteur spécial pour l'artisanat, le développement de l'artisanat est freiné par l'inflation. Il faut créer des emplois. M. MAUJOUAN (GASSET) (R.L.), rapporteur pour avis, souligne l'effort fait en faveur de la formation à l'artisanat. M. PIERRE BROUSSE, ministre du commerce et de l'artisanat, expose son programme pour 1977.

Il s'agit d'abord d'appliquer intégralement la loi d'orientation. Des correctifs ou des améliorations sont en préparation, tel le projet de loi sur l'équilibre du commerce à l'échelle nationale. Quant à l'échéance du 31 décembre 1977 en matière d'harmonisation fiscale et sociale, elle doit être tenue.

Il s'agit ensuite de lancer une série d'actions nouvelles autour des quatre thèmes suivants:

1) Un aménagement équilibré du territoire. La politique d'urbanisme commercial continuera à être menée de façon empirique. Le dispositif est bien rodé et fonctionne de façon satisfaisante. Une étude est toutefois en cours sur les implantations de 500 à 1 000 mètres carrés. Il importe aussi d'améliorer l'insertion des équipements commerciaux et de poursuivre la réhabilitation du commerce et de l'artisanat rural qui contribuent à la création de nouveaux emplois. Environ deux cent cinquante mille artisans, précise le ministre, estiment insuffisant leur personnel. Pour répondre à cette attente, un renouveau de l'apprentissage est indispensable. D'où le relèvement de cinq à dix du nombre de compagnons employés dans l'entreprise artisanale; d'où l'amélioration de la prise en charge des apprentis en matière d'assurances sociales.

2) Une modernisation de l'entreprise par l'association de l'assistance technique et des stages d'initiation à la gestion qui seront systématiquement organisés en 1977. En ce qui concerne le financement des investissements des petites entreprises, le ministre annonce qu'il sera autorisé à émettre des emprunts obligataires dont le produit sera réservé aux entreprises artisanales, auxquelles sera directement affectée, dès à présent, une fraction du crédit exceptionnel de 3 milliards et demi. La dotation du P.O.E.S. sera destinée à des

opérations exemplaires. Les jeunes commerçants pourront bénéficier de taux privilégiés.

3) Une concurrence loyale. Une harmonisation fiscale, par l'institution de centres de gestion agréés dont les adhérents qui opteront pour le nouveau régime d'imposition (facultatif) des P.M.E. bénéficieront d'un abattement de 10 % sur le montant de leur revenu imposable.

Quant à l'harmonisation sociale avec le régime général, elle se poursuivra normalement. Le réajustement des retraites sera intervenu au 1^{er} janvier 1977. En matière d'assurance-maladie, les retraités seront exonérés par palier du versement des cotisations.

Dans la discussion générale, M. AUMONT (P.S., Aisne) examine le budget ministériel qui ne répond nullement aux promesses de la loi d'orientation. Il se demande « pendant combien de temps les artisans se contenteront de proposer, sans modifier, avant d'élire, que son groupe ne votera pas ce budget ».

Pour M. VAUCLAIR (U.D.R., Hauts-de-Seine), « la taxe professionnelle constitue une énorme déception, et il importe d'en réviser le mode de calcul ». M. LE CABEILLER (réf., Morbihan) note que « le franc noir est l'effet premier de l'alourdissement des charges sociales ». Au nom de M. BAUDOUIN (R.I., Manche), M. DELANEAU (R.I., Indre-et-Loire) estime que ce budget « est loin d'être négligeable ».

M. BALMIGÈRE (P.C., Hauts-de-Seine) dénonce « la campagne insidieuse qui s'efforce de faire croire que le petit commerce est responsable de la hausse des prix », opinion partagée par M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère).

M. BIZET (app. U.D.R., Manche) demande que la perception de la taxe professionnelle soit suspendue.

M. PAUL DURAFFOUR (rad. g., Seine-et-Marne) évoque ces « oubliés silencieux » que sont les fermes de commerçants et d'artisans.

Au nom de M. SOUSTELLE (réf., Rhône), Mme GREPIN (réf., Aisne) appelle l'attention sur la difficile situation des caputs lyonnais.

Pour M. RICHOMME (R.I., Calvados), le commerce de détail doit être mieux protégé. M. GLON (app. U.D.R., Côtes-du-Nord) partage ce sentiment.

Après l'intervention de M. BROUSSE, l'Assemblée adopte un amendement de M. GUERMEUR (U.D.R.) qui permettra au gouvernement de procéder par décret à un décompte de plafond applicable à la taxe pour frais des chambres de métiers lorsque ces dernières le demandent.

Les crédits du commerce et de l'artisanat sont ensuite adoptés, l'opposition votant contre.

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

CORRÈZE : l'ex-jeune loup et les louveteaux

Ussel. — Le croire, vous, on se bat aussi pour les libertés en Corrèze. Et pas seulement pour le siège de la troisième circonscription que M. Jacques Chirac entend reconquérir officiellement après l'avoir laissé à son suppléant, M. Henri Belcour, maire d'Ussel, le temps de ses nombreux passages au gouvernement. Les libertés, M. Chirac en parle à Meymac, le soir même où M. Mitterrand, venu soutenir le candidat socialiste, M. Bernard Coutaud, les exalte à Ussel. L'ancien premier ministre entend préserver « les libertés traditionnelles de la société française telle qu'elle est » contre les dangers du collectivisme. M. Mitterrand veut aller au-delà de l'acquis libéral du dix-neuvième siècle pour insister sur la démocratie économique et l'égalité devant le savoir. Le candidat communiste, M. Christian Audouin, n'est pas en reste sur ce terrain, soulignant qu'il est d'incarner la ligne du vingt-deuxième congrès du P.C.F. Ainsi, les grands mots claquent aux oreilles des électeurs de la circonscription qui, d'ordinaire, n'étaient pas si pâles.

Plus que leurs concitoyens des autres départements où se déroulent des « partielles », ils sont les témoins, avertis ou non, d'une avant-guerre électorale et assistent aux essais discrets et aux répétitions des grands affrontements de demain, ceux des municipales et mars 1977 et des législatives en 1978. La première de ce débat national, ils la doivent à M. Chirac, bien sûr, comme tant d'autres avantages évidents, mais, aussi, au renouvellement des autres candidats.

La présence de l'ancien premier ministre dans cette élection a provoqué la venue de renforts de marque dans les camps adverses : MM. Mitterrand, Defferre, Tardieu, Estier, Joxe, Martinet, Tadel, ainsi que M. Robert Fabre, président du M.R.G., pour M. Coutaud ; MM. Marchais et Ballanger pour M. Audouin ; M. Mousset, secrétaire national du P.S.U., pour Mme Marguerite Guillien ; Mlle Ariette Laguille pour la candidate de l'Union pour la République, Mlle Michèle Moraville ; M. Le Pen pour le représentant du Front national, M. Jacques Ricard. Le dernier candidat, un étudiant de Toulouse, M. Dominique Dasté, ne s'est manifesté que par l'envoi de ses affiches dans les maires.

Les Corrèziens ont eu, en plus de leur célébrité locale, leur content de vedettes nationales de la politique, ce qui n'a pas les émouvoir outre mesure. La vraie campagne électorale continue de se faire par le contact direct, par la visite de cent dix-huit communes, le porte-à-porte, les serrements de mains. M. Chirac excelle dans le genre, comme on sait. Xéus en de présence sur le terrain et de services rendus, ainsi qu'une bonne mémoire, lui permettent d'identifier ses amis

De notre envoyé spécial

et les autres. Pour cette seule campagne, il se flatte d'avoir approché personnellement plus de dix mille électeurs. Chirac a imposé ici notre style de travail », reconnaît M. Audouin, qui est aussi secrétaire de la fédération communiste de la Corrèze. « Dans cette circonscription de gauche, il me faut 15 % des voix socialistes et 10 % des voix communistes », explique entre deux visites domiciliaires l'ancien premier ministre (sa seconde tour de l'élection présidentielle de 1974 M. Mitterrand avait obtenu 52,58 % des suffrages exprimés dans la circonscription et la gauche a progressé aux dernières élections cantonales, sans pour autant remettre en cause la présidence du conseil général que M. Chirac a conservée). Il compte bien être réélu dès le premier tour, comme en 1973 et en 1968. Pour cela, il rappelle main aux électeurs ce qui a été fait grâce à lui ce qui reste à faire pour que « la Corrèze revienne ». Chaque jour, le journal le *Montagne* rappelle les dossiers dont le candidat a promis de s'occuper en visitant les communes. « Pas un maître de ce département qui n'ait reçu de lui une aide, un conseil », déclare celui de Meymac, M. Maurice Gorse, qui conclut très pragmatiquement : « L'intérêt nous commande, la raison dicte notre conduite dimanche ».

Aucun doute, l'énarque envoyé de Paris en 1967 par Georges Pompidou a convaincu de son efficacité. Pour le reste, la politique nationale, M. Chirac considère que ses électeurs lui font confiance. Aussi leur explique-t-il rapidement ses intentions.

Les jeunes gens de gauche

Suit une condamnation sans appel des nationalisations et de l'autogestion, et la conclusion : « La solution du problème commun n'est pas la bonne pour la France. Mon ambition est de participer au renforcement des forces qui soutiennent un autre type de société. Notre ambition est de rassembler les hommes et les femmes attachés aux valeurs essentielles de notre société, la responsabilité individuelle, l'indépendance de la France, la justice, les libertés des citoyens. Nous sommes pour une évolution sociale qui réduise les inégalités, qui suppose des réformes profondes mais sans crise de traumatismes collectifs. » Jusque-là, les électeurs déjà acquis à M. Chirac continuent de le suivre. Ils admettent même assez bien qu'il ait quitté le gouvernement, mais ce qu'ils ne comprennent pas c'est sa récente entrevue avec M. Giscard d'Estaing. D'autant plus que « Jacques » ne s'en explique pas, même quand « Paul » a l'interrogé, quement. « Mon vieux Paul, lui

dit-il, tu en seras pour tes frais. Pas de commentaires ! » Alors, fâché ou pas fâché avec Giscard ? Ce n'est pas clair. « Il est quand même normal que je rencontre le président de la République ! », s'étonne, après coup, son ancien premier ministre. Le jeune loup d'aller se voir aujourd'hui concurrencé dans son fief par des jeunes gens de l'opposition de gauche pleins d'ambition et d'airain, M. Jacques Ricard (Front national) et Mme Guillien, membre du bureau national du P.S.U., montée tout exprès de Mougins, font figure d'anciens par rapport aux sept candidats, simplement parce qu'ils ont passé la cinquantaine. Mlle Moraville (L.O.), employée à la Sécurité sociale à Clermont-Ferrand, a vingt-huit ans. Elle emploie son énergie à proclamer que les travailleurs en ont assez de la droite et à dénoncer « les courbettes » d'un bourgeois de l'union de la gauche aux patrons et aux capitalistes.

Avec sa barbe et son air moqueur, M. Coutaud, vingt-deux ans, H.E.C. Science-Po., a gardé des allures d'étudiant. Il cherche un emploi dans la région, qui lui permettrait de faire fructifier l'héritage politique d'un grand-père notable socialiste et qui lui a valu, en 1971, le titre de plus jeune conseiller général de France (à Sornac) non élu par le scrutin de scrutin. Comme les autres candidats de gauche, son premier objectif est d'investir, pour plus tard. « Le P.S. a déjà gagné deux mille voix en 1973, assure-t-il, alors militant trois fois plus important il doit encore progresser », pense M. Coutaud. Pas au point de dépasser le potentiel communiste (27,5 % des voix en 1973 contre 17,20 % au P.S.), car la tradition communiste rurale est ici très forte.

M. Coutaud reconnaît que M. Chirac, « un grand homme », mais aux dépens de l'Etat — pour le département. Malgré cela, le déclin de la Corrèze s'est, assure-t-il, poursuivi. « Maintenez-vous les choses en l'état, ne peut pas faire mieux », et puis, en se plaçant à la source de tous les problèmes, il a joué le rôle d'une nouvelle intelligence des lieux. Ce qui est contraire aux règles démocratiques, explique M. Coutaud au maire de Vitrac. Lequel réplique : « Avant, je ne voyais pas de problème, c'est maintenant que je vois un problème, quand je téléphone à la préfecture, le secrétaire général ou le préfet me répondent : « Un paysan a des problèmes, c'est un problème ». Le maire s'est un peu égaré. M. Christian Audouin n'a rien à envier à M. Coutaud pour les signes extérieurs de jeunesse. Il a des cheveux longs, ne s'en cache pas, et se fait remarquer par son allure décontractée. En fait, c'est un jeune homme qui a fait ses études à l'Institut de l'Etat, et qui a travaillé pendant deux ans chez le coiffeur, mais si cela avait été nécessaire, j'y serais allé », déclare-t-il. Les cheveux longs, c'est aussi l'image de marque du parti socialiste. M. Audouin et ses amis, tous aussi jeunes que lui, font une campagne « très politique », ce serait, à coup sûr, « une grande victoire » que de voir M. Chirac à la tête de la Corrèze. Mais l'essentiel est « de faire la clarté sur les liens existants entre les problèmes concrets et les orientations politiques nationales ». En d'autres termes, M. Audouin investit, lui aussi, mille adhérents nouveaux renforcés les cinq mille membres de la fédération.

Le communiste est mobilisé et ce n'est pas lui qui fournirait des suffrages à l'ancien premier ministre, M. Audouin peut en jurer. A son avis, M. Chirac a l'électeur au droit du P.S. et s'il a donné « l'illusion de l'efficacité », c'est parce qu'il venait après un député socialiste qui ne faisait rien. M. Audouin ne dit rien, sinon que la campagne menée par le parti communiste est plus claire. « Chirac et Giscard, pour nous, c'est la droite », dit-il. Mais que M. Coutaud distingue « la droite dure de la droite molle ». M. Audouin se fonde sur les résultats des élections cantonales (29 % au P.C. 14 % au P.S.) pour affirmer : « En Corrèze, la force de relance, c'est le parti communiste. » Mais, concède-t-il, le parti socialiste a fait beaucoup de chemin dans ce qu'il ne peut que remonter. L'élection de M. Chirac dès le premier tour, l'état du rapport des forces entre le P.C. et le P.S., ce sont notamment les deux mille quatre cents nouveaux électeurs qui en décideront le 14 novembre, en départageant l'ancien et le jeune loup de la majorité des louveteaux de la gauche.

ANDRÉ LAURENS.

● M. Pierre Guidoni, candidat socialiste dans le 9^e arrondissement, a déclaré, mardi 9 novembre, au cours d'une réunion publique à laquelle participait le rabbin Josy Eisenberg. Les socialistes sont les seuls à défendre sans ambiguïté l'existence de l'Etat d'Israël, le droit du peuple palestinien à disposer d'une terre, la reconnaissance nationale, les dialogues et la paix. Les socialistes n'ont de leçon à recevoir de personne, et surtout pas des hommes de l'actuelle majorité, qui ont tous soutenu une politique d'inhérence et de partialité.

MICHEL MARTIN.

LA PRÉPARATION DES « MUNICIPALES »

REIMS : le conflit au sein de l'U.D.R. n'est pas apaisé

De notre correspondant

Châlons-sur-Marne. — La présence, dimanche 7 novembre, de M. Yves Guinau aux assises de l'U.D.R. de la Marne, à Châlons-sur-Marne, n'a pas permis de mettre un terme au conflit qui divise actuellement l'U.D.R. rémoise, ou tout au moins ses dirigeants. Chacun semble s'en remettre maintenant à l'arbitrage des instances nationales. Depuis un certain temps, M. Jean Falala, député U.D.R. de la deuxième circonscription de la Marne, vice-président du groupe de l'Assemblée nationale et président de la fédération de la Marne, avait, seul, décidé de prendre la tête d'une liste « de large union » aux élections municipales de 1977. Il a expliqué sa détermination par les résultats d'un sondage qui le donnait comme « le seul susceptible de battre une liste d'union de la gauche ». C'était signifier, que le maire actuel, M. Jean Taittinger, U.D.R., également, ancien garde des sceaux, n'avait plus une assise populaire suffisante pour espérer garder l'hôtel de ville.

M. Taittinger n'a pas encore révélé ses intentions. C'est sans aucun doute pour l'y encourager, mais aussi pour prendre M. Falala de vitesse, que quatre conseillers municipaux ont rendu public, le 26 octobre, dans l'édition rémoise de l'Union, un communiqué annonçant leur désir de voir conduire par M. Taittinger une liste « majorité présidentielle ». Parmi ces quatre conseillers municipaux, se trouvait M. Roger Crepin, député U.D.R. de la première circonscription, suppléant de l'ancien garde des Sceaux. Le soir même, M. Jean Falala, au cours d'une conférence de presse, annonça officiellement qu'il avait l'intention de constituer une liste. C'était le conflit ouvert. Le 4 novembre, le bureau exécutif national de l'U.D.R. se saisissait de l'affaire et indiquait que celle-ci sera tranchée une fois réunis, par

les instances compétentes du mouvement, les éléments de décision. C'est ce que s'est contenté de rappeler le 7 novembre, à Châlons, M. Yves Guinau. Le secrétaire général de l'U.D.R. a indiqué : « Le bureau exécutif ou le comité central prendra sa décision démocratiquement, et à ce moment-là il demandera à tous les compagnons concernés de se conformer à cette décision. Je sais qu'ils le feront. » Certains auraient prétendu que le conflit ne fut pas du tout évacué dimanche à Châlons. Le secrétaire fédéral, M. Ravillon, invita l'auditoire à éviter de poser des questions à ce sujet, « pour ne pas jeter du fuel sur le feu ». Mais M. Crepin estima qu'il ne serait pas « convenable » d'agir ainsi devant des assises départementales, « alors que toute la presse en parle ». L'exposé donc son point de vue à la tribune : « Il convient, dit-il, de demander au maire sortant de Reims de se représenter et que tous se rangent à ses côtés, en raison de l'œuvre qu'il a menée sans défaillance et du rôle de leader incontesté qu'il a joué pendant plus de quinze ans. S'il refuse, alors « seule l'union de la majorité peut et doit lui permettre de vaincre ». Puis il a précisé qu'il ne figurera sur aucune liste dont M. Taittinger n'aura pas pris la tête. Rappelant qu'il était depuis trente ans « un compagnon loyal », M. Falala estima les instances nationales étant sages, qu'il n'avait rien d'autre à dire. On aurait aimé que M. Jean Taittinger fût là pour dire enfin ses intentions ou avouer ses hésitations. Mais il était excusé, retenu par d'autres obligations.

M. MARCHAIS : les gaulistes pourraient constituer la quatrième famille de l'union de la gauche.

A l'issue des travaux du comité directeur de son parti, M. Georges Marchais a déclaré, mercredi 10 novembre, à propos de la préparation des élections municipales : « Le problème est posé à nos côtés de respecter les engagements pris en commun au mois de juin. Nous avons fait des propositions qui permettraient demain de réaliser des listes d'union de la gauche dans toutes les communes de France. Si les socialistes veulent aller, dans certaines villes, au scrutin avec des listes homogènes, ils doivent en prendre la responsabilité. » Il est exclu que nous recommandions des opérations comme en 1971, où nous avons fait des listes pour assurer des municipalités menacées parce que le parti socialiste y avait refusé l'unité. Depuis 1971, il y a eu un événement capital qui est la signature d'un accord entre le parti communiste et le parti socialiste pour le gouvernement de la République. Nous nous sommes donc accordés à l'union nationale avec tranquillité, sérénité et patience. Si malgré nos propositions il n'y avait pas de liste commune partout, avec regret, nous constituerions des listes d'union du peuple de France. »

« Pourquoi nous priver de cette force-là ? »

En réponse à une question, le secrétaire général du P.C.F. a d'abord indiqué : « Je comprends que les gaulistes soient nombreux à ne pas suivre l'U.D.R. giscardienne (...). L'U.D.R., sous la direction de Chirac, est alignée sur les forces réactionnaires et antinationales qui sont les républicains indépendants et les centristes (...). Dans ces conditions, je comprends qu'il y ait des gaulistes qui ne s'y retrouvent plus. S'il y en a qui veulent rejoindre le parti communiste, la porte leur est ouverte — car il est clair que, sur ces questions-là, c'est notre parti qui est le plus proche. » Mais ils sont sans doute plus nombreux ceux qui ne souhaitent pas rejoindre tout en continuant à lutter pour l'indépendance de la France, pour son essor économique et pour le progrès social. Nous souhaitons que cette force-là, non négligeable, s'exprime et se constitue à côté de nous, des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, qui sont si nombreux à vouloir, dans la mesure du possible, contribuer à la mise en œuvre du programme commun, pourquoi nous priver de cette force-là ?

(N.B.). — L'idée de constituer une quatrième famille de l'union de la gauche, composée de gaulistes, est défendue depuis deux ans, notamment par le Front progressiste. Les radicaux de gauche, en revanche, ont toujours refusé d'adhérer à ce mouvement. Ils estiment que leur mouvement est parfaitement à même de jouer le rôle de structure d'accueil pour les membres de la majorité décidés à rejoindre l'opposition.

Libres opinions Une équitable proportionnalité

par GILBERT GRANDVAL (*)

L A majorité présidentielle inclut des éléments conservateurs avec lesquels nous ne saurions pas plus pacifier qu'avec l'union de la gauche dans la mesure où celle-ci est fondée sur une alliance avec le parti communiste.

Nous ne pouvons tenir pour acceptable la séparation ou la rupture avec une partie importante et active de la nation. Malheureusement, partout où le parti communiste est parvenu au pouvoir, les principes et les méthodes de son action se révèlent incompatibles avec nos conceptions fondées sur la prééminence de l'homme et sur le respect de la liberté.

L'Union travailliste, héritière de l'Union démocratique du travail, n'est pas « alliée », ce qui semblerait signifier qu'elle ne soit pas ou elle est.

Sa position est claire. Par-delà les clivages imposés par les partis, elle veut favoriser un vaste rassemblement au sein gauliste du haut écartant, sur sa droite, les forces réactionnaires et, sur sa gauche, les tenants du collectivisme totalitaire.

Ce rassemblement du plus grand nombre possible d'hommes à la recherche du progrès et de la justice sociale reflète, vraiment l'image de la France.

Voici sept ans que nous œuvrons dans ce sens, avec succès tout d'abord à l'époque où Jacques Chaban-Delmas proposait de bâtir une « nouvelle société ». Depuis que le principal parti de la majorité a abandonné cet objectif, celle-ci n'a cessé de se renforcer à droite, accentuant gravement la coupure politique de la France.

Que Jacques Chirac, après s'être démis de son poste de premier ministre, semble découvrir le travailisme, voilà qui nous cause une satisfaction à la mesure de notre étonnement.

Par contre le style de Raymond Barre, l'action courageuse qu'il a engagée pour redresser la situation économique et financière, et ses efforts prometteurs pour s'imposer comme chef de la majorité parlementaire nous donnent une nouvelle espérance.

Le danger que présenterait pour la liberté la participation au gouvernement puis la domination inéluctable du parti communiste nous oblige à souhaiter l'insuccès de l'union de la gauche telle qu'elle est actuellement constituée.

Mais, pour que cette mise en échec n'entraîne pas une victoire de la réaction, nous appelons tous les socialistes, qu'ils soient radicaux ou démocrates, tous les communistes aussi, qu'ils longent, individuellement, ont soutenu l'action du général de Gaulle, à entendre l'appel que nous leur lançons et, avec nous, nous en sommes certains, tous ceux qui, en authentiques gaulistes, faisant taire leur ambition personnelle, sont avant tout attachés au progrès social, à la dignité de l'homme et à l'intérêt national.

Les institutions de la V^e République, qu'il est impérieux de préserver au même titre que notre indépendance et l'autonomie de notre défense, son indispensable support, mettent l'exécutif à l'abri de l'omnipotence des partis. De ce fait, elles donnent au président de la République les moyens de remodeler radicalement la majorité et d'y appeler les hommes de progrès, d'être pour cela introduire une équitable proportionnalité dans la représentation populaire.

(*) Président de l'Union travailliste.

LE MAIRE DE SAINT-MALO EST DÉMIS DE SES FONCTIONS

(De notre correspondant.) Rennes. — Par arrêté du 9 novembre, M. Olivier Philip, préfet de la région de Bretagne, préfet de l'Ille-et-Vilaine, a prononcé la démission d'office de M. Marcel Flanchet, maire de Saint-Malo (C.D.S.).

A la suite d'une plainte de l'association de défense de Saint-Servan — commune qui a fusionné avec Saint-Malo — M. Flanchet, qui est également conseiller général d'Ille-et-Vilaine, avait été poursuivi pour « prise d'intérêts » au titre de l'article 175 du code pénal (le *Monde* du 9 octobre). Il lui était reproché d'avoir, dans plusieurs opérations immobilières, confondu ses fonctions de maire et sa profession d'entrepreneur de travaux publics. La condamnation à six mois de pri-

son avec sursis prononcée le 7 mai 1975 par le tribunal correctionnel de Rennes qui l'avait déclaré incapable à jamais d'exercer aucune fonction publique, avait été confirmée par la cour d'appel de Rennes le 11 juillet.

Le 7 octobre dernier, la Cour de cassation a repoussé le pourvoi de M. Flanchet. M. Louis Perrault, premier adjoint, est chargé provisoirement des attributions municipales de M. Flanchet.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 10 novembre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat a ouvert la réunion en faisant la déclaration suivante :

« Il y a six ans aujourd'hui, et à cette même heure, la France apprenait la mort du général de Gaulle. Les institutions qui assurent la continuité et la stabilité de notre pays, la politique de dignité et d'indépendance nationale qu'il a conduite, les moyens de dissuasion dont il a doté notre défense, lui ont acquis la reconnaissance durable des Français. Le gouvernement, engagé tout entier dans la lutte prioritaire pour la défense du tronc et le redressement de l'économie, n'oublie pas la haute leçon qu'il a donnée. C'est pourquoi, je vous invite à observer une minute de silence, pour honorer le souvenir du général de Gaulle, président de la République. Les ministres et le chef de l'Etat ont observé cette minute de silence, debout autour de la table du conseil. »

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1977

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, le conseil a approuvé un projet de décret qui fixe au dimanche 13 mars 1977 et au dimanche 20 mars 1977 les deux tours des élections municipales.

LA RÉFORME DE LA COUR DE CASSATION

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui modifie la loi du 3 juillet 1957 sur la Cour de cassation. Les conseillers référendaires, qui ne siègent plus dans la chambre à laquelle ils sont affectés, auront

désormais voix délibérative dans le jugement des affaires qu'ils auront chargés de rapporter. En outre, un ou deux conseillers référendaires pourront être appelés à compléter, avec voix délibérative, la chambre à laquelle ils appartiennent. (Le *Monde* du 23 octobre 1976.)

LE DÉVELOPPEMENT DES RESPONSABILITÉS LOCALES

Le premier ministre a rappelé les conclusions du conseil restreint du 5 novembre dernier, consacré aux suites à donner au rapport remis au chef de l'Etat par M. Olivier Giscard, président de la commission de développement des responsabilités locales. Un chargé de mission sera prochainement désigné par le premier ministre pour animer la délégation au développement des responsabilités locales prévue au conseil restreint du 5 novembre 1976. Cette délégation sera une cellule de travail administrative, légère et temporaire, chargée d'étudier l'intention du gouvernement la mise en œuvre des conclusions de la commission Giscard.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le premier ministre a fait le point de l'application du plan de lutte contre l'inflation. A ce sujet, le président de la République a déclaré : « Aussi longtemps que la hausse des prix n'aura pas été effectivement ralentie, il n'est pas question d'augmenter les dépenses publiques. C'est pourquoi le collectif de fin d'année sera exclusivement un texte de constatation. »

UN VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING EN ARABIE SAOUDITE

Le ministre de la défense a rendu compte de la visite qu'il vient d'effectuer en Arabie Saoudite où il a constaté l'intérêt qui était porté au renforcement des relations avec la France. Cette visite a également permis d'établir les conditions dans lesquelles pourra se développer la coopération franco-saoudienne. Le porte-parole de l'Élysée a précisé que M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra en Arabie Saoudite en voyage officiel au début de l'année 1977.

LA CONFÉRENCE DE L'UNESCO

Le ministre de l'Éducation a rendu compte de participation, à la tête de la délégation française, à la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO à Nairobi. Il a souligné que cette conférence, qui s'est tenue pour la première fois en Afrique, a été marquée par un esprit de conciliation qui s'est notamment manifesté à propos de l'admission d'Israël dans le groupe européen et des problèmes de l'information.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte des visites que viennent d'effectuer le secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada, le vice-ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam et le ministre des affaires étrangères de Turquie. Ces visites ont donné lieu à de nombreux et utiles entretiens qui ont permis un examen de nos relations avec ces pays et des échanges de vues sur divers points de la situation internationale.

TERRITOIRES FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

Après avoir rappelé que le gouvernement avait affirmé la vocation à l'indépendance du Territoire français des Afars et des Issas et pris l'engagement de conduire cette évolution dans les mois qui viennent, le président de la République a annoncé qu'un haut fonctionnaire serait prochainement chargé auprès du premier ministre d'une mission de coordination interministérielle pour l'ensemble des problèmes posés par l'évolution du Territoire des Afars et des Issas.

Le Monde

DES LIVRES

LE SYSTÈME PERRET

La France vue d'un grenier

★ **RAISONS DE FAMILLE**, de Jacques Perret. Gallimard, 320 p., 49 F.

LES Mémoires de Jacques Perret ressemblent à ces malles au trésor qu'on trouvait jadis au grenier et qui livraient au petit bonheur un sabre rouillé, un bateau dans une bouteille, des liasses d'emprunt russe, le violon de grand-père, l'éventail de l'aïeule. A partir de ces objets hétéroclites, comme avec les os d'un iguanodon, vous pouvez tenter de reconstituer le passé, tâche fastidieuse qui demande patience et méthode et que le résultat ne justifie guère, car il manque toujours quelques pièces au puzzle. Mieux vaut donc adopter le système Perret et laisser à chaque vestige le soin de conter son histoire, sans souci d'ordre chronologique ou de fil conducteur.

Un premier tome, *Grand Cheval et dadas*, nous offrait de récents souvenirs déboussés à la faveur d'un déménagement, mais que l'on n'aurait pas pu plus loin. Ce fut l'enfance qui l'emporta, imposant à l'auteur ses *Raisons de famille*, le mobilisant le 1^{er} août 1914, pour la cueillette des dernières prunes d'avant guerre. Que les confitures attendent, le clavier sonne et le tambour du village fait l'appel des fantômes.

Ouvrant la marche, voici Louis, brigadier de vingt ans, le frère modèle qui mourra dans la Somme. Derrière lui se bousculent parents, amis, oncles, impatients de léguer au survivant qui un secret, qui un conseil. Fermant la marche, l'Anesse Taza, baptisée en l'honneur d'une ville marocaine conquise par la France, entre solennellement dans l'éternité littéraire. Et qui court le long de la colonne, navette infatigable entre hier et aujourd'hui ? A quel est-ce bleu roi, ce crâne dolichocéphale, ce « front nimé d'obscurantisme », tous les signes extérieurs de la richesse Perret ? A Jacques, le mémorialiste.

Il a treize ans, il ne tient pas en place ; il en a soixante-seize, il met les bouchées doubles. Tourne le dos au présent qui lui reste sur l'estomac, il se nourrit

exclusivement de passé, se gave de bonheurs non pas perdus mais enfouis, masqués par les deuils et les colères. Barricadé dans son « for intérieur » il défie l'univers, englobant dans une même condamnation le cours des événements, ceux que les orientés et ceux qui s'y résignent. Et, comme jadis il orléait de geyx l'Anesse Taza, il brocarde aujourd'hui les « théologiens avancés » qui répandent le bruit que Dieu est mort, les économistes distingués qui récitent les « liturgies du pétrole : rachat de l'Occident, rosée de bien-être, eau de jouvence », et les « éducateurs permissifs » qui instruisent leurs marmots dans l'exercice rationnel et libéral des fonctions volapueuses. Réactionnaire ? Le mot est faible.

GABRIELLE ROLIN.
(Lire la suite page 8.)

Andrée Chedid

POÈMES POUR LE LIBAN

ANDRÉE CHEDID, poète et romancière (« Double Pays », « Contre-Écho », « Vierge première », « Le Ciel fertile », « Nefertiti et le rêve d'Akhmatov », « Le Sommeil délié »), a écrit un recueil de poèmes sur la tragédie libanaise. Née égyptienne, naturalisée française, elle apporte son témoignage sur ce pays d'où sa famille est originaire.

« Ce livre, dit-elle, ne juge pas l'histoire, avec ses jeux affreux, qu'il accuse. Cette violence qui fait, hélas, partie de tout le patrimoine humain. Face à ce qui se déroule au Liban — ce malheur insensé qui, jour après jour, jette des vivants dans la mort — ce livre-ci voudrait dénoncer la racine de ce mal, toujours prompt à renaitre. Cette haine, cette violence, qui ne trouvent jamais devant elles assez d'amour et de justice pour les désamorcer. »

(Nous publions page 9 un choix des poèmes d'Andrée Chedid.)

Un cataclysme avorté

Ce qui nous reste de Burroughs

★ **LE MÉTRO BLANC**, de William S. Burroughs, textes traduits de l'américain et assemblés par Mary Beach et Claude Pélissier-Walsh, coll. « Fiction et Cie », Bourgois/Seuil, 208 pages, 39 F.

On a reproché à Jean-François Bizot de ne pas écrire comme William S. Burroughs. Étrange grief ! En France, d'ailleurs, la réputation de Burroughs et la méconnaissance de son travail vont de pair, en augmentant. Les érudits et les fervents ont toujours faussé le sens d'une œuvre qui, depuis « Junkie » (1) jusqu'à « Garçons sauvages » (2), n'a jamais été vraiment lue. Burroughs a pourtant dit séchement ce qu'il souhaitait : « Être pris à la lettre. »

Il y a dix ans déjà, des postmodernistes, dont Alain Jaffray, avaient sorti leur panoplie d'épithètes pour saluer l'« élan de feu » de la « beat generation » en y enrobant Burroughs. Tout récemment l'avant-garde, en un mot ce qu'il « reste » de « Tel quel » et autour, paniqués ou orphelins, vient de redécouvrir Burroughs, ses « contre-textes » et ses « contre-appels ». Elle arrive tard et doit mettre, comme pour digérer Louis-Ferdinand Céline, les bouchées doubles.

Aujourd'hui donc, encore un coup, une tentative de détournement de sens, moins grossière que la précédente, risque de faire fuir des lecteurs qui, entre un roman de Philip K. Dick et une chanson de Patti Smith, auraient envie de jeter un coup d'œil à l'un des royaumes refoulés du grand érotisme américain. L'opération a toutes les chances de réussir, tandis que les éditeurs se disputent des auteurs (Kurt Vonnegut Jr., Tom Wolfe) qu'ils n'ont pas su, ou pas voulu, publier au bon moment. Elle se déroule sans doute avec l'accord de Burroughs, dépassé par les subtilités de ses zéloteurs européens ou bien habitude à traiter avec détachement les avatars de ses écrits, massacrés presque toujours par les traducteurs.

Parasitage et piraterie

« Le Métro blanc » rassemble des textes « invisibles », rédigés par Burroughs en marge de ses romans et publiés dans de petits magazines éphémères qui eurent une certaine influence souterrière en Amérique sur la presse du « Mouvement ». Grâce à des propagandistes acharnés, comme Jeff Nuttall et Jan Herman, en utilisant des procédés littéraires désormais archaïques, le « cut-up » (découpage) et le « fold-in » (pliage), Burroughs a inventé à mesure un contre-journalisme destructeur, avec parasitage et piraterie des tics des grands magazines (« Time »). Il a mené, sans moyens, une guérilla prolongée contre les messages policiers et politiques, contre les élucubrations des hommes de science qui « sont obligés de rendre les choses réelles pour mettre le grappin dessus. »

(1) Belfond. (2) Bourgois. (3) Champ libre.



★ Dessin de Vasco.

La publication de « Révolution électronique » (3), en 1974, a donné au public français une première idée de cette activité clandestine d'intervention et de démantèlement des milliers de bobards débités chaque jour. Ce volume avait des ambitions pédagogiques, comme un « manuel de guérilla », et faisait ressortir le lien entre la « théorie » de Burroughs et sa pratique d'écriture, son effort solitaire de réveil, rejoint par d'autres efforts, ceux de musiciens et de poètes qui, dans les années 60 (Richard Brautigan, Jim Morrison des « Doors »), se dressaient aussi contre l'omnipotence totalitaire galopante, dévoreuse de temps et d'espace. Ils criaient tous ensemble dans les oreilles des sœurs, abrutis de lâcheté et de contentement, que l'homme moderne est devenu une machine étrangère à soi qui fonctionne sur programme, à temps complet, qui ne s'exalte qu'aux ordres et qui, le plus souvent, accepte allégrement de tuer.

Et que reste-t-il de ces incitations au désordre permanent ? Elles ont été entendues par certains que, depuis, un désarroi lucide a achevé de désintégrer. La démontage des médias et ses conséquences pratiques ont été aussi parfois réintégrés par l'alle marchande du capitalisme réjoui, les publicitaires, les artistes, les sémiologues finissant par vendre leurs petits trucs.

Dans « le Métro blanc » on reconnaît les traces d'un cataclysme avorté, les débris de manipulations qui, arrachées au contexte, au voisinage des formes sans cesse renouvelées de l'ennemi sans visage, n'ont plus que l'éclat lugubre des étoiles mortes.

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 12.)

ROBERT LAFFONT

CESBRON

Le premier recueil de ses poèmes

Merci, l'oiseau !

LE CATHOLICISME REND-IL MÉCHANT ?

« Regards sur Bernanos », de Henri Guillemin

cruties. Le roi médiéval dont il rêve aurait le mérite principal, échappant aux compromis électoraux, de tenir tête au fief suprême : les trusts, le trio, l'insure.

CETTE haine de l'argent est la seule constante, avec hélas ! l'antisémitisme — ce mot que « Hitler a déshonoré » ! — dans une suite de fulminations dont l'inconscience dépasse la férocité.

Solt, il n'y a que les sots qui ne changent pas d'avis, et Bernanos, comme Ringo passant du conservatisme au socialisme, va contre la pente habituelle de l'âge. Il a surtout le courage, après avoir approuvé la Phalange espagnole et applaudi à l'intervention italienne, de dénoncer rageusement la répression tranquille dont il a été le témoin à Majorque.

Mais Mauriac était bien bon de parler, dans sa réponse posthume, de l'action « un peu vague » de son destructeur obstiné. A quelques années d'intervalle entre les deux guerres, parfois à quelques mois, l'auteur des *Grands Cimetières* sous la lune voit dans la S.D.M. un « bienfait » et une « trinité de la chrétienté ». Il souhaite tout à la fois l'Allemagne « souffrir surhumainement », et qu'elle soit épargnée, que l'armée et l'Église s'unissent, puis qu'elles s'ignorent. Après s'être félicité que nous ne soyons pas un « peuple impérialiste », il se demande ce que nous deviendrions sans empire.

Les élections de Front populaire lui semblent tantôt « une humiliation », tantôt un bon point « contre la bourgeoisie possédante ». Il dénonce dans le christianisme social « l'abbé d'une famille de la chrétienté », mais il fait se demander à son curé de campagne s'il ne faut pas « prêcher l'insurrection aux pauvres ». Les patinoires à l'égard de la révolution de 1917 sont symptomatiques. 1930 : le « mal mortel » ; 1931 : la « prodigieuse expérience russe » ; 1933 : le « vent du feu du marxisme » ; 1941 : un « nouvel impérialisme », qui « a déséquilibré l'Europe ».

Les hommes ne sont pas traités avec plus de logique, et Mauriac n'a pas l'exclusivité des retournements com-

plets. De « tête de vipère » en 1932, Gandhi est promu « mystique paisant » en 1946. « Délégué à l'âme française » en 1941 — délégué « provisoire », il est vrai, — de Gaulle devient en 1947, lors d'une visite décevante à Colombes, un « libéralisme » aux qui les propos « rebondissent comme sur du caoutchouc ».

Les peuples eux-mêmes le déçoivent — ses hôtes espagnols, puis brésiliens, — et jusqu'aux paysans : en deux

la moindre pige, réduit à la mendicité et furieux d'y recourir.

Mais comme Léon Bloy, cet autre chrétien fanché et fulminant, il semble trouver à sa gêne et aux révoltes qu'elle lui inspire un profit insaisissable. Après tout, certaines de ses livres se sont bien vendus, et, voyant qu'il ne serait jamais un écrivain « pondéré » chaque automne, il aurait pu garder son métier d'assureur et se broutiller moins capricieusement avec tous les journaux.

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

mois, la Tunisie saine du « paradis marquis » à l'« Orient de bas » et à la « pondération d'infidèles » !

LES revirements fumeux et fumés, comment diable s'opèrent-ils ? D'où Bernanos tire-t-il l'effronterie d'en rajouter dans le vent, à mesure qu'il se contredit, quand n'importe qui d'autre, décoment, « s'écroulerait » ?

Bien qu'il connaisse l'homme et l'œuvre sur le bout du doigt, Henri Guillemin refuse de fournir de ces explications dont Bernanos disait qu'elles « font oublier la vérité » des êtres. Tout au plus laisse-t-il planer le soupçon d'un « secret », insidieux, fidèle en cela à qui laissait aux « imbéciles la démanipulation de sa conscience soi-même ». Mais le prodigieux réseau de ses *Regards* et de ses fiches par thèmes permet d'approcher à pas de loup quelques probabilités.

D'abord une certitude. Bernanos a mené météorologiquement une de ces vies de chien qui faisait supplier à Villiers de L'Isle-Adam : « On s'en souviendra, de cette planète ! ». Pas de fortune, six enfants, une jambe broyée par un accident de moto, une production irrégulière : jusqu'à son agonie affreuse en 1948, il sera aux abois, à l'extrême

Psaumes lui semblent d'une « tréte désespérée », et le cri de Job, un hurlement.

Il n'est pas loin de penser que le Créateur a connu les mêmes « spasmes de l'âme » que lui : les malédictions du Christ contre les pharisiens ont, selon lui, un « accent unique de colère et d'angoisse ». Il s'autorise plus de cette ressemblance, pour vitupérer, que d'on ne sait quel accès préférentiel à la Vérité, ou des anciennes pratiques de conversion fraternelle, comme certains de ses imitateurs d'aujourd'hui. Mauriac, lui a finalement pardonné au nom d'une fureur homicide toujours prête à se « retourner contre soi ».

C'est bien se fustiger soi-même que de s'en prendre, comme il fait, à l'Église, dont il ne sortira jamais. Car l'Église aura reçu les traits de loin les plus terribles : le papa qui n'a rien dit contre l'attaque de l'Éthiopie et si peu contre Hitler ; l'évêque de Majorque, qui a bûlé les tuteurs franquistes ; tout le haut clergé aux « doigts gras », qui a déçu les pauvres « jusqu'à l'os », puis a brisé dans le social, au lieu de sauver la chrétienté, de quoi « recommencer le monde ».

À relire ces imprécations, à voir s'éclaircir, sous la plume aculeuse, mais sans mensonge de Guillemin, leur formidable aboulie, on est saisi, bientôt trente ans après la disparition de Bernanos et devant l'écrit relatif de son œuvre, par deux sentiments contraires.

Une certaine imposture éclate — pour reprendre une de ses gradescités coutumières : non, un écrivain n'a pas forcément plus de courage et de talent parce qu'il s'adjuge le droit, toujours flatteur mais qui n'épate que les sordides intellectuels en mal de revanche, de traîner son prochain dans la fange en l'attribuant de noms d'oiseau. Subsidièrement, il se confirme que les hommes de plume ne gagnent pas à s'improviser polémiques pour se libérer la tête.

L'esprit public, en revanche, gagne à être secoué par des indolies de cette taille. Nisan avait raison de repérer dans son acharnement la volonté de réveiller les « cœurs endormis ». Seul dans ses *Grands Cimetières*, désespérant d'atteindre le centre nerveux d'une humanité sourde, de toucher le « bulbe du géant aveugle », on dirait que Bernanos aboie à la haine.

★ **REGARDS SUR BERNANOS**, de Henri Guillemin, collection « Voies vertes », Gallimard, 418 pages, 49 F.

ET CRITIQUE

ANDRÉE CHÉDID

Poèmes pour le Liban

CRIS

Comment te nommer, Liban ?
Comment ne pas te nommer !
Comment crier du fond de tes abîmes
hors des camps et des clans
loin des catéchismes de la discorde
Dévoré par chacun de tes vasaques
de quel regard te contempler
de quelle oreille t'entendre
de quelle voix te servir ?

CECI

Ceci était mon fils ma fille
mon père ma mère
Ceci chose mon élan
mon aïeul mon enfant !

La femme vêtue de noir
agglutinée aux mouches
tournoie dans une houle d'amour
et d'aversion
Tournoie et se déchire
autour d'un tas de chair
qui s'élève sous le jour
Ceci fut un vivant
Ceci chose fut une personne
Ce sang dilapidé sur le bitume
s'ordonnait, hier encore, dans un réseau de veines
resséssait, hier encore, la loi de l'existence
Ce cœur-sentinel
s'est raidi sous le plomb
Ce sac-à-vermine
arbitrait des entrailles
où s'ouvrait le plaisir
où germait la vie
Un rictus a drainé toute la pulpe de ces lèvres
Ces orbites-à-journe logeaient œil et regards
Ceci fut un vivant
Ceci chose fut une personne
L'esprit travaillait cette motte d'indifférence
La parole soulevait cette forme interrompue
La femme vêtue de noir
trébale sous la tourmente
hurle dans le chaos
s'agglutine aimantée
à ce profil d'écorce
à cette main qui stagne
à ce mariage d'humours
à ce baluchon putride
à ce « Toi que j'appelle
et qui ne seras plus ! »

LA SOUCHE DE DEMAIN

C'était en plein midi
Le soleil fleurissait
sur un camp comme sur l'autre
quand cet homme sans frontières
se fit abattre sur la ligne de démarcation
Ce fut un temps de paix
que cette fille quitta les maisons d'abondance
pour la table du pain rassis
les ornières de l'exil
le campement des humiliés
Au village ce vieillard
enseménça le champ
de l'ennemi provisoire
qu'il savait son ami
Cette femme arrêta le bras vengeur d'un fils
Celui-ci donne asile aux pourchassés
L'autre abrite de son corps la corps d'un otage
Sous l'état des peurs celle-là pense les blessés
Après le carnage de sa ville
ce prêtre écrivait :

« Nous n'avons rancune envers personne
la cause de toute victime restera la nôtre »

Après la destruction de sa bourgade
ce chakh redisait :

« Nous continuons de penser
que nous demeurerons frères »

C'était en plein combat
Soudain ces foules en lutte
se joignent au même refus
Déchirant les pièces d'identité
qui scellent leurs différences
ils se déclarent :

semblables et réunis
Vous êtes ma seule famille
adversaires de la haine !
Partisans des victimes
en tous lieux menacés !
Mais quelles sont vos armes
en ce monde en armes ?
En ce monde de cloisons
quel est votre sentier ?
Pourtant vos voix porteront semence
Votre chemin surgira
d'entre les sols pionnés
Acharnés d'espérance
parmi les herbes de la fureur,
vous êtes la souche de demain.

* Ces poèmes sont tirés d'un recueil intitulé « Cérémonial de la violence », à paraître chez Flammarion.

MORT DE ROBERT GUIETTE POÈTE DE L'ESSENTIEL

Nous apprenons la mort du poète belge Robert Guiette, le 8 novembre dernier.

Le dernier livre que Robert Guiette aura tenu entre ses mains fut la Vie de Max Jacob (Nizet) qu'il commençait d'écrire, sous la dictée de son modèle, avant 1930 et reprit en 1975 pour qu'il citât le jour avec le centenaire du poète, au musée de Montmartre (voir le Monde du 5 novembre 1976).

La longue œuvre enseignante et les recherches de philologie romane que Guiette — né à Anserre en 1895 — poursuivit de la Sorbonne à l'université de Gand et à l'Académie royale de langue et de littérature françaises ne doivent pas faire oublier le poète qui fut l'ami d'Henri Michaux, de Norge et de Marcel Thiry comme naguère de Max

Jacob, de Blaise Cendrars, d'André Salmon et de Franz Hellens.

Dans la préface qu'il a donnée à l'anthologie de Guiette, Poésie (1922-1971), publiée aux Éditions universitaires, en 1965, Jean Cassou concluait ainsi : « Une œuvre ainsi faite et qui se fait, un langage d'une aussi ferme matière, tout cela est de la plus haute noblesse et de la plus parfaite élégance. Une vertu suprême s'y dégage, qui est la fidélité. »

J'ajoute que cette fidélité à l'essentiel est, comme dans les années trente et pour l'essentiel de la poésie, la plus fidèle révélateur de l'insoumission.

Après Ombres vives (1960), il y eut Rencontres (1973) puis Calligrammes (1975), trois livres qui se rassemblent dans une partition suprême de poète montmartrien. E. H.

Aïcha, la chrysalide

* LA CHRYSAÏDE, d'Aïcha Lemine. Éditions des Femmes, 277 pages, 32 francs.

ELLE s'appelle Aïcha comme la plus jeune femme du prophète, la plus guerrière et, dit-elle en souriant, sa préférée. Elle a trente-cinq ans. Elle rayonne. Non, Aïcha n'est pas comme les autres. Elle porte sur elle la prophétie de son père, qui, las d'avoir des filles, fit saluer la naissance de celle-ci, comme celle d'un garçon, de sept coups de canon. Avant de mourir à cheval l'année suivante. Née chez les Nemencha, une tribu de cavaliers et de conteurs, Aïcha fut élevée à Tabessa, à l'est de son pays, puis à Annaba, l'ancienne Bone, avec une ambition : celle de devenir écrivain. Les meilleures amies de cette fille blonde, rieuse, chaleureuse, mince (au pays où la minceur est une tare), ne sont pas, comme on croirait à la voir, son charme ou sa beauté. Mais son courage, son « cœur » comme elle dit, sa ténacité. Elle apprend assidûment l'arabe classique et ne désespère pas de se servir un jour de cet instrument subtil pour écrire. En attendant, elle s'exprime en un français coloré qui chaque jour se fait plus arabe.

Ouvrir les portes du harem

Qu'a-t-elle à dire ? Beaucoup. Sur la femme algérienne, pour commencer. Sa Chrysaïde saist et fixe, à travers l'histoire d'une famille comme mille autres, l'injustice et la douleur qui sont le lot quotidien de la femme. Il y a Khadija, née en 1917, mariée à seize ans, vivant en pionnière une maternité difficile et les remariages de son époux. Il y a Faïza, née dans les années 40, intellectuelle devenue citadine, qui choisit d'être médecin. Il y a leurs comparses, insouciantes ou snobs, commères désœuvrées ou militantes discrètes. Il y a la révolution qui gronde et l'accession du pays à l'indépendance. Il y a la

hiatus entre les efforts officiels et la réalité de la vie.

L'islam, fondé entre autres sur la valeur guerrière de l'homme, a enfanté l'une des civilisations les plus misogynes du globe. La fierté et le sens exacerbé de l'honneur ont engendré chez l'homme musulman une véritable névrose de jalousie. Ce que les Latins connaissent à un moindre degré sous le nom de « machisme » devient vite, s'il n'est dominé, terrifiant. Les droits du père et du mari, en terre arabe, sont sans limites. Aïcha nous le donne à voir et s'élève contre le

marriage forcé, la répudiation, la polygamie. Elle demande, en première urgence, l'abolition de celle-ci, à remplacer dans un premier temps par la bigamie. Aïcha, qui ferait une bonne journaliste, sait convaincre.

Elle ouvre les portes du harem, ce quartier des femmes, sacré (« harim » en arabe veut dire défendu), clos sur lui-même. Ragots, superstitions, révoltes, pleurs et joies, tout est là. Et qu'il soit rural ou citadin, le monde dépeint par Aïcha n'a rien de révolutionnaire, hélas ! « C'est vrai ce qu'elle dit, oh, comme c'est vrai ! »

ÉCHOS ET NOUVELLES

Édition

LES PRESSES DE LA RENAISSANCE, Imprimerie Saint-Germain, Paris-7^e, lancent une nouvelle collection de classiques : « L'Univers des Livres », dirigée par Claude Bonnefoy, et offrant à côté de l'appareil critique traditionnel : biographies, bibliographies, notes, etc., une approche en profondeur des textes, dans leurs implications modernes, psychologiques et idéologiques. Les premières titres parus sont : « Splendeurs et misères des courtisanes » : présentation et notes de Daniel Oster ; « Madame Bovary » : présentation et notes de François Sussani ; « Les Liaisons dangereuses » : présentation et notes de Robert Abirached ; « Le Rouge et le Noir » : présentation et notes de Jean-François Peyret. Le prix de chaque volume, relié dans une présentation noir et or, varie de 25 F à 35 F, en fonction de son épaisseur.

Hommages

À L'OCCASION DU CINQUANTAIRE DE LA MORT DE RAÏNER MARIA RILKE, le secrétariat d'état à la culture organise un hommage au poète autrichien. Une exposition consacrée à

« Rodin et les festivals de son temps » s'ouvrira le 16 novembre au musée Rodin, rue de Varenne, cependant qu'une plaque à la mémoire de Rilke sera inaugurée.

Pris

LA « MÉDAILLE D'OR » DE LA FONDATION INTERNATIONALE des peintres, poètes, écrivains et journalistes, dont le siège est à Rome, a été attribuée le 9 novembre, à Paris, à Sandra Jayat, pour l'ensemble de son œuvre. De nationalité française, Sandra Jayat, gitane manoucha, est l'auteur de plusieurs recueils de poésie, notamment : « Herbes manouches » (La Colombe), « Limes nomades » (Seghers).

Manifestations

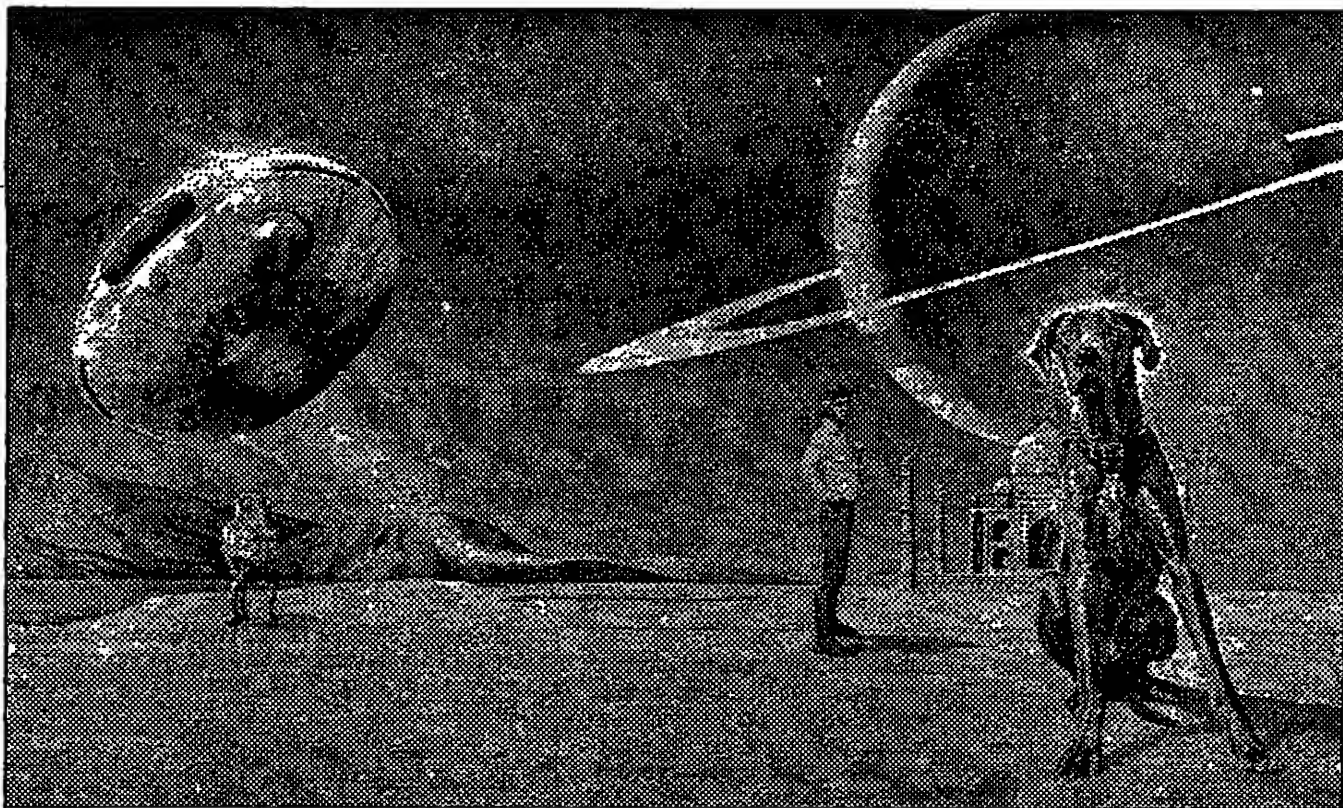
L'Association Sciences et Culture organise, le samedi 20 novembre, à 20 h 45, à la Maison des jeunes et de la culture de Massy, 78233 Saint-Denis, un débat-spectacle sur « Le poète dans la cité », animé par Jean-Pierre Romay et son équipe du Club des poètes. Le débat illustré par un récit poétique portera sur deux questions essentielles : « Où va la poésie ? » et « Le poète a-t-il un rôle à jouer dans la société ? ».



commente Chadia, qui l'a lue à ma demande. Chadia vit dans ma maison. Elle a vingt-cinq ans. Elle travaille dur, en France depuis quatre ans. Elle a refusé l'homme que son père voulait lui imposer. En est un peu triste. « Tu as mangé tes enfants dans ton ventre », lui dit-on là-bas, comme aux vieilles filles. Aïcha l'écrit, val lui a redonné ce qu'on appelle l'espoir.

Pour une Européenne en blue-jeans qui lit Beauvoir ou les Peanuts et affiche librement ses « boy-friends », Aïcha informe. Pour Chadia, Aïcha donne l'exemple. La première de sa génération à témoigner par le biais du roman, elle a su nous offrir, avec cette saga dégraisée, un livre intelligent et naturel, qu'aime son aînée Assia Djebar, plus radicale, plus impatiente pourtant dans ses revendications. Aïcha, elle, va son rythme. A l'image du verset du Coran qu'elle nous propose en épigraphe à sa Chrysaïde : « Quand vous mesurez, remplissez la mesure. Rendez la balance égale et vous remplirez les lois de la justice et de l'honnêteté. »

FRANÇOISE WAGENER.



SCIENCE-FICTION MAGAZINE

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
LES GRANDS MAÎTRES DE LA SCIENCE-FICTION
ET DE L'ILLUSTRATION ENFIN RÉUNIS.

Des nouvelles inédites, des interviews d'auteurs, la présentation des grands films, les critiques littéraires, la science-fiction rétro, tous les grands genres sont présents dans Science-Fiction Magazine.

Avec en plus une nouvelle dimension, l'illustration grand format en couleur 56 x 40.

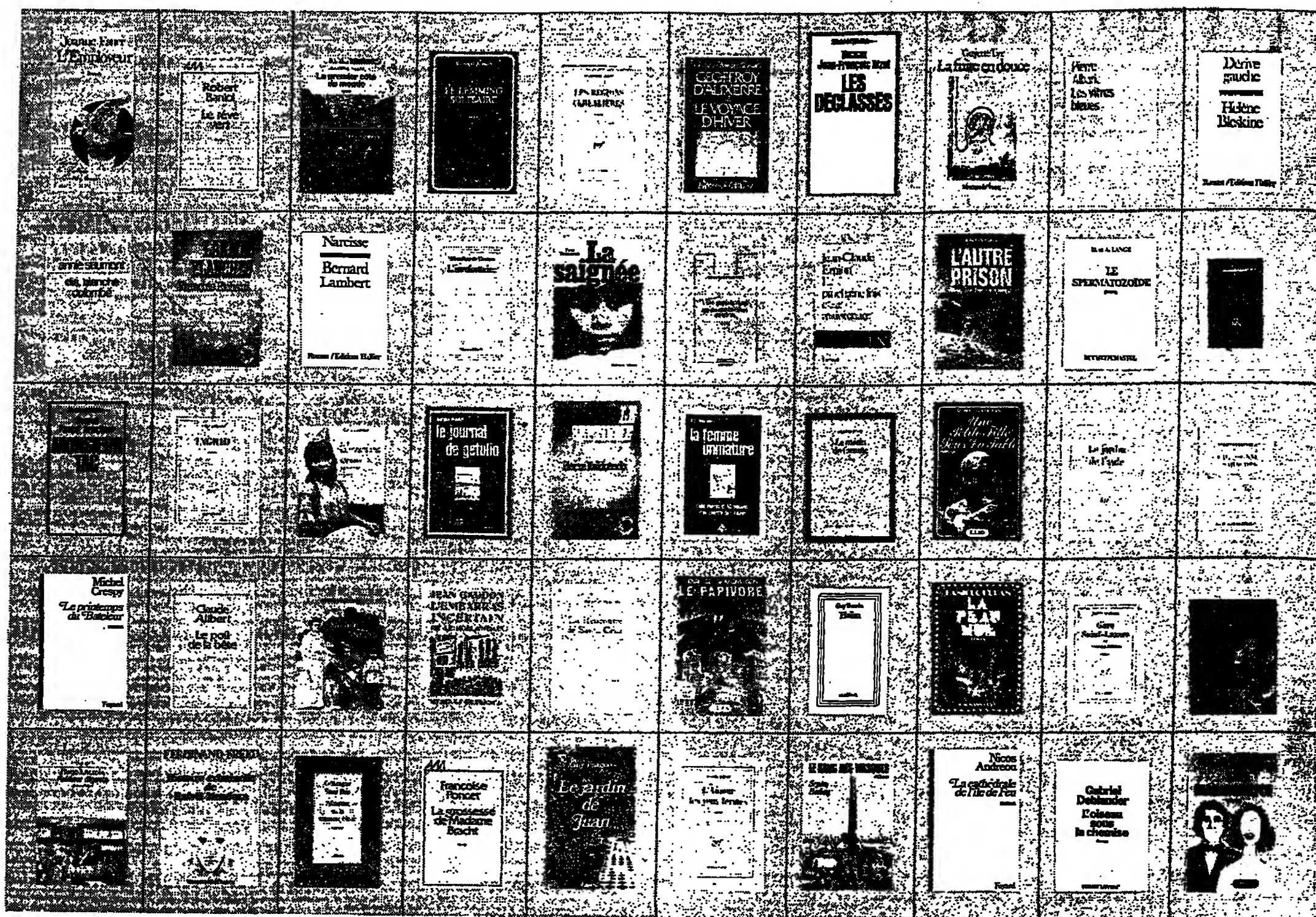
Ce mois-ci dans le premier numéro : 3 nouvelles dont « Le Répit » d'Isaac Asimov, une interview de Philippe Druillet, l'histoire du truquage cinéma de la science-fiction, les illustrations géantes de Chris Foss, Bruce Pennington, etc.

SCIENCE-FICTION MAGAZINE
Une nouvelle vision du futur

Une publication des Éditions de France chaque mois chez votre marchand de journaux.

Spécial lancement :
Pour son lancement, Science-Fiction Magazine vous fait profiter d'une offre exceptionnelle d'abonnement à prix réduit.
6 mois 25 F (étranger 30 F) au lieu de 48 F.
Pour bénéficier de cette offre, retourner ce bon rempli et accompagné de votre règlement aux :
ÉDITIONS DE FRANCE
18, rue Théodore Deck 75737 Paris Cedex 15.
Mode de règlement :
Chèque ☐ C.C.P. ☐ Mandat-lettre ☐

Nom _____
Prénom _____ Age _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____



La Fnac donne la parole à tous les auteurs qui sortent aujourd'hui leur premier roman

avec une quinzaine spéciale des Rencontres à la Fnac

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE nous propose 52 premiers romans. Dont certains vont révéler, peut-être, de vrais écrivains, de vrais romanciers - les Proust, les Céline, les Robbe-Grillet ou les Simonon de demain.

Encore faut-il que ces premiers romans aient le contact avec le public. Et la plupart des éditeurs, ayant fait l'effort d'éditer, se montrent ensuite assez discrets quant à la promotion de ces ouvrages qu'ils considèrent comme autant de paris.

Et c'est pourquoi la Fnac, en liaison avec les Nouvelles littéraires, a voulu contribuer à mieux faire connaître ces premières œuvres. En leur offrant un contact direct avec le public dont, finalement, leur avenir dépend.

A ces nouveaux romanciers, la

Fnac a donc offert la tribune que représentent ses Rencontres à la Fnac. Et 36 auteurs y seront présents. Et pour ceux qui étaient indisponibles aux dates prévues, leurs livres seront là néanmoins - présentés par Claude Bonnefoy.

Au total donc, c'est 12 rencontres. Où Maurice Achard, Jean-Louis Ezine et Marc Terrasse (tous les trois critiques aux Nouvelles littéraires) animeront le dialogue avec plusieurs milliers de lecteurs.

Remarque à propos de ces premiers romans... On les trouve surtout publiés par de petits éditeurs - ce qui laisserait à penser que les gros tendent peut-être à oublier leur fonction de découvreurs au profit d'œuvres prévendues ou simplement suggérées par leurs services marketing.

Mardi 16 novembre, à 15 h
Gérard-Humbert Goury : « Geoffroy d'Auxerre ou le voyage d'hiver... » Un héros qui, enquêtant sur un moine oublié, ne fait que rechercher sa propre identité... (édit. de l'Athénor).
Bernard Lambert : « Narcisse... » Un mythe perverti par un Narcisse qui, à son image, substitue celle de son époque... (édit. Hallier).

Mardi 16 novembre, à 18 h
Pierre Gombert : « Le prix d'un taxi... » Derrière le doux prénom de Sophie, un personnage infiniment cruel et d'une rare violence de comportement... (édit. de la Table ronde).
François Richard : « Larmes blanches... » Une écriture volontairement

brutale pour raconter l'histoire d'un braquage organisé par un ancien parano... (édit. J.-C. Lattès).

Mercredi 17 novembre, à 15 h
André et Dominique Lange : « Le spermatozoïde... » Mais à quoi peut bien penser un fœtus dans le ventre maternel... (édit. Buchet-Chastel).

Jean Manévy : « La marionnette... » Un enfant, pour peupler sa solitude, confectionne une poupée de chiffons... (édit. J.-C. Lattès).

Françoise Poncet : « La grossesse de Madame Bracht... » Une vieille femme solitaire vit intensément une grossesse qui n'est pas la sienne... (édit. Albin-Michel).

Guy Suarès : « Halm... » Sous ce titre

hébreu qui signifie « la vie », la méditation d'un vieil homme au bord de la mer et au bord de la mort... (édit. Stock).

Mercredi 17 novembre, à 18 h
Jean-François Bizot : « Les déclassés... » L'apprentissage idéologico-politique d'un jeune bourgeois des années 60... (édit. du Sagittaire).

Hélène Bleskine : « Dérive gauche... » Aujourd'hui, parmi ceux qui ont vécu mai 68... (édit. Hallier).

Jean-Claude Emion : « La prochaine fois, c'est maintenant... » Aix-en-Provence mis à feu et à sang sous l'œil réjouissant de marginaux... (édit. Denoël).

Michel Henry : « L'amour les yeux fermés... » Œuvre de politique-fiction, où l'Etat meurt par la terreur qui s'installe dans l'Université... (édit. Gallimard).

Judi 18 novembre, à 15 h

Nicos Andréou : « La cathédrale de l'île de feu... » La vie de forçats dans une île crétoise devenue camp de prisonniers... (édit. Fayard).

Gabriel Deblander : « L'oiseau sous la chemise... » Avant la guerre et après la guerre en pays wallon... (édit. Laffont).

Claude Dejacques : « Les 4 chemins du soleil... » Guatemala-City en 1954, et le renversement d'un régime progressiste par un groupe de mercenaires... (édit. Entente).

Renté Mac Cormick : « Une petite fille sous la table... » L'avant-guerre de 14 vue par une fillette... (édit. J.-C. Lattès).

Judi 18 novembre, à 18 h

Yves Bougaran : « La saignée... » L'amour passion d'un homme pour la forêt amazonienne... (édit. de l'Athénor).

Jean-Marc Lovay : « Les régions

créolaises... » L'ombre de Kafka dans le paysage des grands domaines agricoles... (édit. Gallimard).

Vendredi 19 novembre, à 15 h

Blandine de Caunes : « L'involontaire... » Le passage difficile sinon périlleux de l'adolescence à l'âge adulte... (édit. Stock).

Betty Duhamel : « Gare Saint-Lazare... » Une jeune femme qui règle ses comptes avec son passé sentimental... (édit. Gallimard).

Joanne Esner : « L'employeur... » Une jeune femme à la découverte de l'homme qui est aussi son patron... (édit. Tchou).

Gonzague Saint-Brès : « Athanase ou la manière bleue... » Une œuvre sur les rapports de la jeunesse et du pouvoir... (édit. Julliard).

Vendredi 19 novembre, à 18 h

Pierre Albaric : « Les vitres bleues... » La métamorphose d'une femme sous les gestes de l'amour... (édit. Mercure).

Danièle Héran : « La peau nue... » Un rêve de comédienne qui débouche sur une revue très déshabillée à Pigalle... (édit. Calmann-Lévy).

Roger-Georges Morvan : « La femme immature... » Un journal de l'amour fait d'inconstances, d'incertitudes et de revers... (édit. ATP).

Julie Pavési : « Vivre oiseau ou mourir... » Une fiction burlesque, nourrie de jeux de mots et d'images... (édit. des Femmes).

Mairie Vaubourg : « Silence... on crie... » La petite vie d'une petite bourgeoise débouchant sur un suicide... (édit. des Femmes).

Vendredi 26 novembre, à 18 h

Un club de critiques littéraires essaiera de faire le point et le bilan de cette quinzaine de présentation des premiers romans 1976.

Mardi 23 novembre, à 15 h

Michel Crespy : « Le printemps du batelier... » La simple histoire d'un étudiant qui attend la rentrée universitaire dans une ville de province... (édit. Fayard).

Hugo Lacroix : « Raideur digeste... » Une autobiographie parfaitement imaginaire... (édit. du Seuil).

Mardi 23 novembre, à 18 h

Claude Aubin : « Le marin de fortune... » Les tribulations d'un marin en mer et un certain regard du côté de Céline... (édit. du Seuil).

Aurélien Montel : « Le journal de Gétulio... » Un vaquero brésilien parti à la découverte du monde... (édit. ATP).

Renaud Rosset : « Le lemming solitaire... » Comment, dans l'inconnu du Grand Nord, on peut rencontrer son destin... (édit. J.-C. Lattès).

Judi 25 novembre, à 15 h

Tara Depré : « Anodin... » A partir d'une rêverie, on entre dans un monde au-delà du réel... (édit. Hallier).

Henri de Grandmaison : « Le papi-vore... » Un homme qui bâtit un empire de presse vu par un journaliste de Ouest-France... (édit. J.-C. Lattès).

Mari-Françoise Pozza : « Mes sourires sont autant de larmes... » Une jeune femme est atteinte d'un cancer, et raconte... (édit. ATP).

Vendredi 26 novembre, à 18 h

Un club de critiques littéraires essaiera de faire le point et le bilan de cette quinzaine de présentation des premiers romans 1976.

Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis)
Photo, cinéma, radio, tv, disques, vidéo, hi-fi. Et tous les livres 20 % moins chers de 10 h à 20 h, du mardi au samedi; jusqu'à 22 h le mercredi

سورة من القرآن

Études religieuses

Pour une théologie du jeu ou la séduction de Harvey Cox

* LA SÉDUCTION DE L'ESPRIT, de Harvey Cox, traduit de l'américain par Jeanne-Marie Marrou. Éditions du Seuil, 315 pages, 35 F.

LES Français se font du théologien une image stéréotypée : un homme de cabinet maniant des idées générales et se complaisant dans l'abstraction.

Cette optique n'est pas dénuée de tout fondement : les catéchismes de jadis, qui étaient des traités primaires de scolastique pernicieuse, la justifie en un sens. Mais elle est fautive, et pour cela injuste. Qui de plus chaleureux que Hans Urs von Balthasar ? Où trouver un homme de contact qui soit plus assailli d'expérience que Chenu ? Et, si l'on quitte l'Europe, comment définir Harvey Cox autrement que comme un amoureux de la vie et de la gratuité, un poète, un jongleur de Dieu, un humaniste ? Ce qui ne l'empêche pas — bien au contraire — de creuser un sillon spirituellement théologique et de s'être fait un nom parmi ses pairs. « La Cité séculière » (1968) compte parmi les ouvrages chrétiens les plus importants, et, si « la Fête des fous » (1971) a provoqué des remous, elle est citée partout comme une œuvre rafraîchissante et féconde.

Vient aujourd'hui d'être traduit de l'américain « La Séduction de l'esprit ». Bon et mauvais usage de la religion populaire. On peut penser que ce livre voudrait de ce dernier-né, sauf qu'il est insignifiant. Harvey Cox préfigure peut-être la théologie de demain. Foin des grandes synthèses — de type médiéval — au profit d'une attention au ras du sol, d'une attention aux comportements de nos contemporains et d'une sympathie désintéressée pour ceux et celles qui prennent la religion « par l'arrière » (Robinson).

« Séduction », écrit-il, désigne ici non pas un mauvais usage de la religion, non pas du sexe, mais de l'esprit. En gros, la séduction de l'esprit est une division calculée des intérêts religieux naturels et soins de l'homme dans un but de contrôle et de domination. C'est le plus usuel des abus de la religion : parce qu'il attrape sournoisement les gens à leur propre piège.

La religion peut, soit aggraver la maladie, soit contribuer à sa guérison. Elle devrait enfanter simultanément des visionnaires et des législateurs, des prêtres et des prophètes. « Elle devrait célébrer à la fois la tête et le cœur. » Notre époque est « ridiculement » déséquilibrée. La religion doit devenir corrective et critique. Il importe de démasquer certaines formes et religions qui continuent à « abrutir nos esprits ». « Prenons le parti des capteurs d'histoires ».

Et Harvey Cox de raconter, à l'appui de ses dires, sa propre histoire, ses propres cheminement religieux. Dans sa théologie de la ville, il se sépare nettement d'Eliot dont la pensée est, dit-il, « élitiste » et sa conception de l'homme par trop pessimiste. La cité, pense-t-il, doit pouvoir être humanisée, sinon tout espoir serait perdu.

Harvey Cox réhabilite, dans une certaine mesure, la religion populaire. Il y voit, non plus comme il le croyait voici dix ans, l'opium du peuple, mais « le noyau irréductible de l'identité d'un peuple et ce qui alimente sa lutte pour la dignité de la survie ».

Puisque le but de la religion est la libération de l'homme, il importe que la théologie s'oriente, elle aussi, dans ce sens et donc « qu'elle change sa problématique et ses méthodes ». Sa tâche est de « délivrer les captifs de leurs liens », ainsi que le disait, avec un étonnant esprit d'auto-propos, Anna Louise Strong à Mao. Telle est la signification de l'Exode et de l'événement pascal.

Ces propos de Harvey Cox sont à tout moment enrichis du récit de ses expériences. Celles-ci vont de la liturgie ou de la danse à des participations à des fêtes on ne peut plus profanes. Par exemple, à des ébats nudistes dans des piscines mixtes d'eaux sulfureuses à l'Institut d'Esalen, en Californie. Seuls les puritains y trouveront matière à se scandaliser. Mieux vaut croire Harvey Cox affirmant que ces bains, où l'on est heureux d'être ensemble « comme au premier matin du monde », ont vraiment « enrichi » sa théologie.

La monogamie, estime l'auteur — bien qu'elle lui semble « préférable », — ne devrait pas être investie d'une valeur sacrée. Elle n'est pas, à ses yeux, une exigence absolue de la vie chrétienne, ni l'unique forme acceptable du mariage chrétien comme les chrétiens africains nous le montrent.

Harvey Cox rêve d'une encyclopédie académique ordonnant à toutes les Églises de vendre leurs biens sans exception. Elle s'appellerait « Lucrum solax » (« l'Argent malpropre ») ou « le Florissant François ». Il rêve aussi d'une Église plus ou moins syncrétique à la fois enracinée dans chaque pays et universelle (vision catholique en somme). Après diverses considérations sur le « dynamisme » et la « Vierge », sur les mass media, Cox se lance dans un post-scriptum savoureux sur l'avenir de la théologie. Celle-ci devrait être « une forme de jeu ». Le jeu « qui se moque », le ridicule étant une des formes les plus efficaces de la démythologisation ; le jeu qui « fait croire », à grand renfort de fantaisie, d'invention et d'imagination. Se mettre à l'école des chomans et des gourous pour apprendre aux gens comment expérimenter les vastes réalités qu'ils ignorent. Enfin, le jeu « comme activité inutile », non rentable, caractéristique du langage de l'esprit. Car la théologie, conclut-il, est au milieu des autres sciences « comme un noyau obstiné de résistance ». Son message est eschatologique. « C'est une sorte de sommation adressée à l'humanité pour qu'elle décide de son avenir ».

Telles sont les principales intuitions de ce livre foisonnant. Il fera, certes, froncer plus d'un sourcil ou pays de Descartes. Né aux États-Unis, dans une maison bilingue entre une Église catholique et une Église baptiste, Harvey Cox a des ancêtres gallois et écossais. C'est à la fois un pragmatiste et un rêveur qui préfère l'homme aux livres et la nature aux systèmes. Sa pensée fuse dans toutes les directions. Il butine beaucoup de fleurs, mais au moins il a quelque chose à dire, ce qui n'est pas si fréquent et il le dit dans un langage accessible, ce qui est encore plus rare. Il est plein de santé ; il donne à réfléchir, même et surtout quand on ne le suit pas. Sa pensée est jeune, son humour reposant.

HENRI FESQUET.

Et après...

* CELUI QUI VIEND, d'André Manaranche, édition du Seuil, 230 p., 25 F.

* DIEU VIEND DE L'AVENIR, de Pierre Taler, édition du Centurion, 160 p., 22 F.

LES prophètes ne prédisent pas tant le futur qu'ils le préfigurent. Ils rappellent à ceux qui seraient tentés de l'oublier que Dieu est l'auteur de l'homme et que le présent s'explique davantage par le futur que par le passé. C'est peut-être la faiblesse des historiens et des psychologues que de définir l'homme à partir de ses origines. C'est la force, en tout cas, de la religion chrétienne de rendre compte de la destinée humaine par son avenir et par son « terme » plus que par son passé. Dieu est le point oméga. Le dernier mot du Nouveau Testament, dans l'Apocalypse, est : « Oui, je vais revenir ! Asses ! Revenez, Seigneur ! » Le « grand soir » (1) des communistes est un démarquage du « grand matin » des chrétiens.

Deux ouvrages très différents ont repris ce thème de l'apocalypse.

André Manaranche, sous le titre Celui qui vient, présente l'attente chrétienne qui plonge au cœur du monde pour en soulever la messe. Et pourtant, elle est autre chose qu'un projet humain même démesurément grand. Ce n'est pas l'aboutissement d'un processus, mais la manifestation de Quelqu'un. Le royaume de Dieu n'est pas sans rapport avec les efforts de l'homme, mais il ne suffit pas pour le définir d'en faire le prolongement en poussant de l'avenir de l'histoire.

De son côté, Pierre Taler, responsable de la paroisse sacramentelle du diocèse de Paris, s'appuie sur les grands moments liturgiques de l'année (l'Avent, Noël, Carême et Pâques) pour célébrer, en poète qu'il est, la foi et la vie chrétiennes. Un beau livre plein de sève tissé dans la « liberté des enfants de Dieu ».

H. F.

(1) Jean Carrère, journaliste mort en 1952, a repris le premier cette expression dans un poème de la Plume (1952). Il le tenait, dit-il, « bobème » du quartier Latin.

ROGER MEHL.

L'itinéraire de Marcel Légaut

LA TERRE, MAÎTRESSE DE SPIRITUALITÉ

* BERNARD FEILLET INTER-ROGE MARCEL LÉGAUT - PATIENCE ET PASSION D'UN CROYANT, Éditions du Centurion, 222 pages, 35 F.

RECU à Polytechnique, normalien, agrégé de mathématiques, docteur en sciences, universitaire pendant vingt-cinq ans, Marcel Légaut — il a l'âge du siècle — est depuis trente ans paysan et berger dans la Drôme. C'est à la fois son visage et dans sa tenue. Ce contemplatif au doux sourire et aux yeux malicieusement étonnés, il a mûri dans la solitude de sa retraite. Son non-conformisme est comme une seconde nature et le rend difficile à classer. Quelle aubaine !

Voilà un homme-né, comme il le dit, « enfant de chœur », qui a passé sa vie à « enlever les oripeaux de sa fonction ». Ce qu'il écrit sonne vrai. Il a horreur de retourner sept fois sa langue dans sa bouche, qu'il a nusé sa pensée par la suite. Cette spontanéité frappe tout de suite dans le livre-interview qui vient de paraître. Son franc parler, ses parties pris, ses outrances même sont robotiques.

En voici quelques échantillons :

« Je reproche à Congar dont par ailleurs j'aime les tendances acuminées, de dire : « Nous avons eu » de très grands papes. » Non, nous avons eu des papes qui seront jugés de façon extrêmement sévère dans le futur parce qu'ils n'ont rien préparé, n'ont rien prévu, ont tout empêché, notamment Pie X. J'en dirai presque autant de Pie XII. (...) J'avais mis un très grand espoir dans Paul VI mais il m'a déçu. »

« Les protestants persécutés par la bras séculier inspiré par l'Eglise catholique, alors religion d'Etat, qui se réunissaient pour célébrer la Cène, étaient plus dans l'esprit de Jésus que ceux qui l'opprimaient au nom de l'orthodoxie. »

« Moi-même, je m'ennuie à la messe ; bien plus, j'en suis malade. Ces messes ne sont pas dignes de cette soirée unique sur laquelle planait la mort et l'échec. Il est radicalement faux et pédagogiquement vicieux de dire que le célibat est le plus haut choix (...). Beaucoup de prêtres seraient mieux dans leur peau, auraient une vie spirituelle plus juste s'ils étaient mariés. »

« Il est fort discutable de s'enfermer dans un monastère à vingt-cinq ans. Choisir la vie cloîtrée, surtout au début de l'existence, me paraît, pour l'ordinaire, une grave erreur d'aiguillage. »

« Teilhard de Chardin était ce proverbe chinois : « Une religion dure » deux mille ans. » Nous en sommes là et l'attente d'une nouvelle naissance religieuse (...). Jamais nous n'avons

été plus près de la renaissance de l'Eglise. »

Banalités ou au contraire morceaux de bravoure ? Ni l'un ni l'autre dans la bouche du grand croyant qu'est Marcel Légaut et qui se présente, même s'il en est l'enfant terrible, comme un homme d'Eglise. De cette Eglise, précisément, il dit, reprenant une expression de Nietzsche *Lux mea, crux mea*. C'est d'ailleurs au christianisme que ce penseur a consacré tous ses livres. Il a toujours été tenté par la vie conventuelle. C'est l'intensité de sa vie intérieure qui rend Légaut pratiquement inattaquable.

Ses sources ? Il les a puisées dans un premier temps chez M. Portal, « dirigé » de M. Pouget, Gabriel Marcel, Gustave Thibon, Kierkegaard, Brémond, Bonhoeffer, Sullivan, Teilhard, René d'Oulines, etc. Mais au total, Légaut a peu lu. Son livre le plus habituel est la glèbe. « *Al vécu*, dit-il, en symbiose, en communion avec ce qui naît, vit et meurt dans le silence de la nature. Cela est irremplaçable. »

On a dit de Légaut, en Allemagne, qu'il était un « révolutionnaire silencieux ». L'expression lui plaît. Ses succès de librairie n'avaient pas été prévus par l'éditeur. Le Seuil, Desclée, Grasset, ont refusé tel ou tel manuscrit. Aubier a accepté avec réticence. Résultat : cinquante mille exemplaires vendus au 1^{er} janvier 1975.

Bernard Feillet, prête animateur de la chapelle Saint-Bernard est allé interroger Légaut chez lui. C'est un peu, comme il le dit lui-même, « le rat des villes chez le rat des champs », mais ils se retrouvent dans une même soif de spiritualité. Aux questions les plus diverses, les réponses fusent, sans apprêt, vigoureuses, pleines de bon sens. Impertinentes parfois, rugueuses. Immodestes peut-être au regard de certains, habitués aux escarmouches ou aux finasseries de salon, mais rafraîchissantes par leur sincérité, émouvantes par leur profondeur. Les pages sur Jésus sont originales et pertinentes, même si elles font bon marché d'un certain enseignement rationnel et scolastique. Légaut préfère Nietzsche à Saint-Thomas.

Au total, un livre tonique et opportun qui devrait contribuer à élargir l'audience insuffisante de ce paysan de grande race et servir d'apêl à ses ouvrages antérieurs. Notamment l'introduction à l'intelligence du passé et de l'avenir du christianisme (1970) et l'Homme à la recherche de son humanité (1971) (Aubier).

Dans quelques mois paraîtra *Intériorité et engagement* où les jeunes, croyants ou non, pourront trouver des pistes de réflexion sur les rapports de la vie : spirituelle et de l'action. Notre temps a moins besoin de théologiens que de témoins.

H. F.

« Calvin et l'humanisme »

* CALVIN ET L'HUMANISME, de Calvin d'Astorg et de Philippe Lemerle. Paris, Presses universitaires de France, 1976, 104 p., 25 F.

FRANÇOIS WENDEL, historien et théologien de confession luthérienne (mort en 1972), a eu toute sa vie à cœur de maintenir à Strasbourg la grande tradition des études calviniennes. Il y a réussi à la fois par son œuvre personnelle et par un enseignement qui continue à porter ses fruits. L'année universitaire 1976-1977 s'est ouverte à la faculté de théologie protes-

tante de Strasbourg par la soutenance de deux thèses remarquables consacrées à Calvin, l'une (thèse de 3^e cycle) de Daniel Augburger sur Calvin et la loi mosaïque, l'autre (thèse d'Etat) de Richard Stauffer qui porte comme titre : « *Créateur et réformateur du monde, Dieu, la création et la Providence dans l'œuvre hominétique de Calvin* ». Ce début d'année universitaire aura aussi été marqué par la publication d'un livre posthume de François Wendel, *Calvin et l'humanisme*.

L'auteur remet en question on tout au moins nuance la théorie

classique de l'opposition fondamentale de la Réforme et de l'humanisme. Il fallait une rare audace intellectuelle pour tenter pareille gageure à propos de Calvin, dont le *Traité des sciences* (1550) est une attaque en règle contre l'humanisme. F. Wendel montre que jusqu'en 1533 au moins la seule ambition de Calvin a été d'être un humaniste, mais que le style d'Érasme d'Halluwa, que dans celui de Budé. C'est pour prendre rang dans le club des humanistes que Calvin publie en 1533 son commentaire du *Traité de la clemence* de Sénèque. Une analyse minutieuse de cet ouvrage permet à Wendel de conclure que l'unité du jeune Calvin jeune homme, questions religieuses est fort discutable, qu'il reste, comme son modèle Budé, attaché à l'Eglise romaine, qu'il souhaite une réforme modérée de l'Eglise et de la théologie, cette dernière étant libérée de la scolastique, mais qu'il redoute les innovations protestantes.

Contrairement à beaucoup d'historiens, Wendel situe la conversion de Calvin assez tardivement, aux alentours de la Toussaint de l'an 1533. Conversion sur laquelle Calvin a gardé un pudique silence, mais qui a dû être bouleversante, puisque trois ans plus tard le jeune disciple de Budé publiera cette somme théologique qu'est l'*Institution chrétienne*. Mais la thèse de Wendel est que, converti Calvin restera jusqu'à la fin de sa vie infiniment plus humaniste qu'il ne se l'est imaginé lui-même. Non seulement il considérera que les humanités constituent une préparation indispensable à l'étude de la Bible, non seulement il accordera une place privilégiée à la rhétorique, mais il cherchera à intégrer à la théologie tout l'apport humaniste qu'il estimera compatible avec la foi chrétienne. Malgré toutes les critiques qu'il adressera à la philosophie de l'Antiquité, il continuera à trouver chez les païens « cette admirable lumière de vérité », et aura, pour Platon, qui a bien vu que le souverain bien pour l'homme est d'être « conjoint » à Dieu, une tendresse particulière.

Wendel vérifie sa thèse sur trois points : la doctrine de Dieu, la morale et la politique de Calvin, se constituent en référence constante à la philosophie et au droit

ET VOUS APPRIVOISEREZ LES MOTS !

Les mots sont vivants, parce que le français est une « langue vivante ». Ils ont une histoire, ils naissent, se multiplient, changent parfois de sens ou de mode d'emploi, plus que jamais, il est indispensable de bien les connaître pour en faire bon usage, pour comprendre et se faire comprendre.

un dictionnaire novateur, unique

- par sa richesse en mots (plus de 70 000 mots des vocabulaires courant, classique et littéraire, scientifique et technique) et en renseignements sur les mots ;
- par la clarté de classement du vocabulaire et par la construction méthodique des articles ;
- par l'actualité de son information dans tous les domaines, l'abondance des termes nou-

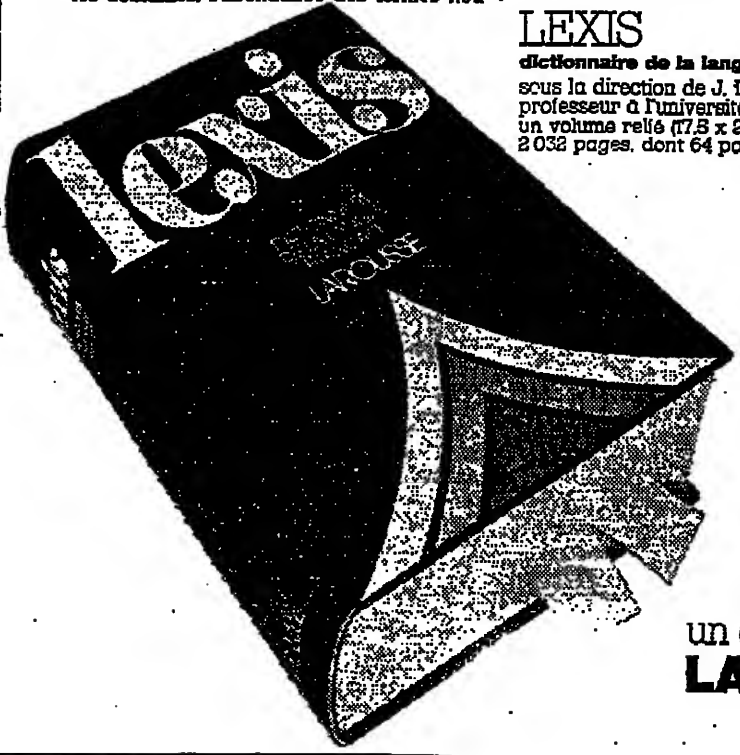
veaux, la représentativité bien réelle des citations contemporaines, qui en font l'outil de travail indispensable aujourd'hui ;

• par l'introduction, pour la première fois dans un dictionnaire, d'une grammaire complète présentée sous forme de tableaux synthétiques et comparatifs.

LEXIS

dictionnaire de la langue française

sous la direction de J. Dubois, professeur à l'université de Paris X un volume relié 17,5 x 25 cm 2032 pages, dont 64 pages de grammaire.



un dictionnaire LAROUSSE

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt ceux de cadres moyens que ceux de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'Ecole des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

TEXTE Marguerite Yourcenar présente Selma Lagerlöf

« Une tranquille aisance dans le visible et l'invisible »

Selma Lagerlöf fut la première femme à recevoir le prix Nobel de littérature en 1909. Savait-on à quel point Marguerite Yourcenar l'admire ? Cet autre grand écrivain féminin présente la romancière suédoise pour la réédition des œuvres principales de Selma Lagerlöf qu'entreprend Stock. Deux tomes prévus. Le premier, qui paraîtra le 15 novembre, contient la Saga de Gösta Berling, Jérusalem en Galilée, Jérusalem en Galilée et le projet de Marguerite Yourcenar dont nous donnons ci-dessous des extraits.

Il y a peu de romanciers de génie : les romanciers de génie sont, certes, encore plus rares. Les grandes poétesses, peu nombreuses, sont néanmoins assez pour qu'on puisse former d'elles tout un bouquet, mais un grand roman présuppose un libre regard porté sur la vie que la coutume sociale, jusqu'ici, a rarement permis aux femmes : il suppose aussi, dans les meilleurs cas, un luxe de puissance créatrice que les femmes semblent avoir rarement eu, ou du moins pas manifesté, et qui ne s'est donné jusqu'à présent que dans la maternité physiologique. Une seule et admirable exception à cet état de choses : Mourasaki Shikibu, qui est sûrement l'un

landaise : on pense à ces minuscules et mystérieuses figures assises dans la pose classique de la contemplation, jambes et mains croisées, qui ornent certains bronzes vikings, imperceptibles points de contact entre l'extrême Nord et un Orient plus proche qu'on n'aurait cru. Une femme sculpteur de la Suède de nos jours, Tyra Lindgren, dans un bas-relief consacré aux femmes célèbres suédoises, a mis Selma Lagerlöf au premier rang, sous l'arbre de la Bodhi, entourée par la brillante troupe qui comprend à la fois sainte Brigitte et Christine de Suède, Fredrika Bremer et Ellen Key. La sagesse de Selma, son humanité, sa tranquille aisance dans le visible et dans l'invisible méritent cette place d'honneur.

On a parlé assez confusément de roman-fleuve : nous avons chez elle une sorte d'épopée-fleuve, les sources mêmes du mythe. Elle prend naissance parmi les tourterelles et les cascades qui alimentent impétueusement les forges d'Ekeby, dans la Saga de Gösta Berling, avec leur bouillonnement de neige fondue, leurs écumes de superstitions, leurs feuilles mortes et leurs débris du siècle passé mêlés à la folle joie de la jeunesse. Ce premier ouvrage est peut-être le plus spontané du grand écrivain, un immense hymne à la vie en même temps qu'un chant de révolte innocent. Le fleuve passe ensuite par des défilés plus sévères : dans Jérusalem en Galilée, il reflète les montagnes sombres et vertes, les forêts battues par l'ouragan, les champs sacrés de temps immémorial par la peine humaine qu'engendrait l'immensité et le vieux Maître se refusant à quitter, même pour la Terre sainte, il entraîne dans sa crue le tronc d'arbre qui frappe au cœur le grand ingénieur, s'efforçant de sauver un petit groupe d'enfants enlevés par les eaux. Dans Jérusalem en Galilée, le fleuve passe souterrain sous l'aridité du désert. Dans Nils Holgersson, c'est toute la Suède qu'il irrigue, de la Laponie au Sund, mirant le vol triangulaire des oiseaux sauvages accompagnés du gémissement du vent, qui, à force de voir du pays, d'assister aux travaux et aux souffrances des hommes, de participer à l'existence pourchassée des bêtes, acquiesce en fait de cœur et de sagesse pour aider ses vieux parents dans leur pauvre ferme. Elargi aux dimensions d'un estuaire, mêlé aux eaux de l'océan, il entoure ce vaste archipel d'îles et d'îlots, tantôt riant, tantôt sombre, que sont les contes et les nouvelles de Selma Lagerlöf : les Liens invisibles, le Monde des Trolls, la Fille du grand maréchal, d'autres encore. Dans un récit évoquant l'après-midi du seizième siècle : les Florins de maître Arne, il enserme de ses flots gelés l'île où se cachent les assassins du vieux prétre. Dans l'Homme hors la loi et dans Charlotte Lidenholm, ces œuvres lourdes, tourmentées, contestables, ces vers la fin de la vie, il se salt des déchets de la machine, cet et du démentiel épique humain : il traîne dans ses remous les cadavres de la bataille du Jutland. Il lèche enfin de ses vaguelettes apaisées les paysages dans lesquels une vieille dame revit tendrement son enfance. (..)

Une froideur qui brûle

Quand on se demande d'où les hommes et les femmes de Selma Lagerlöf tirent leur force, on pense d'abord aux puissantes réserves de l'austérité protestante, dans laquelle l'auteur elle-même a été élevée. Mais en partie, cette réponse est au moins trop simple. Ces personnages si proches du monde naturel semblent surtout motivés par une stricte adhésion à l'ordre des choses : leurs bonnes résolutions croissent comme les arbres ou fleurissent comme les sources. Il faut tenir compte aussi d'un long héritage humain qui embrasse non seulement la tendre piété populaire d'avant la Réforme (le luthéranisme suédois n'a jamais rompu complètement avec les rites et les légendes

de la chrétienté médiévale), mais encore avec les legs des riches et obscurs « temps païens » (..). Le critique danois Georg Brandes, qui a lu « Selma Lagerlöf », nota immédiatement dans Gösta Berling « la froide pureté » des scènes d'amour. Il se trompait peut-être : cette froideur brûle. Son point de vue nous indique au moins que le naturalisme des années 1880-1890 pouvait se méprendre, tout au moins que le panthéisme de nos jours, sur ce qui constitue le fond passionnel et sensuel d'une œuvre. Les personnages de Gösta Berling, il est vrai, ne couchent pas, ou du moins ne couchent pas sous nos yeux, et les amours adultères de la commandante se situent avant le premier chapitre. Mais, comme dans tout grand art sévère, c'est symboliquement, et non par des détails physiologiques, que s'exprime l'amour charnel. Plus encore que les baisers donnés par Gösta à la petite comtesse Donna, les chants sauvages, la vitesse du traineau, le froid et les feux de la nuit évoquent l'orgasme amoureux. Dans le conte des Liens invisibles, qui nous montre un rustique enlevant une Troll couchée dans la forêt, l'orgie des papillons butinant les fleurs préfigure les émotions du jeune homme devant la belle fille que : on pense à la jeune comtesse de Brandebourg, mais avec une innocence primérale en plus. Selma hérite de la grande tradition épique où les rapports sexuels sont sous-entendus ou décrits avec chasteté, quelles qu'aient pu être, d'ailleurs, les réalités toutes crues dans la société du temps. (..)

A l'écoute des bêtes

Dans ce roman d'éducation qu'est le Merveilleux voyage de Nils Holgersson, les animaux enseignant au petit d'homme la prudence, la tendresse, le courage, il s'exerce à la pitié en rendant ses jeunes à l'école. Il encaisse ; il sait quelque chose de la résignation du vieux chien qui n'attend plus de son maître qu'un coup de fusil, de la vieille vache laitière bonne pour le bœuf du boucher depuis la mort de la vieille fermière qui lui confiait ses peines, appuyée à son flanc à l'heure de la traite. Les animaux des Fables de La Fontaine sont des hommes démentiellement déguisés en bêtes de la basse-cour ou des bois : ici, la sympathie et le sentiment de la peine commune renversent le mur des espèces. (..)

Deux chefs-d'œuvre replongeant l'enfant humain dans la vie primitive : le Livre de la jungle et le Merveilleux voyage, sont nés à peu près en même temps, à l'orée du siècle qui a le plus sauvagement saccagé et désacralisé la nature, et, ce faisant, l'homme. Selma Lagerlöf admettait avoir été influencée par Kipling, mais ces deux livres issus de deux tempéraments différents se ressemblent aussi peu que la jungle indienne et la lande lapone. Mowgli, adolescent est une sorte de jeune dieu qui possède les « matras » mois, a été par les animaux à détruire le village dont il veut se venger, ramenant seulement au monde humain (et pour combien de temps ?) par l'appel amoureux de la fête de printemps. Nils ne fera que rentrer dans sa petite ferme. Nous retrouvons l'humble morale utilitaire qui permet aux Dalcariens de survivre dans la Jérusalem qui tue. Le Livre de la jungle et le Merveilleux voyage ont le même sort, qui est d'être considérés comme des livres d'enfants, alors que leur sagesse et leur poésie s'adressent à tous. (..)

Dans cette œuvre si dominée par la notion du bien divin ou cosmique, le mal semble perdu comme un accident ou un crime humain. Les plus noirs contes fantastiques de Selma Lagerlöf proviennent rarement de nous l'horreur quasi viscérale que recherchent tant d'amateurs de surnaturel. Le Diable dans Gösta Berling n'est qu'un travesti, et son diabolisme est rudimentaire. Selma est toujours refusée à dire si l'ouragan qui pré-

cipite la conversion des paysans, dans Jérusalem, était véritablement une tempête spirituelle, le passage du Malin signifié par l'antique chasse infernale des mythologies du Nord, ou tout bonnement une tempête. Mais il suffit de comparer Jérusalem à cet autre chef-d'œuvre plus trouble : la Colombe inspirée, de Barre, pour s'apercevoir que les Dalcariens visionnaires gardent jusqu'à bout une sorte d'intégrité héroïque : les illuminés de Barre, au contraire, s'embourbent dans une zone plus ou moins démoniaque, où grouillent en tout cas des larves. Cela tient, certes, à ce que Barre, catholique de culture et de choix, recule avec un effort mêlé de nostalgie devant tout ce qui représente pour lui la tentation du désordre : les Dalcariens, eux, si désapprouvés ou si persécutés qu'ils soient, restent dans la grande tradition de la dissidence protestante. (..)

Le sens de la vie

« Je demeure perplexe en ce qui concerne le sens de la vie », avait dit imprudemment Selma en 1928 à un journaliste. Ce sage avoué souleva l'indignation de son public ; le doute philosophique n'était pas ce que ses lecteurs attendaient de leur idole. Comme il arrive toujours quand un écrivain attend à la grande célébrité, ses enthousiastes s'étaient fait d'elle une idole, un malin, en partie tiré de ses grands livres admirés de confiance ou lus seulement pour y chercher de belles histoires, en partie d'après l'inevitable réclame organisée autour de sa personne et de ses écrits. Deux ans plus tôt, Märbacka, plus accessible que les anciens chefs-d'œuvre, avait offert aux lecteurs une image attendrie et enjouée du passé familial de l'écrivain, d'où la pitié filiale éliminait les petites et les heures inévitables. Selma enfant était peinte avec charme, mais selon les conventions qu'adoptent les adultes pour parler de l'enfance. Il n'y a pas de mal à ce qu'une vieille dame évoque gentiment ses premières années, et bien sûr serait le lecteur qui résisterait aux grâces mi-sourires, mi-larmes au coin de l'œil de Märbacka. Mais la grande conteuse épique était morte.

Tout est danger pour l'écrivain qui vieillit. L'écrivain jeune ne court pas moins de risques, mais des risques différents. L'obscureté et la solitude sont dangereuses ; la popularité l'est aussi. Il est dangereux de s'enfoncer sans retour dans son monde intérieur ; également dangereux de se dissiper en travaux et en occupations d'un autre ordre. Selma en pleine gloire était peut-être moins libre qu'institutrice à Landskrona. Sa célébrité prenait la forme de réceptions officielles, de discours à entendre ou à prononcer, d'écoulements de boy-scouts exultants à Märbacka de cantates exécutées le jour de sa fête par les jeunes filles des écoles, de visites de journalistes et de badauds de toute espèce, mouches qu'attire la gloire. Septuagenaire, elle avait dit son intention d'« entrer dans le pays silencieux de la vieillesse ». Elle n'y pénétra jamais. Ses lecteurs l'en empêchaient, ainsi que ses besoins d'argent, moins pour soi que pour les entreprises et les causes auxquelles elle s'était consacrée, et aussi, sans doute, l'humble désir qu'un bon écrivain de continuer d'écrire. Mais elle doutait de soi. « J'ai voulu croire aussi longtemps que possible que tout cela (ses récents ouvrages) avait quelque valeur. Mais il n'en est rien ; j'en suis certaine à présent », confessait-elle en 1937. Elle se trompait parfois. Écrit sur le sol, composé en 1933, et aux droits duquel elle renonça en faveur des intellectuels allemands persécutés, contient une description quasi visionnaire de la cour des lapidations, à l'intérieur du Temple de Jérusalem, très digne de la Selma d'autrefois. Malgré la moralité trop soulignée de la conclusion, son Christ convertissant la femme adultère prend rang à côté d'un autre Christ, l'ami celui-là d'une insolite sensualité : l'Homme qui mourut, de D.H. Lawrence, plus jeune que Selma Lagerlöf d'une vingtaine d'années, et mort quelques quinze ans avant elle. Les poètes des générations successives se contredisent et disent la même chose.

De temps à autre, pourtant, Märbacka ouvrait ses portes à d'autres visiteurs que des écoliers en quête d'autographes ou à des délégations d'employés des postes. En 1938, une jeune femme, émue — elle l'a dit elle-même — comme une amoureux, apportait ses hommages à cette vieille dame de soixante-dix-huit ans : c'était Grete Garbo. Quarante-ans plus tôt, Sophie Elkan, née Sophie Salomon, s'était présentée de la sorte, mais elle portait, comme la mode de l'époque le permettait, une épaisse voilette que Selma, traversant la pièce, avait levée de force pour admirer sa beauté. Entre-temps, la vie entière avait passé.

« UNE VIE EN APPARENCE QUELCONQUE »

UNE vie en apparence quelconque : une enfance heureuse dans le vieux domaine de Märbacka, où elle naît, le 20 novembre 1858, d'une famille de propriétaires terriens, de fonctionnaires et de pasteurs. La « bonne » maladie, une coxalgie congénitale qui se déclare vers la troisième année, et fait de la petite fille une enfant sédentaire, plongée dans les livres, attentive aux récits que les vieilles gens font autour d'elle. Une adolescence et une jeunesse mélancoliques : un premier bal, où personne n'invite à danser la bohème : un père plus chimérique que pratique se médisant vers la fin à l'âge de douze ans d'eau-de-vie : la certitude de perdre bientôt le domaine hérité : Selma emportant de haute lutte la permission de passer ses examens d'école normale en vue d'une carrière d'institutrice d'Etat qui assurait, bien malgrément, sa subsistance — projet qui fait hocher la tête aux parents à une époque où les professions libérales étaient encore une nouveauté pour les femmes. Quelques années grises passées à Landskrona, près de Malmö, à exercer son métier d'enseignante ; Märbacka vendu aux enchères, comme allaient être dans ses romans la ferme des Ingmarsson et celle du père d'Arne, dans l'Homme hors la loi, la publication, à trente-trois ans, de la Saga de Gösta Berling. La célébrité presque aussitôt, et bientôt la gloire, apportant avec soi la possibilité de s'adonner au seul travail littéraire : en 1909, le prix Nobel, qui permet à Selma de racheter Märbacka. Pour le reste, quelques grands voyages, courageusement entrepris par cette demi-infirmes ; une longue et ardente amitié avec une jeune veuve appartenant à la société juive de Göteborg, personne très belle, malade, blessée par la vie, qui elle aussi, et non sans talent, écrit des livres. « La compagnie de voyage — comme disait cryptiquement Selma, qui, lorsque Sophie mourut, une vingtaine d'années avait elle, avouera mélancoliquement : « J'étais sûre de son affection ; elle m'a souvent fait souffrir et je l'ai souvent fait souffrir. » D'autre part, la tendre fidélité à la famille, à la mère surtout, et à la tante Louise, évoquée si sympathiquement dans Märbacka. Une participation, d'ailleurs mesurée, au mouvement féministe à l'époque où celui-ci était encore nouveau en Suède (la jeune Selma est contemporaine de la première femme médecin de son pays et de la première femme en possession d'un doctorat en lettres). De gros soucis de propriétaires agricoles, causés par la remise à flot de Märbacka ; le part prise au mouvement pacifiste dès avant 1914 ; de grands dons à sa communauté paysanne et aux écrivains pauvres ; une générosité dépensée sans compter pendant les deux guerres, tant dans l'ordre financier qu'en payant de sa personne par des articles, des conférences, des lectures publiques, en faveur des personnes déplacées ou affamées, ensuite des populations allemandes ou russes souffrant des effets du blocus ou de l'inflation, et finalement de la Finlande au cours de la « guerre d'hiver ». Il semble bien que l'impossibilité d'aider personnellement ce pays qu'elle aimait ait porté le dernier coup à Selma, vieillie et fatiguée. Elle mourut d'une attaque de paralysie à Märbacka, le 18 mars 1940.

des plus grands romanciers du monde, a fleuri dans le Japon du onzième siècle. En dépit de deux ou trois noms intermédiaires qu'on pourrait citer mais qui, à la réflexion, tombent d'eux-mêmes, les autres grandes romancières se situent toutes au dix-neuvième ou au vingtième siècle. La liste, que chacun de nous refait à son gré, comporte une dizaine de noms tout au plus, et encore certains d'entre eux, comme celui de George Sand, sont-ils mis plutôt pour la personnalité de la femme que pour le génie de l'écrivain. Il est assez frappant de constater que les Anglo-Saxonnes, et après elles les Scandinaves, en forment la majorité. Parmi ces femmes de grand talent ou de génie, aucune, à mon sens, ne se situe plus haut que Selma Lagerlöf. Elle est en tout cas la seule qui s'élève constamment au niveau de l'épopée et du mythe.

(..) Carlgyle avait influencé sa jeunesse : il semble que, par l'effet d'une singulière osmose, le ton et le style de Gösta Berling doivent grandement à l'austérité prophétique écossaise. Plus tard, elle lut Swedenborg et y trouva une confirmation de sa propre seconde vue qui la mettait de plain-pied avec d'autres mondes. Des exercices yogiques lui aidèrent à améliorer son état physique, et sans doute aussi à affermir sa surprenante sérénité en dépit du choc des événements mondiaux qui allaient bouleverser sur le tard sa génération. Il ne semble pas qu'elle ait poussé très loin dans cette voie, mais il s'agit là d'une méthode qu'on ne peut aborder, pourvu qu'on l'ait fait sérieusement, sans en être à jamais enrichi et changé. Cet excès de surprise n'est pas de la part de la grande conteuse vâ-

Ce qui nous reste de Burroughs

(Suite de la page 7.)

Les « contre-textes », aussi inertes et dépossédés que les mondes décadents que l'on range dans des anthologies utiles, ne nous disent presque plus rien.

La tendance actuelle de la jeunesse à se délecter des souvenirs d'avant-garde contemporains de nos grands-parents (constructivisme, surréalisme, etc.) témoigne de l'effondrement des certitudes, de la peur devant la vie, du renouveau, de la stupeur et de la fuite qui accompagnent les années sans lumière de cette fin de siècle. Mais la poursuite de

trois textes de Burroughs dans « Interférences 5/6 », qui publie aussi des articles sur le brouillage radio, les écoutes téléphoniques et la C.I.A., prouverait au contraire que, malgré l'effacement d'un monde d'information et de communication, les inventions de Burroughs ne sont peut-être pas perdues pour tout le monde. Un signe, bien faible, où on peut lire encore l'aspiration que le processus d'uniformisation des techniques de contrôle mental sera un tout petit peu retardé.

RAPHAEL SORIN.

L'hommage de Juan Goytisolo

FACE à la production normalisée des Bellow, Mailer, Capote, Updike, Styron, plus ou moins intégrés dans l'establishment, la nouvelle expression littéraire vient des parias ou des déclassés qui ont connu l'injustice, le racisme, la prison, l'oppression raciale et morale, les enfers de la drogue, et dont la rébellion — convertie parfois en militance révolutionnaire — les a menés à l'ostracisme, voire à l'élimination physique (violence semblable à celle exercée par l'autre superpuissance mondiale contre les intellectuels contestataires) : Malcolm X, William Burroughs, George Jackson. Des œuvres comme l'Autobiographie du premier, Naked Lunch ou les Frères Soledad ne puérifient pas seulement les principes sacro-saints de l'« American way of life », mais font éclater en mille morceaux — avec la force d'un Laotréant ou d'un Céline — le langage narratif canonisé. Double crime, difficilement pardonnaient, contre l'ordre social et littéraire, pareil à celui qui, pendant les journées de mai 68, fut commis à la fois contre les valeurs de la Bourgeoisie, le ministère de l'Intérieur et de l'Académie française.

Le problème fondamental de Burroughs est celui de tous les non-conformistes et rebelles qui pénètrent dans la langue qu'ils écrivent comme dans un territoire étranger occupé par les défenseurs de l'omniprésente idéologie officielle : un territoire infesté de pièges de fillets et de liens, au travers duquel il faut avancer en titubant et avec des précautions infinies pour, ensuite, le faire à son tour de mines et de bombes à retardement destinées à exploser entre les mains des lecteurs imprudents. Obligé de se méfier de sa propre langue et, qui plus est, de penser contre elle, le marginal s'efforce d'infiltrer dans son espace un élément de subversion idéologique, narratif, sémantique, qui le corrompt et l'efface. L'écriture devient alors, comme le signale Jean Genet à propos de Jackson, un acte subtil de trahison et une arme à double tranchant, un cadeau perdue d'un dard de scorpion, une offrande poétique avec la cauda venenosa.

Le conte d'horreur vécu par Burroughs au sein d'une société totalement déshumanisée se convertit alors en cette admirable histoire d'horreur du Fessin nu, où l'auteur rend les affronts et les coups qu'il a reçus, sous forme d'un vomissement porteur du choléra. Aggression onirique, schizophrénique, sans aucun doute, mais qui ne perd jamais son point de référence « normal » ou, si l'on veut, revient de suite. A l'aide de l'imagination, la raison morale prend l'apparence trompeuse du délire. Mais le délire est autre : c'est celui des mécanismes oppressifs d'une société qui fait abstraction des êtres humains, les exploite, les rabaisse, les instrumentalise, les réduit à de simples numéros.

Conte d'un enfer et cri accusateur, l'œuvre de Burroughs s'élève avec une violence exemplaire contre le culte aberrant du monde contemporain pour les valeurs marchandes qui créent automatiquement des structures impersonnelles de travail et des relations non moins impersonnelles, inhumaines et mécaniques. L'algorithme du besoin du drogue est le microcosme d'une aliénation beaucoup plus vaste : celle qui sacrifie l'homme aux impératifs de la production et de la consommation et le transforme finalement en marchandise.

JUAN GOYTISOLO.



Selma Lagerlöf, née par l'été.

سولما لاجرلوف

DÉFENSE

La chasse aux espions industriels

Des agents des pays de l'Est ont tenu, ces derniers mois, avec des fortunes diverses, de prendre contact avec des ingénieurs ou des techniciens de sociétés françaises de technologie avancée qui travaillent en coopération avec des entreprises américaines. C'est le cas notamment dans l'industrie aéronautique, et l'on se souvient de l'expulsion récente d'un membre d'une commission d'achat soviétique qui était soupçonné d'avoir tenté de soulever un expert en moteurs d'avion.

La maladresse de certains de ces agents étrangers est surprenante, et l'on n'écartera pas l'idée, dans les services français, qu'une telle attitude soit délibérée et que, au-delà des apparences naïves, ces espions industriels soient volontairement sacrifiés dans un dessein très particulier qui les dépasse.

On sait avec quel esprit chabouilleux l'administration américaine veille au respect des clauses de sécurité et de discrétion lors de la conclusion des accords de coopération entre les sociétés de technologie avancée, aux Etats-Unis, et leurs partenaires étrangers. Ainsi, les ingénieurs et les techniciens non américains n'ont accès à des informations particulièrement sensibles — que sont certaines conditions et après diverses enquêtes de sécurité. Les transferts ou les communications, de part et d'autre de l'Atlantique, de connaissances technologiques, de plans et de matériels dits stratégiques sont strictement contrôlés. Les services américains s'assurent généralement eux-mêmes que les accords sont

appliqués à la lettre, et leur non-respect par l'un des signataires entraîne, presque automatiquement, la dénonciation des protocoles signés.

Les secrets d'autrui

La publicité, toute relative dans ce genre d'affaires, que des agents peuvent être amenés à donner à leurs actions d'espionnage industriel, revêt dès lors, un tout autre sens. En laissant, au vu et au su de tout un chacun, l'un de ses agents être interpellé et expulsé, une puissance étrangère peut vouloir rechercher un effet très précis : celui d'inciter les Etats-Unis à cesser tout échange d'informations avec l'un de leurs partenaires, sous le prétexte que les industriels dans ce pays ne savent pas conserver les secrets d'autrui.

Ainsi, on fait d'une pierre deux coups. L'agent déçu peut, tout de même, transmettre à ses services les renseignements souhaités, et il a eu le loisir de les rassembler. Dans le même temps, la bête puissance a porté atteinte à la confiance que pouvait avoir chacun des coopérateurs envers son partenaire, et elle peut espérer, indirectement, obtenir ce qu'elle veut — qui n'est sa politique — sans rompre avec des garanties suffisantes de sécurité.

Pour rassurer son allié, chacun des signataires d'un tel accord industriel a, désormais, intérêt à révéler qu'il fait bonne garde autour des secrets en jeu, au besoin en ne dissimulant rien des péripéties de sa chasse aux espions.

NOMINATIONS MILITAIRES

L'INGENIEUR GENERAL BOUSQUET DEVIENT DIRECTEUR TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES.

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 10 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Cauchy ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Ricard, Arnoux, Joseph, Sempere et Corbeau.

Sont nommés : directeur de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées, l'ingénieur général de deuxième classe Bousquet ; sous-directeur et directeur de la flotte et mutations, l'ingénieur général de deuxième classe Francis ; directeur technique des constructions aéronautiques, l'ingénieur général de première classe Pierre Bouquet.

Sont admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur leur demande, les ingénieurs généraux de première

classe Rouiller, Bosquillon de Jellis et les ingénieurs généraux de deuxième classe Delafosse et Haas.

● **TERRA.** — Est promu intendant général de deuxième classe, l'intendant militaire de première classe Vivel.

Sont nommés : adjoint au général commandant la 1^{re} division, le général de brigade Logier ; commandant la 9^e division d'infanterie de marine, le général de brigade de Liambry.

● **AIR.** — Sont nommés : commandant la IV^e région aérienne (Alsace-Provence), le général de brigade aérienne Arbellet ; inspecteur technique de l'armée de l'air, le général de division aérienne Couderc ; directeur du centre d'enseignement supérieur aérien et commandant l'école supérieure de guerre aérienne, le général de division aérienne Martindale.

Est placé sur sa demande, pendant six mois, en situation de disponibilité spéciale, le général de corps aérien Saint-Macary.

PRESSE

M. BARRE ATTACHE UNE GRANDE IMPORTANCE AU VOTE DU PROJET DE LOI SUR LA FISCALITE

Invité, le mercredi 10 novembre, du conseil d'administration du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.), M. Raymond Barre a déclaré qu'il attachait une importance particulière au vote du projet de loi sur la fiscalité de la presse qui sera très prochainement soumis aux députés et qui sera défendu par M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget). Le premier ministre a dit également sa

volonté que la presse continue d'être « libre, indépendante et pluraliste ».

D'autre part, M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a dans le gouvernement de M. Chirac, à M. André Rossi qui présentait alors les budgets de l'information et de la radio-télévision, le poste de porte-parole du gouvernement chargé des problèmes de l'information ayant été supprimé.

(PUBLIQUITE)

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

- Numéro spécial de la revue « Minéras », qui contient :
- le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
- le texte intégral de la « Lettre numéro 9 » où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
- le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F. francs) à Minéras, 4, rue Clémenceau, 75008 Paris : chèques, postaux ; Paris 13.350-75.

ÉDUCATION

UNE RENCONTRE INTERNATIONALE A PARIS

Les mirages et les dangers de la planification de l'enseignement

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général des collèges (S.N.I.P.E.C.C.) a organisé les 8 et 9 novembre, à Paris, une rencontre internationale sur « Les finalités de l'éducation ».

« Le milieu éducatif prend conscience de l'urgence des problèmes éducatifs dans le débat éducatif », a déclaré M. Michel Rocard (parti socialiste), du stade de développement des pays. Si la Pologne n'a pas terminé son industrialisation, en France « l'industrie lourde et moyenne n'a plus vocation à créer des emplois ; il nous faut jouer massivement l'emploi dans les services, les petits industriels, l'artisanat, la réparation... ».

Un autre membre du parti socialiste, M. Jean-Paul Bachy, a estimé qu'en France on observait, à la fois, un progrès des qualifications (des entreprises absorbent dix à quinze fois plus de diplômés qu'il y a quinze ans) et une déqualification massive due à la mécanisation et à la parcellisation des tâches et illustrée par le sous-emploi des titulaires de diplômes professionnels qui correspondent à des formations de plus en plus étroites. Cela permet au pouvoir de contrôler la formation, dans les grandes écoles et les écoles privées de gestion, de cadres « bien conditionnés », à l'autre extrémité, « il peut contrôler le marché du travail par un important volant de chômage ». Cette analyse, selon l'orateur, tend à montrer que le système scolaire français est bien au service du pouvoir et de la production. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les possibilités d'épanouissement personnel et de prise de responsabilité des individus tant souhaitées par les participants au colloque comme remède à l'appauvrissement de l'homme dans certains métiers.

Après avoir longuement analysé et critiqué le système actuel, l'idée de planification de l'édu-

cation fait frémir bien des Français. M. Jacques Delors a considéré comme absurde l'idée de vouloir « brancher les tuyaux de l'éducation sur les tuyaux de la vie professionnelle ». Il faut tenir compte, comme l'a dit M. Michel Rocard (parti socialiste), du stade de développement des pays. Si la Pologne n'a pas terminé son industrialisation, en France « l'industrie lourde et moyenne n'a plus vocation à créer des emplois ; il nous faut jouer massivement l'emploi dans les services, les petits industriels, l'artisanat, la réparation... ».

Un autre membre du parti socialiste, M. Jean-Paul Bachy, a estimé qu'en France on observait, à la fois, un progrès des qualifications (des entreprises absorbent dix à quinze fois plus de diplômés qu'il y a quinze ans) et une déqualification massive due à la mécanisation et à la parcellisation des tâches et illustrée par le sous-emploi des titulaires de diplômes professionnels qui correspondent à des formations de plus en plus étroites. Cela permet au pouvoir de contrôler la formation, dans les grandes écoles et les écoles privées de gestion, de cadres « bien conditionnés », à l'autre extrémité, « il peut contrôler le marché du travail par un important volant de chômage ». Cette analyse, selon l'orateur, tend à montrer que le système scolaire français est bien au service du pouvoir et de la production. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les possibilités d'épanouissement personnel et de prise de responsabilité des individus tant souhaitées par les participants au colloque comme remède à l'appauvrissement de l'homme dans certains métiers.

Après avoir longuement analysé et critiqué le système actuel,

il fallait envisager un changement de société. Pour certains participants — et notamment les communistes — toutes les réponses sont inscrites dans le programme commun de gouvernement. Pour d'autres, au contraire, c'est une illusion de croire que tous les problèmes seront réglés. Non sans humour, M. Gabriel Fragnière (Suisse), directeur de la recherche à l'Institut d'éducation de la Fondation européenne de la culture, a placé le débat au-delà de la situation particulière de la France. « Si l'on a un défaut dans votre système d'éducation, a-t-il déclaré, c'est de n'avoir pas appris le dialogue. » Il est normal, selon lui, de distinguer plusieurs niveaux de qualification, mais il est grave que le système d'éducation s'adapte à ces niveaux au point que chacun se trouve dans « un cul-de-sac éducatif ». A aucun niveau l'homme ne doit être un « produit fini ». Au contraire, il devrait pouvoir acquérir une autre qualification, à partir de son expérience et de son évolution professionnelle, en fonction de ses désirs, de ses capacités et des services attendus par la société.

Philosophes et balayeurs

Pour tenir compte de l'expérience acquise, M. Fragnière a posé le problème de la « certification » des qualifications, qui ne devrait plus être accordée par le seul système éducatif, à condition que tous passent, à la sortie de l'école fondamentale, par « le lycée fondamental », qui offrirait une « culture liée à la technologie ». Il faut désormais « apprendre à se servir d'un ordinateur comme on apprend à lire », et former des « bacheliers philosophes et balayeurs ». Mais, a-t-il ajouté, « la plus grande résistance aux innovations vient des enseignants eux-mêmes ».

Le rôle des enseignants est évidemment capital dans l'école et la société, et il faut souhaiter que le S.N.I.P.E.C.C. se base, ensuite, approfondissent ces réflexions et soient prêts à en tirer les conséquences. A moins qu'à plus ou moins long terme, on ne puisse se passer d'eux comme l'envisageait, en guise d'anecdote, M. Szczepanski. « Dans les sociétés primitives, a-t-il exposé, il n'y avait pas d'école et les enfants s'éduquaient par la participation à la vie réelle des adultes. Mon maître considérait cela comme le meilleur système d'éducation. Peut-être nous rapprochons-nous d'une société scientifique, communautaire où il n'y aura plus d'école. Mais que deviendrait, dans un tel système, le Syndicat des instituteurs ? ».

CATHERINE ARDITTI.

Au cours de la dernière année scolaire

Près de quinze mille élèves ont étudié une langue régionale

Au cours de l'année scolaire 1975-1976, quatorze mille six cents élèves du secondaire ont étudié les langues régionales. C'est ce qui ressort d'un rapport d'information que vient de publier le service des études linguistiques et statistiques du ministère de l'éducation (1). A propos de l'enseignement des langues vivantes, le nombre d'élèves apprenant les langues régionales ne représente cependant que 0,25 % des cinq millions six cent mille élèves qui avaient les cours de langues vivantes pendant l'année scolaire 1975-1976.

Dans certaines académies, les langues régionales facultatives arrivent avant l'italien et le russe. C'est le cas des académies de Bordeaux, de Toulouse et surtout de Montpellier, où trois mille élèves du secondaire apprennent l'occitan. C'est le breton qu'apprennent trois mille élèves de l'académie de Rennes, tandis que deux mille apprennent le corse dans l'île de Beauté. Rappelons que ces langues peuvent faire l'objet d'une épreuve facultative au baccalauréat.

Pour ce qui concerne les langues étrangères, on observe une très grande stabilité dans le choix des élèves des collèges et lycées. L'anglais consolide sa position privilégiée de première langue : 80,7 % des élèves de l'enseignement public pour l'année scolaire 1975-1976 (78,4 % en 1968-1969). L'allemand maintient sa position : 16 % (15,9 %). Pour la seconde langue étrangère, on note une progression de l'allemand et de l'espagnol (35,8 % et 34,5 % en

SCIENCES

Selon le « Los Angeles Times »

UN ACCIDENT NUCLÉAIRE S'EST EFFECTIVEMENT PRODUIT EN UNION SOVIÉTIQUE EN 1957 OU 1958.

Los Angeles (A.F.P.). — Un grave accident nucléaire s'est bien produit en Union soviétique à la fin de 1957 ou au début de 1958, affirmait mercredi 10 novembre le « Los Angeles Times ». Mais, selon le quotidien américain, il s'agissait d'un réacteur déféctueux destiné à la production de plutonium et non pas d'une explosion dans un dépôt de déchets radio-actifs, comme l'avait récemment affirmé le savant soviétique Jaurès Medvedev.

Selon le « Los Angeles Times », le nombre de victimes n'a probablement pas été aussi élevé que celui avancé par le savant soviétique. Le quotidien américain attribue ses informations à deux sources appartenant aux services de renseignements américains. Le journal ajoute que les Etats-Unis ont détecté l'accident à l'époque, mais qu'ils avaient jugé préférable de ne pas ébruiter l'affaire de crainte que l'U.R.S.S. n'apprenne que l'Amérique disposait de moyens de dépiéage aussi sensibles.

RELIGION

THÉOLOGIE AU SÉNAT

« Les organes d'un corps dont le cerveau a été détruit peuvent être transplantés » estimait Pie XII

Le groupe de travail créé par la commission sénatoriale des lois pour examiner la proposition de M. Calilavet (gauche démocratique) sur les greffes d'organes, a entendu un exposé du R.P. Riquet, qui a souligné qu'aucune raison théologique ne s'opposait au prélèvement d'un organe sur un cadavre.

« Quand, a-t-il dit, il s'agit d'utiliser un organe essentiel et unique comme le cœur ou le foie, le prélèvement ne peut se faire que sur un cadavre dont la mort est définitivement constatée. C'est, notamment, ce qui peut arriver dans les comas dépassés où le respirateur artificiel maintient une circulation cœur-poumon cependant que le cerveau est bien mort. Le pape Pie XII a pris nettement position : on peut arrêter la réanimation artificielle et disposer des organes du mort (24 novembre 1957).

« Dès lors qu'est brisée par la destruction du cerveau l'unité fonctionnelle de ces myriades d'atomes et de molécules qui constituent notre corps, tout ce matériel perd ce doni le marquait notre personnalité : il devient disponible pour l'intégrer dans un autre ensemble, dans une autre vie ».

Répondant aux objections de plusieurs sénateurs, le R.P. Riquet a reconnu « le danger qui existe de voir certains céder à la tentation de ne pas prendre tous les moyens de prolonger la vie, notamment par les techniques de la réanimation, lorsqu'ils escomptent utiliser les organes du patient. Mais lorsque la mort du cerveau est certaine et irréversible, il ne subsiste qu'une vie cellulaire qui n'est plus intégrée dans l'unité d'une vie humaine. Dès lors, aucune raison théologique ne s'oppose au prélèvement d'organes ».

● **Paul VI et les « Chrétiens pour le socialisme ».** — Au cours de l'audience générale du 10 novembre, Paul VI, critiquant le mouvement « Chrétiens pour le socialisme », né à Santiago-du-Chili, en 1970, et qui se développe en Europe, a déclaré : « Le christianisme ne peut pas être sciemment exploité pour une conception de la vie qui le contredit idéologiquement et pratiquement (...). Parler de « christianisme pour le socialisme » est une contradiction dans les termes. C'est déformer les choses. Le christianisme se suffit à lui-même. Il sert éventuellement le socialisme pour d'autres fins, qui sont louables. Mais cette formule ne peut être acceptée comme si elle était une grande découverte et une nouveauté... » (A.F.P.).

Opel Eurokadett, une vraie 5 places pour 17100 F*

Nouveau : freins à disque à l'avant.



* TVAC + frais de transport et de préparation 883 F. Tarif au 31.08.76

- ceintures à enrouleurs automatiques
- pare-brise feuilleté
- contenance du coffre : 378 dm³
- pneus à carcasse radiale
- freinage assisté double circuit
- garantie totale un an, kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



Avec Opel, partez tranquille.

ARTS ET SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Théâtre

«LORENZACCIO» à la Comédie-Française

Le décor dans lequel le metteur en scène Franco Zeffirelli et son tapissier Gianni Quaranta ont installé *Lorenzaccio* est un mur de pierre, en fer à cheval.

Entre les scènes, des petites surfaces de ce mur s'ouvrent, dévoilant, en bas, des décors peints que les enfants font en classe dans du carton fort, pour la Fête des mères ou Noël, avec des volets collés qui s'ouvrent sur un ange, un soleil.

Il y a aussi des tapis pendus qui montent ou descendent, et une muraille en pierre qui s'effondre du sol, y replonge, et sur laquelle Lorenzaccio donne des coups d'épée, faisant voler des bouffées de poussière comme lorsqu'on bat des fauteuils (le bruit est le même).

Ce décor, en fait peu changeant, est chiche quoique dépensé ; ce mur, malgré ses découpes, incarne mentalement Musset, lui barre le souffle ; l'espace de la scène du Théâtre-Français est repensé, et néanmoins les acteurs, retenus au-delà de la fausse muraille, sont loin de nous, on les sent peut-être les entendre trop bien.

Il y a une pléthore de costumes, parce que Franco Zeffirelli, qui paraît avoir, sur un étroit registre, le goût des grandeurs, marque entre le mur du fond et la muraille au moins soixante figures, et cela fait du monde. Ce sont des costumes de vitrine, fondés sur une solide documentation, faits pour être portés par des mannequins, des figurines.

L'aspect d'ensemble du spectacle, le style, sont exactement ceux des peintures imitatives fin de siècle, celles du Louvre, celles de Rousselle et de Thomas Couture, peintres d'histoire. Si nous avons commencé le compte rendu de ce *Lorenzaccio* par la description du décor et des costumes, c'est que les soins du metteur en scène sont allés là : disposer ces tableaux vivants, ces croûtes officielles animées, sans sans lever la chute de chaque tableau par un effet visuel doublé d'un effet musical.

Tout juste ce que fait, depuis quarante ans, rue Richer, Michel Grynbaum aux Folies-Bergère, avec mille fois plus de nerf et de gaieté.

Dans cette combinaison de machinerie appliquée, de vitrines de dioramas, de peinture académique, dans ce magistral synthétique, la pièce d'Alfred de Musset est comme « rapportée » ; on lui a réservé un coin, et elle y est minée, comme pour mémoire.

Expressions, mouvements de scène, la convention même. On fait un sort à chaque mot, à chaque accident marginal. On détaille des facilités, des rimes. On n'exprime pas le jeu que ce que le texte dit déjà. Ce texte, on en a censuré une grande partie. Reste un digest de dialogue, qui se prête aux seuls effets, ce qui est du domaine de l'esprit, du cœur, n'est presque pas abordé.

Oubliant l'interprétation. Les acteurs du Français ont été pie-

gés, ils font de leur mieux, leur métier atteint parfois la salle. Quant à l'invité de marque, Claude Rich, il a choisi une voix si fautive, à la fois si bête et si chevrotante, à la Bourvil, que le personnage de Lorenzaccio n'en tire pas en jeu ; on reçoit, on perçoit, un maniérisme inexplicable, on ne peut aller au-delà.

Cette pièce, vigoureuse de nature, se trahit ici sans vie, comme si les acteurs étaient des automates programmés. Comme si la représentation n'était pas vraie, pas libre, avait été filtrée par une machine. Sentiment étrange au théâtre, qui est en

«Le Genre humain»

de Jean-Edern Hallier

Dans la salle des coffres d'une succursale bancaire, une douzaine de personnages un peu emblématiques, dont Staline et un révolutionnaire sud-américain, sablent le champagne. Le directeur de la banque les invite à jouer aux otages retenus par des gangsters, et au jeu de *Thanasos* : presque tous vont mourir sous des balles de revolver ou d'épée.

Il y a aussi le temps de lancer l'un après l'autre des tirades sur l'argent, le monde capitaliste, la révolution, etc., et de dialoguer avec l'ennemi.

La première pièce de Jean-Edern Hallier est brillante, intelligente. Le dialogue est d'une poésie vigoureuse et franche, bien par terre, sur ses deux jambes ; c'est un lyrisme personnel, qui a le mérite d'entraîner une grande part de gaieté.

principe art de vie immédiate. A la décharge du metteur en scène et des acteurs, il faut signaler qu'un crissement aigu de crécelle qui ne cesse pas une seconde tombe du plafond sur le public et la scène, ce qui empêche la représentation d'avoir lieu dans des conditions normales. Il est regrettable qu'après tant de mois de réfection en cale sèche on ait relancé le navire, avec équipage et passagers, sans réparer cette avarie qui n'existait pas avant les travaux.

MICHEL COUNOT.
* Théâtre-Français, 20 h. 30.

Cinéma

Sept films soviétiques à Paris

Que retiendra l'histoire, l'histoire des hommes et non celle du cinéma, de cette masse de films de fiction qui constituent l'essentiel, sinon la presque totalité, dans la majorité des pays du globe, du corpus cinématographique offert au public des salles obscures ? La question devient brûlante face aux sept films proposés aux spectateurs français par la huitième Semaine du cinéma soviétique.

Patronnée conjointement, du côté français, par le Centre national de la cinématographie, les affaires étrangères et le secrétariat d'Etat à la culture, la Semaine se veut exclusivement « culturelle », selon M. Figeac du C.N.C. Mais pour M. Alexandrov, vice-président du comité d'Etat pour la cinématographie, qui conduisait la délégation soviétique, les films retenus ne relevaient ni de la propagande, sauf un, ni de l'art et essai, mais offraient une sélection particulièrement repré-

sentative du genre de spectacles proposés au plus grand nombre, dans les cent cinquante-sept mille cinémas et points de projection payants de l'Union soviétique (dont cent vingt mille en milieu rural).

Seul film « politique » de cette sélection, imposé par les autorités soviétiques, la *Confiance* est une coproduction franco-soviétique, dont assure le metteur en scène, Victor Tregoubouloff, les Finlandais ont pris aussi l'initiative. Elle exalte l'« esprit d'initiative », la concorde pacifique. A côté de Lénine, on l'endemain de la prise du pouvoir par les Bolcheviks, elle fait revivre des figures historiques comme Alexandra Kollontai et Rosa Luxemburg. Mais elle dénonce, par un audacieux bond dialectique dans le temps, les initiatives de ceux qui voudraient détruire la communauté des pays déjà socialistes. Un remarquable comédien du théâtre Gorki, de Léningrad, Cyril Levour, rappelle l'image de Lénine au cinéma, suggère une sorte d'ordinateur idéologique qui a répondu à tout.

Deux films contemporains et un film géorgien en langue du pays dominant le reste d'une sélection bon enfant, au premier degré : *L'unique*, du vétéran Josif Heifitz, et *La demande de parole*, de Glib Pavlov, d'une part, la *Prémère Héroïne*, d'autre part. Heifitz et Pavlov nous découvrent un monde où le travail est la première réalité, où des hommes et des femmes luttent de leur mieux pour survivre, mais échouent soit sur les problèmes du couple, soit sur l'embourgeoisement et les petites combines du milieu environnant. La *Prémère Héroïne* conte avec un humour paresseux, aux limites de la désinvolture, la naissance du football sur les rives de la mer Noire au début du siècle, et la nature peu belliqueuse des compétitions de Joseph Staline, éternelles dupes.

Tous les films présentés étaient en couleurs, tous sauf un en cinémascope. Même si l'Union soviétique semble ignorer complètement aujourd'hui l'héritage du grand cinéaste documentariste du muet, Dziga Vertov, l'égal d'Eisenstein et Dovjento, si seuls des acteurs ont droit à la parole, et non les simples citoyens qu'ils ont chargés d'incarner, cette semaine soviétique, en apparence banale, laisse entrevoir une légère évolution de la société d'U.R.S.S. vers un commencement de franchise et de vraie critique, dont augurait déjà, l'an dernier, la *Prime*.

LOUIS MARCORELLES.

■ La S.R.F. (Société des réalisateurs de films) proteste, dans un communiqué, contre le jugement rendu par la 17^e chambre correctionnelle qui a ordonné la destruction du film « *Les Essayeuses* » (le Monde 10 novembre). Elle « attire l'attention du public, des cinéastes et de toutes les associations professionnelles sur le péril mortel engendré par un tel précédent ».

■ La pianiste Rosina Lhévinne est morte mardi en Californie. Elle était âgée de quatre-vingt-sept ans. Veuve de Joseph Lhévinne, membre de l'Académie Juillard depuis 1924, elle avait été notamment le professeur de Van Cliburn et de Daniel Pollack.

JACQUES LONCHAMPT.

VU

Pauvre milliardaire !

On est plutôt bonne pâte, nous, la masse des idéologues. On n'est pas foncièrement mauvais, jaloux, amers ou mesquins. On se contente de ce qu'on a, bien obligé. On préférerait évidemment posséder davantage, mais de là à vouloir une haine meurtrière aux habitudes de chez *Monsieur*, de là à descendre dans le rus, et à monter aux barricades, non. Surpui le soir, après dîner, on n'a plus le ressort. A condition qu'on ne vienne pas nous narguer, nous mettre le nez dans notre médiocrité, qu'on ne nous demande pas de compter aux petites mièvreries du gros milliardaire de Michel de Saint-Pierre. Il y a des limites à l'impudence.

Si l'on veut appliquer à l'écran les recettes d'une certaine presse à sensation, si l'on tient absolument à nous persuader — on aura du mal — que l'argent ne fait pas le bonheur, il faut y aller calmement. Fatah divorce, il divorce chez *Nicolas*, Philip s'en va, — il faut frapper fort. Ne pas espérer épouser Margot, elle

a beau avoir la lame facile, sur des états d'âme, des dillicultés d'être ou de communiquer. Notre requin de la haute finance n'a pas le temps, en l'occurrence, de « dialoguer » avec son prétendu gendarme de fils, un débile — il n'y perd rien, — ni de répondre avec toute l'ardeur espérée aux attentes de sa femme. Elle est charmante, c'est Odile Versois, et elle l'admire, et elle l'adore, et elle le désire — il a vraiment toutes les chances, — et elle le respecte. Forcément : il a bâti un empire. *Faisons*, O.P.A., il aspire, il dévore la concurrence, et ses entreprises (déjà énormes en début d'émission) grossissent de bobine en bobine. Sa Rolls est superbe, sa Mercedes aussi. Il vit dans un château ; Germain, ou est-ce Firmin, son valet de chambre, lui parle à la troisième personne. Ses bureaux sont somptueux, très modernes, très « design ». Alors, qu'est-ce qui ne va pas ? Il voyage trop ; l'aller et retour Paris-Nice dans la journée pour « virer » un de

ses directeurs dont le chiffre d'affaires laisse à désirer, ça le fatigue, cet homme. Et puis ? Peut-être aussi la déception que lui a causée son bras droit, un garçon de confiance, un peu play-boy, qui a osé lever les yeux sur Madame. Elle l'a repoussé, vous pensez bien, il a quand même fallu s'en séparer ; dommage.

Est-ce là tout ? En ce qui concerne Renaud Mary, oui. C'est l'entourage qui proteste. Lui paraît plutôt satisfait. On n'imaginerait pas le plaisir, la jouissance de réduire à merci qui oserait vous barrer la route. Alors, à quel rime ce téléfilm ? A « copier », en toute bonne conscience, les mauvais coucheurs ? A les faire sauter d'envie sans baver de colère et accepter l'injustice, l'inégalité, la puissance, sous prétexte que la félicité totale n'est pas de ce monde ? Une belle entourage, d'oubliés d'une jolie conseiller.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DEBATS

JEUDI 11 NOVEMBRE
— Les associations d'anciens combattants s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.
— Le roi Hussein de Jordanie et le général Moshe Dayan sont interviewés au cours du reportage sur le Proche-Orient du magazine « L'Événement » qui comprend également un débat sur le volcan de la Soufrière avec M. Haroun Tazieff et le professeur Allegre, sur TF 1 à 21 h. 30.

VENREDI 12 NOVEMBRE
— M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, est l'invité de Sud-Radio, à 12 h. 30.

LA PICARDIE EN COULEURS

Après six mois de travaux, FR3-Picardie émet en couleurs depuis le 19 octobre. M. Claude Contamine, président-directeur général de FR3, était à Amiens, mardi 9 novembre, pour l'inauguration officielle des nouvelles installations en présence du préfet de région, M. Jean Cousinaget, et de M. René Lamus, député communiste, maître d'Amiens. M. Contamine a souligné que cette réalisation était la première effectuée depuis la création de FR3. La chaîne d'actualités télévisées d'Amiens a été dotée d'un très important matériel.

JEUDI 11 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

MARTHE MERGADIER

Aujourd'hui dans "INTERDIT AU PUBLIC" et après New-York à partir du 16 au T.B.E. dans "LA BOUTIQUE" de JEANINE WORMS

20 h. 30, Série : La pêche miraculeuse, d'après G. de Pourtales, réal. G. Mattheu ; 21 h. 20, Magazine : L'événement (Dossier Proche-Orient) ; 22 h. 20, Allons au cinéma ; 22 h. 50, Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Dramatique : Crépuscule à Venise, de J. Mistler, réal. J. Dayan, avec M. Vitold, M. Ribowski, C. Dupin ; 22 h. 15, Variétés : Juke-box... à Nashville ; 23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Comme un torrent », de F. Minelli (1959) avec F. Sinatra, D. Martin, Sh. MacLaine, M. Frier, A. Kennedy ; 22 h. 40, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. « L'Alouette », de J. Anouilh, avec S. Flon, P. Derez, L. Arbessier, P. Tornade ; 22 h. 30 (R.), Entretiens avec R. Queneau ; 23 h. Juke ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Musique au présent : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec H. Orombre, contralto ; « Egalisation » (Shinhara) ; « Ein Irrer der Bahn » (B. Nilsson) ; « L'omission » (Verdès) ; « Seven Sites » (G. Amy) ; 22 h. 30, Concerts : 22 h. 30, Concert Nihil Banerjee ; 0 h. 5, Europe de l'Est.

Pour améliorer la qualité de l'endroit où vous vivez, la CAECL lance des emprunts.

Actuellement Emprunt Automne 1976 taux de rendement actuariel brut 11%

Vous souscrivez dans les Banques, les Bureaux de poste, les Caisses d'épargne et chez les Comptables du Trésor.

VENREDI 12 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 18 h. Programme de la journée avec, à 13 h. 25, un téléfilm : « Le Dernier Jour » (reprise à 17 h. 30) ; 20 h. 30, Au théâtre ce soir : « Le Guilleudon », de M.C. Hutton, avec C. Coster, J. Sereys, M. Barbulée ; 22 h. 15, Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme interrompu (à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine) ; 20 h. 30, Feuilletton : La cour au ventre, réal. R. Mazoyer ; 21 h. 30, Littéraire : Apostrophes (L'émancipation de la femme) ; 22 h. 40, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

De 13 h. 35 à 20 h. Programme interrompu (à 15 h. 50, Aujourd'hui magazine) ; 20 h. 30, Feuilletton : La cour au ventre, réal. R. Mazoyer ; 21 h. 30, Littéraire : Apostrophes (L'émancipation de la femme) ; 22 h. 40, Journal.

F. Borzage (1933), avec S. Tracy, L. Young, G. Farrell, W. Connelly (v.o. sous-titré, N.J.) ; 22 h. 40, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Magazine : Vendredi... Service public ; La petite justice, de J. Pezou et J. Leval ; 21 h. 30, Culture : Méditerranée... La famille ; 22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Rétroscure : Gérard de Nerval, par H. Juin ; 21 h. 30, Musique de chambre ; 22 h. 30 (R.), Entretiens avec R. Queneau ; 23 h. Juke ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Échanges franco-allemands : Beaux-Arts trio et Orchestre symphonique de la radio de Baden-Baden, direction E. Linsdorf ; « Musique pour orchestre » (L. Krumpholtz) ; « Concerto pour violon, violoncelle, piano et orchestre, opus 56 » (Beethoven) ; « Symphonie no 2 » (Schumann) ; 23 h. Jazz forum ; 0 h. 5, Europe de l'Est.

MAUX DE TÊTE, ÉTATS GRIPPAUX, DOULEURS.



Aspro, tout simplement.

Aspro contient de l'aspirine. Pas d'utilisation continue sans avis médical.

هك من الشمل

Liste officielle DES SOMMES A PAYER,
TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Signes du Zodiaque
TIRAGE DU 10 NOVEMBRE 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 15 NOVEMBRE 1976
à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

هكذا من العمل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

UNE ENQUÊTE AUPRÈS DES USAGERS DU TÉLÉPHONE

Les communications passent mieux

L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.T.) vient de rendre public le résultat d'une enquête qu'elle a réalisée auprès de ses adhérents sur le fonctionnement du téléphone.

Quarante pour cent d'entre eux constatent une amélioration du service : 59 % n'enregistrent aucune, 21 % dénoncent une dégradation du service public. Les utilisateurs se plaignent d'attendre la tonalité, de ne pouvoir être joints par leurs correspondants et d'être gênés par des parasites. Si les communications locales s'établissent facilement, il n'en est pas de même des communications interurbaines, que 44 % des particuliers jugent difficiles à obtenir. Il est de plus en plus malaisé d'obtenir les services des renseignements (80 % des réponses des particuliers) et des réclamations (70 % des réponses des entreprises), dont les opératrices sont pourtant considérées comme aimables.

Deux points très noirs : les cabines publiques et la facturation. Quarante-huit pour cent des chefs d'entreprise ne trouvent pas de cabines lorsqu'ils en ont besoin. Elles ne marchent pas et « gardent » trop souvent la monnaie sans donner la com-

munication. Outre-vingt-trois pour cent des particuliers attendent avec impatience des notes de téléphone détaillées.

Les revendications des usagers portent sur l'amélioration de la qualité du service. Ils demandent des raccordements moins chers et plus rapides, des relations plus faciles avec l'administration, des tarifs d'heures creuses moins élevés, des annuaires téléphoniques plus clairs et des changements de numérotation moins fréquents.

L'enquête de l'A.F.U.T.T. ne prétend pas être scientifique, mais elle donne des indications précieuses sur l'évolution du jugement des usagers. « Le téléphone était considéré, en 1973, comme un gadget », déclare M. Jacques Pommier, membre du bureau de l'Association. Il apparaît aujourd'hui comme un instrument de travail indispensable. Nous notons aussi une amélioration encourageante de l'opinion des usagers sur le service public. Les utilisateurs se font plus exigeants : c'est la fois un défi que les P.T.T. doivent relever et un phénomène positif qui témoigne de l'intérêt des Français pour le téléphone.

* A.F.U.T.T., B.P. n° 1, 92430 Marnes-la-Coquette.

Provence - Côte d'Azur

Une autoroute « en or » autour de Nice

De notre correspondant

Nice. — Les habitants de la région nicoise sont habitués aux escalades foncières. Tout de même, l'autoroute A-8, qui continue sa progression vers l'Italie (la mise en service du dernier tronçon, Le Turbie-Roquebrune, 250 millions de francs de travaux, est prévue pour l'automne 1977), est en train de battre de nouveaux records.

Après l'ouverture, au mois de juin, de la section Villeneuve-Loubet-rive gauche du Var, le contournement de Nice devrait être ouvert le 17 décembre. Environ 15 kilomètres de voie, six tunnels, neuf viaducs, dont celui de Magnan, le plus haut de France (120 mètres) ; cette gigantesque percée à travers les collines nicoises a coûté la bagatelle de 400 millions de francs, auxquels il faut ajouter environ 150 millions pour l'achèvement définitif des chaussées. Entre la vallée du Var et celle du Paillon, les automobilistes éviteront des kilomètres « en or » pour pouvoir continuer leur route vers Monaco et l'Italie. Mais ce contournement ne joue pas un rôle de liaison. Il évitera aussi la traversée de la ville, les embouteillages de la voie « rapide » ou de la Promenade des Anglais, et dénouera le plus gros de la circulation à travers les collines qui bordent Nice au nord.

Qui paiera cet « instrument » si utile ? La société anonyme d'économie mixte Escota (Esterel-Côte d'Azur), chargée de la construction et de l'exploitation de l'autoroute, a soumis son dossier à l'administration chargée de fixer les tarifs des péages. On parle de 5 F entre la barrière du Paillon et celle de Saint-Isidore (à peine plus de 10 kilo-

mètres). Certains Niciens empruntent l'entrée Nice-Nord et quittent à Saint-Isidore paieront même 3,50 F pour parcourir 5 kilomètres. Dans le même ordre d'idées, le parcours Nice-Nord-Cagnes-sur-Mer (17 kilomètres) coûtera 6 F.

D'où plusieurs questions. Ce contournement jouera-t-il pleinement son rôle ? Les élus locaux, qui sont en majorité au conseil d'administration d'Escota, ont-ils épuisé toutes les solutions pour éviter que le poids des investissements — que personne ne conteste — ne retombe sur l'usager ? A-t-on assez considéré la vocation urbaine de cette autoroute ? Jusqu'à présent, seuls les poids lourds, dont on veut éviter la présence dans le centre de Nice, rouleront en toute sérénité, la ville ayant « racheté » leur péage.

Quant aux autres, qu'ils paient 3,50 F, 4 F ou 5 F, ils auront la satisfaction d'emprunter l'une des sections autoroutières les plus chères de France.

C'est la raison pour laquelle M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, vient de décider de rendre publique la lettre de protestation qu'il a adressée au ministre de l'économie et des finances et au ministre de l'équipement.

La Corse incertaine

(Suite de la première page.)

Pour que revienne le calme, suffirait-il de neutraliser une poignée de « desperados » ? « On compte environ cent cinquante cibles brûlées », étudiants attirés, agriculteurs endettés et... idoles de village », estime un responsable du maintien de l'ordre. Curieusement, dans une île où tout le monde se connaît, personne n'a jamais réussi à repérer un seul de ces apprentis sorciers. De temps en temps, la population aspire à la paix, mais d'expérience elle sait la violence payante. Aussi longtemps qu'elle n'en supporte pas directement les méfaits, elle ne bougera pas. « La majorité silencieuse n'est, aujourd'hui en Corse, ni plus ni moins courtoise qu'elle ne l'était en mai 1968 à Paris », constate un Ajacien.

Pour l'heure, le mouvement autonomiste paraît être au creux de la vague ; ses forces semblent avoir guère pénétré l'opinion insulaire. Ce qui n'empêche rien le capital de gratitude dont il continue de jouir auprès de la population. Celle-ci lui reconnaît le mérite d'avoir posé en temps voulu un diagnostic sérieux sur l'état de l'île et sur son devenir, de s'être battu avec succès pour faire disparaître certaines injustices criantes, d'avoir redonné aux jeunes le goût de vivre au pays.

Méfiant à l'égard des élus, qui, à leur avis, se sont trop longtemps enfermés dans des querelles de clans sans chercher à régler les vrais problèmes, les

Corses, en général, ne sont pas mécontents de s'attacher les services des autonomistes dont ils savent la hâte à relayer le moindre abus. « Ils veulent : Paris ne pourra plus nous jouer de mauvais tours », se félicite un Bastiais.

Des sang-mêlé

Face aux « enragés » du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) qui prônent l'indépendance, les militants autonomistes tentent de se présenter comme des gens raisonnables, des hommes de dialogue. « L'indépendance est inconcevable. Les actions dirigées dans ce sens nous sont totalement étrangères », insiste Lucien Alfonsi, porte-parole de l'Association des patriotes corses (A.P.C.). « Nous voulons simplement l'autonomie, mais nous n'avons aucun projet juridique précis à opposer au gouvernement. Tout est négociable hormis la reconnaissance légale du peuple corse ».

Malgré tout, la population a tendance à faire l'amalgame entre le F.L.N.C. et l'A.P.C. dans la mesure où celle-ci — peut-être pour ne pas se couper des jeunes militants — rejette le « pacifisme bête » et approuve « la violence à visage découvert, lucide et responsable, celle des désespérés devant des situations bloquées ». Il y a, dans ces prises de position, des subtilités qui échappent à beaucoup. Au reste, l'émouvant cri d'alarme que lancent les autonomistes pour la survie du « peuple

historique » suscite, parmi les insulaires, davantage d'indifférence que de réactions. « Dieu jure que jamais nous ne nous retrouvons seuls entre Corses sur cette île : ce serait un jacobinisme insupportable », avouent certains autonomistes. Lorsqu'une communauté se sent menacée dans son existence, il est inévitable qu'elle en vienne à se compter, à succomber à la tentation jacobine du repli et du refus. Aussi peu scientifique qu'elle soit, la distinction entre Corses et non-Corses contient en elle-même un danger latent de racisme et de xénophobie. « Nous avons suffisamment de personnalité pour ne craindre rien de l'effacement et des contacts », note M. François Giacobbi, président (rational de gauche) du conseil régional. « Il n'y a pas de race des seigneurs, nous sommes des sang-mêlé ».

A force d'intransigeance, les autonomistes s'enferment dans un ghetto. Ils se coupent de tout le monde institutionnel : l'administration, les élus et les partis politiques. Ils finissent par manquer de contacts avec les forces de contre-pouvoir. Pour arriver à leurs fins, ils entendent faire l'économie du suffrage universel. Toute leur stratégie repose sur une habile exploitation des « jauges du pouvoir ». Et l'on ne peut pas dire que celui-ci leur complique beaucoup la tâche. Les hommes politiques essayent, aujourd'hui, de battre de vitesse les autonomistes sur le terrain des revendications. L'affaire de la légion ? Les parlementaires corses s'en sont saisis en extrême et se sont vantés d'avoir obtenu du gouvernement le départ de Corse du groupement d'infanterie. L'acquisition par une société immobilière de la presqu'île de Scandola ? Les élus insulaires ont aussitôt pris les devants pour se porter garants de la protection de ce site classé.

Les autonomistes n'ont jamais rien fait d'autre que d'occuper le vide laissé par les élus. Une classe politique vieillie, usée et déniée, qui s'est trop facilement accommodée du « tripatouillage des urnes » pour se maintenir en place, qui s'est trop longtemps contentée de gérer le patrimoine départemental. « Nous avons tout dit, tout fait, tout dénoncé », soulignent-ils. A ce point qu'ils n'ont pas dû désamorcer à temps la colère et l'indignité des jeunes devant les injustices du présent et les incertitudes de l'avenir.

« Le goût du risque, l'esprit d'entreprise, l'amour du service

Six mille

Comment peut-on croire possible le retour au calme alors que les jeunes, toujours plus nombreux, ne cessent de réclamer la suppression de la SIC (Société Industrielle de Chapellerie) ? « La crise de l'emploi est dramatique », remarque M. Giacobbi. Au mois de septembre dernier, on relevait 4700 demandeurs d'emplois non satisfaits, dont 2100 de moins de vingt-cinq ans. « Il faut s'attendre à franchir le cap des 6000 chômeurs au mois de février prochain », disent les experts.

Une partie de cette jeunesse désœuvrée en vient à opprimer les vertus de l'oisiveté. Elle vit du chômage, de la maladie longue durée, d'un peu de travail noir et des pensions des parents qui, dans une île où le chômage est le voisin de chacun, veulent, à travers leur progéniture, afficher leur aisance et prolonger leurs ambitions. Pour ces enfants de Corses, le café, les petits bals, la parlotte, et la contestation. « Pêcher des tracts et piéger des affiches ne font pas l'économie », assure un responsable de l'A.P.C. L'action violente et clandestine leur paraît beaucoup plus exaltante.

La majorité des jeunes Corses seraient prêts à faire des sacrifices pour rester au pays. « Le travail manuel ne leur fait plus peur, soutient un fonctionnaire. Ils acceptent de changer d'orientation ». Ils sont entre 1000 et 1200 à se présenter, chaque année, sur le marché du travail. Or, ici, les créations d'emplois compensent tout juste les disparitions de postes.

« Les Corses auraient pu coloniser leur île comme ils ont colonisé l'Empire », affirme M. Giacobbi. Est-ce déjà trop tard ? Na-t-on plus besoin d'eux ? La violence est fille de cette désespérance. Il y a peut-être parmi ceux qu'elle séduit, des calculateurs, des ambitieux et parfois de « pauvres types ». Il y a surtout des gens qui aiment leur pays au point de ne plus vouloir le quitter des yeux.

JACQUES DE BARRIN.

Prochain article :

OUBLIER LA MER

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Selon les responsables professionnels du bâtiment

Une nouvelle crise du logement se prépare dans la région parisienne

Dans une lettre ouverte aux élus de la région parisienne, M. Jean-Pierre Dumont, président de la Fédération parisienne du bâtiment, lance un véritable cri d'alarme quant aux conséquences (pour les dix mille entreprises et les trois cent cinquante mille salariés de la branche) d'une crise qui se traduira en 1978 par une diminution de l'activité de 30 % par rapport à 1975.

Pour M. Dumont, « la crise qui touche le bâtiment est insupportable du point de vue des conditions de la politique visant à maîtriser l'expansion de la région parisienne ». Ce freinage a engendré une diminution de la population de 500 000 habitants en vingt ans, tandis que les villes nouvelles ne se développent pas comme prévu. « Les conditions d'habitat y étant, en fait, désastreuses ».

Simultanément, remarque M. Dumont, on assiste à une dégradation du logement existant. Le logement est régi, car de nombreux appartements sont vacants : « Il s'agit avant tout d'un problème de solvabilité des deux cent cinquante mille familles restant en effet inscrites au fichier des mal-logés et plus de sept cent mille jeunes célibataires, en 1981, l'âge du mariage. Nous

estimons, écrit M. Dumont, qu'une nouvelle crise du logement se prépare dans la région parisienne pour les années prochaines. »

Le groupe Moët-Hennessy

espère augmenter son chiffre d'affaires de 20 % en 1976

« L'année 1976 a été une année de redressement après deux années de difficultés », a déclaré M. Alain Chevalier, vice-président-directeur général du groupe Moët-Hennessy le 10 novembre. Au cours des neuf premiers mois de l'année le chiffre d'affaires des trois secteurs du groupe (champagne, parfums et cognac) ont progressé respectivement de 22, 24 et 30 %, ce qui au total équivaut à une augmentation de 25 % du chiffre d'affaires. Pour l'ensemble de l'année, Moët-Hennessy espère réaliser un chiffre d'affaires consolidé d'environ 145 milliards de francs, soit 20 % de plus que l'année précédente.

M. Chevalier a en outre précisé que la rotation des stocks s'est nettement améliorée, notamment dans le champagne, ainsi que la situation d'endettement. Les dettes à long terme sont passées de 525 millions de francs en 1975 à 511 millions en 1976, et les dettes à court terme de 894 à 624 millions. Quant aux résultats financiers du groupe, ils devraient également marquer un net redressement.

Enfin, les parfums Christian Dior espèrent réaliser un chiffre d'affaires de 320 millions de francs (contre 314 millions l'an passé), dont plus de 70 % d'exportation. Les résultats devraient progresser de 45 % en 1976.

Après le dépôt de bilan de la chapellerie

La municipalité de Chazelles-sur-Lyon se plaint de ne pas bénéficier de l'aide de l'État

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Dans la Loire, où se multiplient depuis quelque temps les décrets de bilan, celui de la SIC (Société Industrielle de Chapellerie) (1) intervient le 29 octobre, frappe de plein fouet toute l'économie de Chazelles-sur-Lyon, qui fut longtemps la capitale européenne du chapeau de feutre. Les derniers chapelliers de la Loire, à une trentaine près, travaillent tous à la SIC, créée par la concentration de quatre entreprises locales en 1956 et comptant à l'époque 850 ouvriers, contre 170 actuellement. Ceux-ci occupent leur usine jour et nuit depuis le vendredi 5 novembre à 10 heures. Les premières lettres de licenciement pour motifs économiques parviennent dans les foyers dès le lendemain matin, soit à peine trois jours après que le tribunal de grande instance de Montbrison, agissant en tant que tribunal de commerce, eut ordonné la liquidation des biens de la société. Les chapelliers veulent attirer l'attention des pouvoirs pu-

blies « sur la situation désastreuse que constitue pour Chazelles-sur-Lyon la fermeture de la SIC », et également préserver le matériel, les machines et l'outil de travail si nécessaires à la vie de chacun. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont demandé à la direction de la main-d'œuvre de s'occuper pour l'immédiat d'un reclassement collectif et ont lancé un appel à la solidarité départementale. Pour sa part, le conseil municipal, réuni au complet, a demandé à l'unanimité que toute la lumière soit faite sur les erreurs de gestion et les possibilités de sauvetage de la chapellerie. Il a demandé aussi le rattachement de la commune de Chazelles au département du Rhône, afin de bénéficier du plan d'aménagement des monts du Lyonnais « en échappant à toute discrimination administrative ». Les élus chazellois, avec à leur tête M. Armand Bazin, maire et conseiller général, estiment en effet que la dégradation de l'industrie traditionnelle de la chapellerie ne s'explique pas uniquement par les difficultés de la conjoncture économique. Ils accusent les pouvoirs publics d'être restés jusqu'au bout à leurs incessantes démarches pour obtenir les aides de l'Etat.

PAUL CHAPPEL.

POUR VOTRE ÉPARGNE



quotidiennement votre

LA POSTE

COSTUMES
Mesure industrielle
690 F
offre spéciale
du 6 au 27 novembre
MESURE INDUSTRIELLE
23 rue des Mathurins Paris 8
(métro Havre-Caumartin)
parkings : place de la Madeleine et boulevard Malesherbes

سكس في الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

Bonn accroît les aides aux chômeurs sans relancer l'économie

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand a adopté le mercredi 10 novembre un programme de lutte contre le chômage de 430 millions de deutschemarks (890 millions de francs). Avec les 1 100 millions (2 277 millions de F) déjà prévus à cet effet dans le budget de l'Office fédéral du travail et les 100 millions (207 millions de F) débloqués il y a quelques semaines pour procurer du travail aux handicapés physiques, c'est au total 1,6 milliard de deutschemarks (3,2 milliards de F) qui seront consacrés d'ici à la fin de 1977 à la lutte contre le chômage.

Le ministre du travail estime qu'un total de 200 000 chômeurs pourront retrouver un emploi. Selon l'Office fédéral du travail, sans les programmes précédents, le nombre des demandeurs d'emploi, qui sera en novembre de 1 million 300 000, aurait atteint 1,5 million.

Le nouveau programme du gouvernement de Bonn vise essentiellement non à relancer l'économie, mais à encourager la mobilité géographique et professionnelle des salariés en accordant des aides spécifiques à ceux qui sont sans emploi depuis plus de six mois. Ils représentent près de la moitié des 943 000 chômeurs recensés en octobre.

Les salariés au chômage depuis six mois au moins recevront une prime de mobilité de 500 DM (1 035 F), plus 150 DM (310 F) par mois supplémentaire de chômage. L'interdiction de l'accepter un emploi hors de leur lieu de résidence et de leur retour quotidien au domicile est impossible, si leur nouveau salaire est inférieur de 15 % à leur dernière

remunération dans la même profession, ou s'ils ne gagnent pas plus en changeant de profession.

S'ils acceptent de déménager pour obtenir une place, ils pourront recevoir le remboursement intégral de leurs frais de déménagement, plus une prime d'installation de 4 000 DM (8 200 F) pour les célibataires, de 6 000 DM (12 420 F) pour les personnes mariées, plus 800 DM (1 656 F) par enfant. Enfin, un chômeur qui accepte du travail loin de son lieu d'habitation peut, pendant un an, être remboursé des frais de transport. Les entreprises qui embaucheront un salarié au chômage depuis plus d'un an pourront recevoir pendant deux ans une subvention représentant 50 % du salaire.

Bien que le ministre du travail ait déclaré que « la lutte contre le chômage est un de nos principaux objectifs », le programme gouvernemental se heurte à un grand scepticisme.

DANIEL VERNET.

Le GATT condamne le système américain d'exonération fiscale en faveur des sociétés exportatrices.

De notre correspondante

Genève. — Les représentants du GATT, réunis à huis clos le 12 novembre, doivent se prononcer sur les violations des règles du commerce international commises par les États-Unis grâce au régime fiscal « DISC » (Domestic International Sales Corporation) dont bénéficient de nombreuses sociétés américaines. Un groupe d'experts, constitué à la requête de la Communauté économique européenne, leur présente ses conclusions dans un document confidentiel élaboré après huit mois de travaux.

Ce n'est plus un secret à Genève que les experts condamnent sévèrement le système DISC mis en

vigueur le 1^{er} janvier 1972 par l'administration Nixon, en dépit de mises en garde répétées sur le plan international. Déjà lors de sa création, le 10 décembre 1971, dans le cadre de la nouvelle politique économique américaine visant à encourager les exportations, le DISC avait suscité de nombreuses critiques. Il ne faisait pas de doute que ce système conférerait un avantage substantiel aux sociétés essentiellement exportatrices en les exonérant largement de leurs charges fiscales, puisque les trois mois onze cents de ces firmes ont pu être créés et qu'elles étaient huit mille trois cent quatre-vingt-deux fin février 1976.

De source américaine autorisée, les ventes à l'étranger de ces sociétés se sont élevées, en 1974, à 43,5 milliards de dollars, soit presque la moitié du total des exportations des États-Unis. Cette législation, qui peut être considérée comme une subvention déguisée à l'exportation, aurait dû être préalablement notifiée au GATT, conformément à l'article 18, ce qui aurait permis d'apprécier ses conséquences sur le commerce international. Il convient de rappeler que toute aide de cette nature, effectuée par le moyen d'exonération fiscale, constitue une pratique dénoncée par la déclaration de 1960 sur l'interdiction des subventions à l'exportation, déclaration qui a été acceptée par Washington.

En outre, toujours selon les conclusions de ces experts, des dispositions de ce système relatives au coût des transports sur les navires américains permettent aux sociétés nationales de bénéficier d'avantages financiers supplémentaires.

Sans attendre les décisions du conseil du GATT, les États-Unis ont riposté en protestant à leur tour contre certaines pratiques fiscales de la Belgique, de la France et des Pays-Bas, et en demandant que leurs plaintes soient examinées en même temps que celle de la C.E.E. sur le statut du DISC. Les pratiques visées se fondent, soit sur le principe de l'exterritorialité de l'imposition des revenus, soit sur un statut fiscal privilégié réservé aux activités d'exportation. Elles ne contreviennent pas moins aux obligations résultant de l'article 18, alinéa 4, du GATT.

Pour la défense de ces mesures, qui favorisent les grandes firmes ayant des filiales à l'étranger, on peut relever toutefois que la plupart des pays modernes admettent le principe de l'imposition de ces filiales, suivant la loi du lieu de leur siège. Il semblerait donc, concernant les trois pays visés, que les États-Unis tentent de remettre en cause ce principe de l'exterritorialité.

ISABELLE VICHNIAC.

AGRICULTURE

« L'EUROPE VERTE EST EN DANGER » écrit M. Debatisse à M. Giscard d'Estaing

Dans une lettre adressée mercredi 10 novembre au président de la République, M. Michel Debatisse, président de la F.N.S.E.A. (Fédération des exploitants agricoles), exprime l'inquiétude profonde et grandissante de son organisation devant la « tournure prise par les affaires européennes ».

« La politique agricole commune est en danger. À l'aggravation des turbulences monétaires et de leur répercussion s'ajoute une constante incapacité de décision des conseils des ministres de la C.E.E. », écrit M. Debatisse.

« Aussi, nous estimons que votre gouvernement doit poursuivre rigoureusement l'action menée dans le domaine agricole », ajoute le président de la F.N.S.E.A., qui note que « dans le système des montants compensatoires monétaires, la Commission versera au Royaume-Uni, en année pleine, la valeur de 1 milliard d'unités de compte (1), ce qui correspond approximativement au coût budgétaire de la sécheresse pour la France en 1976 ».

« Dès lors, une relance de l'Europe nous paraît souhaitable, tant sur le plan politique que psychologique... », estime M. Debatisse.

(1) 5,5 milliards de francs environ.

LES QUESTIONS MONÉTAIRES

La réforme du F.M.I.

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES REFUSENT QUE LE FRANC SOIT INTÉGRÉ À UNE MONNAIE « MULTINATIONALE »

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a indiqué, mercredi 10 novembre, qu'il « s'oppose avec vigueur » au projet de loi autorisant l'approbation du deuxième amendement aux statuts du F.M.I. (Fonds monétaire international) et à l'augmentation de la quote-part de la France.

Pour les députés communistes, cette réforme « abandonne encore un peu plus l'économie aux intérêts étrangers ». Ils affirment : « Une véritable réforme du F.M.I. doit faire place à tous les peuples, et les décisions effectives ne doivent plus être l'appanage des plus riches puissances capitalistes. La monnaie des Français doit recouvrer son indépendance envers toute autre monnaie d'une puissance étrangère ou d'un groupe de puissances étrangères. Le franc ne doit pas être intégré à une monnaie « multinationale » au service de capitaux monopolistes et de la spéculation. »

Le groupe communiste note, d'autre part, que « le groupe U.D.R., géré par ce projet de loi d'abandon national, et pour lequel sa responsabilité, vient de poser la question préalable demandant le report d'un an pour l'examen et la ratification de la réforme du système monétaire international. Ce qu'il oublie toutefois de dire, c'est que les négociations engagées sur cette réforme ont été, ajoute-t-il, menées à bien par le gouvernement Chirac avec l'appui de l'U.D.R. »

● M. JACQUES RAGOT va succéder le 1^{er} janvier, à la direction générale des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, à M. Hequet.

[M. J. Ragot, né en 1921 à Morsang-sur-Orge, a débuté en 1943 au fond de la mine à Aniche au titre du travail obligatoire. Sorti major en 1944 de l'École nationale des mines de Paris, il a commencé sa carrière aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en qualité d'ingénieur du fond, dirigé au groupe de Douai un siège d'extraction et est devenu en 1960 chef d'un secteur d'exploitation du groupe Henin-Liétard. En 1964, il est devenu directeur délégué du groupe Henin-Liétard dont il a réalisé la fusion en 1968 avec celui d'Oignies, dont il assume la direction.]

● RECTIFICATION. — A propos de son livre *Physiologie de la France* (le Monde du 5 novembre), M. Yves Lantier nous précise que c'est par erreur que lui a été attribuée l'appartenance au corps de l'inspection des finances.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences:

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux États-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

ebic

European Banks International

Amsterdam-Rotterdam Bank
Banca Commerciale Italiana
Creditoanstalt-Bankverein
Deutsche Bank
Midland Bank
Société Générale de Banque
Société Générale

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Hésitant — Déprimé par la poursuite de la baisse à Wall Street et les revers consécutifs par le gouvernement aux Communautés, le marché est redevenu hésitant. Les mines d'or restent bien orientées.

VALEURS	CLOTURE 10/11	COURS 11/11
Sur Lend 3 1/2 %	23 5/16	23 5/16
Banque	217 1/2	224 1/2
British Petroleum	588	588
Shell	291 1/2	292 1/2
Imperial Chemical	232	232
Glaxo	78	78
De Beers	201 1/2	201 1/2
Western Indemnity	16	16 1/4
De Beers Zinc	181	181
Westminster	23	24 5/8

(*) En livres.

NEW-YORK

La baisse continue — La baisse des cours s'est poursuivie à Wall Street pour la quatrième séance consécutive. L'indice Dow Jones perdait 6,73 points à 504,44. Le ton était surtout à l'ouverture, puis un réajustement apparaît en début d'après-midi sur l'annonce de deux nouvelles : le volume des ventes au détail pour le mois d'octobre a marqué une très faible augmentation sur celui de septembre et la General Motors consent des rabais sur certains modèles de voitures dont la vente faiblit.

VALEURS	COURS 9/11	COURS 10/11
Alcoa	51 3/4	51 3/4
A.T.T.	81	80 5/8
Boeing	41 1/2	41
Case International	27 1/8	27 1/8
De Beers	124 1/4	124 7/8
Eastman Kodak	33 1/4	33
Exxon	48 1/2	47 3/4
Ford	58 3/8	58
General Electric	51 1/8	50 7/8
General Motors	32 1/2	32 1/4
IBM	22 1/2	22 1/4
Johnson & Johnson	53 1/4	53 1/4
Kodak	35 1/4	35 1/4
L.I.L.	26 1/2	26
U.S. Steel	55 1/2	55 1/2
Westinghouse	36 3/4	36 3/4
Yale	25 1/8	25 1/8
U.S. Steel	55 1/2	55 1/2
U.S. Steel	46 3/4	46 3/4
Westinghouse	36 3/4	36 3/4
Yale	25 1/8	25 1/8

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
2. ASIE
3. AFRIQUE
- L'offensive Clouet.
3. DIPLOMATIE
4. EUROPE
4. AMÉRIQUES
- 5-6. POLITIQUE
- LIBRES OPINIONS : « Une équitable proportionnalité », par Gilbert Grandval.

LE MONDE DES LIVRES

Page 7 et 13
LE FEUILLETON de S. Pétro-
Delpech : la « Bernadette »
d'Henri Charpentier.
LIVRES D'ARTS ET DE LETTRES :
Jacques Perret, André Chéned,
André Thérion, Diane de Mar-
ville.
ÉTUDES RELIGIEUSES : Pour
une théologie du jeu ou la
séduction de Harry Cox.

13. DÉFENSE
- La chasse aux espions indus-
triels.
13. ÉDUCATION
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
- THÉÂTRE : Lorenzaccio ; le
Genre humain.
16. LÉGISLATION
17. SPORTS
- Les fédérations françaises
face à l'horizon 80 des Jeux
olympiques : le judo.
18. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 18-19. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
- AFFAIRES : selon les respon-
sables professionnels du bâti-
ment, une nouvelle crise du
logement se prépare dans la
région parisienne.

LIRE ÉGÉMENT

RADIO-TELEVISION (15)
Aujourd'hui (16) ; Carnet (17) ;
« Journal officiel » (17) ; Lettre
nationale (17) ; Loto national
(17) ; Météorologie (17) ; Mots
croisés (17).

800 machines à écrire en dis- count chez Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les mathe-
res, les plus durables, les moins
chères : Olivetti, Olympia, Ecu-
m, Adler, Brother, Erika, Smith-
Corona, etc. (Broyer 200, 300, 400
t.c.) ou non, tanks ou poids plume,
31 styles de caractères. Signes spé-
ciaux. Duriez vend en discount et en
direct sans représentant. Certaines
machines sont surstockées, d'autres
supérieures à leur réputation. Duriez
vous dit la vérité sur toutes et rem-
bourse dans dix jours si non satisfait.
Quantité limitée, 132, bd Saint-Ger-
main, 22-23-24. Calculatrices électro-
niques, matériel de bureau et de
classement.

DEPUIS 1938

RASOIRS
électriques...
RÉPARATIONS
IMMÉDIATES

COUTELLERIE - BROSSERIE
ELECTRO-MÉNAGER

CADEAUX - GADGETS UTILES

DIDIER-NEVEUR

25, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 61-70
20, Rue de la Paix - PARIS



HUPFELD
construction robuste
large choix de modèles
Revendeur exclusif
hamm
LOCATION-VENTE
135/139 rue de Rennes
75006 PARIS Tél. : 544 38-66
Exportateur
Demusa Berlin R.D.A.

A B C D E F G

LA CÉLÉBRATION DU 11 NOVEMBRE

M. Giscard d'Estaing a rendu hommage aux combattants de toutes les guerres

M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a rendu, ce jeudi matin 11 novembre, que « la journée nationale du souvenir » devait avoir cette année « beaucoup d'éclat ». Et c'est sous un soleil rayonnant, après plusieurs jours de pluie, que M. Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu en fin de matinée à l'Arc de triomphe.

Le président de la République — qui était accompagné de MM. Raymond Barre, premier ministre, Yvon Bourges, ministre de la défense, et André Bord — a remonté à pied l'avenue des Champs-Élysées depuis le Rond-Point, où il était arrivé vers 10 h 50. L'avenue avait été entiè-
rement pavée.

Sur le parcours, M. Giscard d'Estaing a passé en revue sept cents hommes de troupe des trois armées, disposés de part et d'autre de la chaussée. Plusieurs milliers de personnes, massées sur les deux côtés, ont assisté à la céré-
monie.

Cinq cents enfants d'écoles de la banlieue parisienne avaient été regroupés à proximité du monu-
ment. La plupart d'entre eux ven-
aient de Villeneuve, qui avait été en 1914 le point de départ des
taxis de la Marne.

En terminant la cérémonie, M. Giscard d'Estaing a déclaré au micro de France-Inter : « A la
fois dans l'organisation de la
manifestation, dans le choix de
ceux qui étaient décorés, dans les
contingents adressés par natio-
naux, nous avons voulu que

tous les souverains du peuple fran-
çais soient rassemblés. C'est le
jour où en France tous les souve-
rains non seulement de la France
mais du peuple français. Aujourd'
d'hui, dans cette journée du sou-
venir, se trouvent réunis les
souverains de plusieurs générations
de Français.

Il est important qu'il y ait
une journée nationale dans la-
quelle tous les souverains et tous
ces sacrifices soient l'occasion
pour les Français de se réunir
autour de leur histoire. C'est la
première fois qu'à Paris et, je
l'espère, en province, il y a eu
une participation populaire im-
portante.

M. FABRE : ces cérémonies ne
doivent pas se substituer à
celles du 8 mai.

M. Robert Fabre, président du
Mouvement des radicaux de
gauche, indique que son parti
« exprime sa gratitude aux
combattants de la première
guerre mondiale, mais qu'il ne
peut pas oublier que les cérémonies
du 11 novembre se substituent
à celles du 8 mai, qui rappellent
la victoire des combattants de
1914-18, au premier rang desquels
se situent les patriotes résistants ».

M. Fabre ajoute : « Chaque
anniversaire a son sens propre.
Le souvenir des combattants de
1914-18 restera attaché, dans notre
histoire, au jour du 11 novembre :
le souvenir des victimes de la
barbarie nazie au 8 mai, victoire
de la liberté et de l'humanité sur
l'oppression et la dictature ».

A propos d'un reportage de FR 3

LES JOURNALISTES ALSACIENS PROTESTENT CONTRE L'ATTITUDE DU PRÉFET DE RÉGION

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Après l'incident qui
a opposé le préfet de région, M. Louis
Verger, à une équipe de tournage
de FR 3, les journalistes alsaciens
ont réagi, et la fédération commu-
niste du Bas-Rhin a demandé à
M. Paul Laurant, secrétaire général
du comité central du P.C.F., d'en
saisir la Commission des libertés.

L'équipe de FR 3 Alsace couvrait,
vendredi dernier 10 novembre, l'assem-
blée annuelle de l'Association des
maires du Bas-Rhin, que présidait
M. Pflimlin, maire de Strasbourg.
Elle venait tout juste de commencer
son travail en filmant l'intervention
d'un maire « contestataire », an-
nuaire, sur le plan régional de l'Asso-
ciation des maires des communes
rurales. Cela déplaît aux principaux
dirigeants départementaux, qui se
concentrent rapidement avec le
préfet.

Quittant la tribune, ce dernier prit
à part le responsable de l'équipe
de télévision, fit interrompre le tou-
rage, reprochant à FR 3 de vouloir
avoir le reportage sur les dissensions
internes de l'assemblée des maires.
De son côté, M. Germain Spraver,
député U.D.R. du Bas-Rhin, un des
dirigeants de l'association, critiqua
violemment à la tribune le travail
des journalistes.

Dans un communiqué, les journalis-
tes de FR 3 Alsace ont dénoncé
dans l'attitude du préfet « une atteinte
à la dignité et à l'indépendance de
la profession ». Tous les syndicats
de journalistes alsaciens ont accusé
le préfet d'entraver la liberté du tra-
vail, et de faire à leurs camarades
de la télévision un procès d'intention.

La direction de FR 3 Alsace s'est
publiquement solidarisée avec ses
journalistes tandis que le syndicat
unifié de radio et télévision C.F.D.T.
demandait « l'ouverture d'une
enquête administrative sur les agis-
sements du préfet ». — J.-C. H.

L'émission « C'est à dire » sur Antenne 2

M. Mitterrand : nous refusons de créer une situation de drame en cas de victoire de la gauche

M. François Mitterrand qui
était, mercredi 10 novembre, l'in-
vité de l'émission « C'est à dire »
sur Antenne 2, a notamment
déclaré :

● LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE
AVANCE. — « La société libé-
rale est usée jusqu'à la trame.
M. Giscard d'Estaing, qui est un
homme intelligent, a compris que
ce ne marchait pas. Alors ? Cela
signifie-t-il qu'il faut aller dans
le drame ? Cela signifie-t-il qu'il
faut substituer aux forces créatrices
et que la société devient trans-
parente. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

● LES RAPPORTS AVEC LE
PRÉSIDENT DE LA RÉPU-
BLIQUE. — « Il faut avoir le
patrimoine de vouloir l'intérêt des
Français. Pour notre part, en cas
de victoire de la gauche, il est
sur que la situation sera difficile,
mais nous refusons de créer une
situation de drame. (...) En ma-
tière de sagesse, c'est au prési-
dent de la République de donner
l'exemple, c'est son rôle. (...) Son
devoir sera de faire en sorte que
le programme en faveur duquel
se sera prononcée la majorité de
l'opinion publique. »

● LES NATIONALISATIONS.
— « Rien ne sera modifié avant
les élections. (...) M. Séguin a
des idées très intéressantes. (...) Il
exprime en tant que secrétaire
général de la C.G.T., pas en tant
que responsable politique. Si ces
propositions ne paraissent pas
opportunes, nous le dirons. (...) »

● LES ÉLECTIONS MUNI-
CIPALES. — « Sur les deux cent
dix-neuf communes de plus de
trente mille habitants je ne serais
pas étonné que des listes commu-
nales soient réalisées dans deux
cents villes, peut-être davantage. Je
souhaitais qu'aucune ville ne
manque à l'alliance. »

● LE PLAN BARRE. —
« M. Barre sera victime du fait
de ne pas avoir compris que la
France vit dans une situation
d'injustice. (...) Son plan ne

contient pas de grandes idées
politiques. Il aurait dû s'attaquer
aux réformes de structure pour
mettre un terme aux inégalités
qui entraînent un sentiment de
malaise. (...) Il faut assurer une
répartition plus équitable du haut
fourneau n° 3 lorsqu'un usage très
dense de sauprés provoquent par
l'usage de la fonte en fusion actuel-
lité la fonte-forme où se trouvent
les six hommes. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

● L'ÉPARGNE. — « Je ne
demande pas une interdiction gé-
néralisée de l'épargne, mais on
pourrait indexer un livret par
famille jusqu'à une certaine
somme. »

L'Élysée confirme l'évolution de la politique de vente de matériel nucléaire

M. Giscard d'Estaing confirme que
la politique française en matière de
vente de matériel nucléaire — usines
et combustible — va subir une pro-
fonde transformation (le Monde du
11 novembre). Selon le chef de l'Etat,
le général de Gaulle était sans doute
fondé à pratiquer une politique de
vente à l'étranger de tels équi-
pements pour démontrer la valeur des
fabrications françaises et assurer la
réputation nationale en la matière.
Georges Pompidou a pu pour-
suivre dans cette voie. Mais pour
M. Giscard d'Estaing, la puissance
nucléaire française est maintenant
suffisamment établie, universellement
reconnue et de moins en moins
contestée par les adversaires poli-
tiques du gouvernement en France
même. Aussi, selon lui, l'intérêt poli-
tique est-il désormais de s'opposer à
la prolifération et de demeurer dans
le club fermé des puissances ato-
miques où la France a eu tant de
mal à se faire admettre.

C'est dans ce but qu'a été insti-
tué le conseil interministériel de poli-
tique nucléaire extérieure française.
Le chef de l'Etat se serait, en effet,
rendu compte lui-même que le
contrat passé avec l'Afrique du Sud
avait été négocié par des administra-
tions dont le but était de « vendre
du nucléaire », mais n'avait pas
été débattu au niveau ministériel
convenu. Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

Le conseil a donc, nota-
ment, pour objet de mieux contrôler
l'activité de l'administration en ce
domaine. Cette volonté pour elle-
même nous refusons de nous en-
gager à cette conception de la pla-
nification, qui est intelligente et
démocratique. »

A Bayonne

UN AVOCAT SERAIT IMPLIQUÉ DANS UNE AFFAIRE DE TRAFIC D'ARMES

(De notre correspondant.)

Bayonne. — Un avocat de Bayonne,
M. Georges Bordolucci, âgé d'une
trentaine d'années et inscrit au bar-
reau de cette ville comme membre
titulaire depuis 10 mois de mars der-
nier, pourrait être mêlé à une affaire
d'armes volées. Lui-même ne s'est
pas expliqué sur cette affaire, pré-
nant le parti de s'écarter de la
région. On suppose qu'il se trouve en
Espagne. Une perquisition à son cabi-
net, en présence de M. Robert Gar-
dier, bâtonnier, et d'une délégation
de l'ordre, a abouti à la découverte
d'armes et de munitions en petite
quantité.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs
activités. L'avocat avait déjà plaidé. D'autres
perquisitions ont également eu lieu
chez des amis de M. Bordolucci.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs
activités. L'avocat avait déjà plaidé. D'autres
perquisitions ont également eu lieu
chez des amis de M. Bordolucci.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs
activités. L'avocat avait déjà plaidé. D'autres
perquisitions ont également eu lieu
chez des amis de M. Bordolucci.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs
activités. L'avocat avait déjà plaidé. D'autres
perquisitions ont également eu lieu
chez des amis de M. Bordolucci.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs
activités. L'avocat avait déjà plaidé. D'autres
perquisitions ont également eu lieu
chez des amis de M. Bordolucci.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs
activités. L'avocat avait déjà plaidé. D'autres
perquisitions ont également eu lieu
chez des amis de M. Bordolucci.

Après le cambriolage d'une villa,
les gendarmes avaient été amenés à
surveiller une bande de jeunes mal-
tailleurs qui avaient déjà eu mille
à partir avec la justice. Ayant appris
que l'un des cambrioleurs présumés
était Marc Loupien, vingt ans, d'Angoulême,
avait tenté de négocier une arme
dans un café de Bayonne, les enqué-
teurs élargissent dans l'enquête de
celui-ci leurs investigations. Les
suspensions se portent sur son propre
défenseur, M. Georges Bordolucci,
par l'intermédiaire duquel le jeune
homme avait lié connaissance avec
d'autres individus connus pour leurs